



جامعة بجاية
Tasdawit n Bgayet
Université de Béjaïa

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA
DE BEJAIA.

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES
SCIENCES GESTION

Mémoire de fin de Cycle
Pour l'obtention du diplôme de Master en Sciences Commerciales

Option : Finance et Commerce International

*L'impact des IDE sur la diversification des exportations en Algérie.
Etude empirique*

Réalisé par:

SADAoui Sahra
SAOULI Wissam

Encadrant:

ZIANI Zoulikha

Membres du jury:

- Président: M^{me} HADJI
- Examineur: M^{me} TOUATI

Date de soutenance : 30/06/2024 à 10h00

2023/2024

Dédicaces

Chaque jour qui passe je remercie Allah, et je le pris tout le temps de me donner la force de suivre le chemin qu'il m'a tracé afin de mener à bien le destin qu'il m'a prévu.

Je dédie ce travail :

À ma chère maman

Autant de phrases aussi expressives soient-elles ne sauraient montrer le degré d'amour et d'affection que j'éprouve pour toi. Tu m'as comblé avec ta tendresse et ton affection tout au long de mon parcours de vie. Tu n'as cessé de me soutenir et de m'encourager durant toutes les années de mes études, tu as toujours été présente à mes côtés pour me consoler quand il fallait. Que dieu te donne la santé, le bonheur et une longue vie.

À mon cher père

Qui a été pour moi un exemple du père respectueux, honnête, de la personne méticuleuse, grâce à lui que j'ai appris le sens du travail et de la responsabilité. J'espère que tu es fière de ta fille qui t'aime trop.

À mes sœur Lilia, Litisia et mes deux frères Halim et Aïmed, compagnons de mes joies et de mes peines. À ma grand-mère Djazia que dieu la préserve.

À ma tata bienveillante Siham et son époux Mourad.

Chaque page de ce manuscrit porte l'empreinte de votre dévouement et de votre sacrifice.

À mes très chères cousines et cousins : Ines, Nassima, Adem, Nassim, Youba, Yabdas, Massi Mohend, fares, malak et Anis.

À toute mes amie Karima, Ghania et sandra.

En cette étape marquante de mon parcours, Je souhaite ainsi dédier cette réalisation à ma meilleure amie et mon binôme Sahra, avec qui j'ai partagé l'effort et la passion,

À mes camarades Kakou, Melissa, compagnons de voyage, je vous adresse mes plus sincères remerciements. Vos compétences, votre persévérance et votre esprit d'équipe ont forgé des liens indissociables entre nous,

Aujourd'hui, je clos un chapitre de ma vie et j'ouvre de nouvelles perspectives grâce à vous. Que ces mots, couchés avec amour sur ces pages, témoignent de ma reconnaissance et de mon amour indéfectible envers vous.

wissam

Chaque jour qui passe je remercie Allah, et je le pris tout le temps de me donner la force de suivre le chemin qu'il m'a tracé afin de mener à bien le destin qu'il m'a prévu.

Je dédie ce travail :

A ma chère maman

Autant de phrases aussi expressives soient-elles ne sauraient montrer le degré d'amour et d'affection que j'éprouve pour toi. Tu m'as comblé avec ta tendresse et ton affection tout au long de mon parcours de vie. Tu n'as cessé de me soutenir et de m'encourager durant toutes les années de mes études, tu as toujours été présente à mes côtés pour me consoler quand il fallait. Que dieu te donne la santé, le bonheur et une longue vie.

A mon cher père

Qui a été pour moi un exemple du père respectueux, honnête, de la personne méticuleuse, grâce à lui que j'ai appris le sens du travail et de la responsabilité.

J'espéré que tu es fière de ta fille qui t'aime trop Repose en paix cher papa.

À mes sœurs : Sabrina et son époux, Sonia et son mari ainsi Sofia et Sandra.

Qui ont toujours été à mes côtés, à m'encourager. Merci beaucoup mes trésors. Que Dieu vous garde toujours pour moi et vous protège.

À mes frères : Fares et sa femme Nacira, Sofiane et sa femme.

Mes nièces : Inès, Anaïs et Kenza et Mes neveu : Adem, Salim et Anes.

Mes dédicaces ne seront pas complètes sans citer ma chère Binôme wissam pour son soutien moral, sa patience et sa compréhension avec laquelle j'ai eu la chance de travailler.

À mes chers amis : Younes, Vanissa, lyna, Inès, kakou, Melissa, Kakou, Lilia, et Maya, à leurs encouragements plus que précieux.

À Rahmani. M pour son aide et encouragement.

Sahra

Remerciement

Au terme de ce travail nous remercions Dieu le tout puissant de nous avoir donné le courage et la patience de mener à fin ce mémoire.

On tient à exprimer nos plus chaleureux remerciements à notre promotrice madame Ziani Zoulikha nous avoir fait l'honneur de nous encadrer et accompagner dans la réalisation de ce travail. Veuillez trouver ici Madame notre profonde gratitude.

On est très honorées par la présence de notre jury de soutenance. Merci pour l'évaluation de ce travail.

Nous témoignant enfin notre reconnaissance à tous ceux et celles ayant contribué de près ou de loin à la réalisation de notre mémoire de fin de cycle.

Liste des abréviations

AAPI : Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement
AGI : Autorisations Globales à l'Importation
ALENA : Accord de libre-échange Nord-américain
ALGEX : L'Agence nationale de Promotion du Commerce Extérieure
ALNAFT : l'Agence Nationale pour la Valorisation des Hydrocarbures
ANDI : Agence Nationale du Développement des Investissements
APC : l'Assemblée Populaire Communale
APSI : Agence de Promotion et de Suivi des Investissements
ARDL : Autoregressive Distributed Lag
ATA : Air Transport Association
BM : Banque Mondiale
CACI : Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie
CAGEX : Compagnie Algérienne d'assurance et de Garantie des Exportations
CNI : Le Conseil National de l'Investissement
CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CTCI : Classification Type pour le Commerce International
CUSUM : Cumulative Summary
DA : Dinars Algérien
DL : Degré de Liberté
EMN : Entreprise Multinationale
EP : Entreprise Publiques
EPE : Entreprise Publique Economiques
FBCF : Formation Brute du Capitale Fixe
FMI : Fonds Monétaire International
FMN : Firmes Multinationales
FPCI : Fonds de Promotion de la Compétitivité industrielle
FSPE : Le Fond Spécial de Promotion des Exportations
GMM : General Maintenance Manual
GPA : Groupements Professionnels d'Achat
GUD : Guichet Unique Décentralisé
GZALE : Grande Zone arabe de Libre Echange
IBS : Impôt sur les Bénéfices des Sociétés
IC : Indice de Concentration
IDE : Investissement Direct Etranger
IHH : Indice Herfindahl-Hirshman
III : Industrialisation par des Industries Industrialisante
IRG : l'Impôt sur le Revenu Global
ISE : Industrialisation par la Substitution des Exportations
ISI : L'industrialisation par Substitution aux Importations
MIR : Ministère de l'Industrie et des Ressources minières

MPPI : Ministère de la Participation et de la Promotion de l'Investissement
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Economique
ODD : Objectifs de Développement Durable
ONACO : l'Office National de Commercialisation
ONAFEX : Office National Algérien des Foires et Expositions
ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
OP : Organismes Publics
PDSL : Pays en Développement Sans Littoral
PEID : Petits États Insulaires en Développement
PGI : Programme Général d'Importation
PIB : Produit Intérieur Brut
OUV : Ouverture commerciale
PMA : Pays Moins Avancés
PME : Petites et Moyennes Entreprises
PROMEX : Office de Promotion des Exportations
PVD : Pays en Voie de Développement
SAFEX : Société Algérienne des Foires et Exportation
SVF : Suppression du Versement Forfaitaire
TAP : Taxe sur l'Activité Professionnelle
TCA : Taxes sur le Commerce et l'Activité
TPD : Titre de Passage en Douane
TPD : Titre de Passage en Douane
TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

Sommaire

Liste des abréviations

Introduction générale	1
Chapitre 1: le cadre conceptuel de l'investissement direct étranger (IDE)	4
Section 01: Historique des IDE, définitions et caractéristiques	4
Section 02: Les principaux facteurs déterminants de l'IDE et son évolution.....	13
Section 03: Evolution des IDE en Algérie	22
Chapitre 2 : le cadre conceptuel de la diversification des exportations.....	32
Section 01: nation de base de la diversification des exportations.	32
Section 02: Évolution de commerce extérieur en Algérie.....	38
Section 03: Analyse des dispositifs d'appui aux exportation algériennes	48
Chapitre 3: Impact des investissement directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Etude avec le modèle ARDL	58
Section 1 : La relation entre les IDE et la diversification des exportations	59
Section 2: Présentation des données, méthode d'estimation et résultats	64
Section 3 : Présentation des résultats empiriques	70
Conclusion générale	81

Bibliographie

Liste des tableaux

Liste des figure

Annexe

Introduction générale

Introduction générale

Le débat sur le rôle de la diversification comme levier de développement économique a été marqué ses dernières années par un retour en force. Plusieurs raisons expliquent cette résurgence. La forte volatilité des prix de matières premières, associée aux crises des dernières années, a ralenti la croissance économique et a montré la forte vulnérabilité des économies nord africaines aux chocs et ce malgré leur faible niveau d'intégration aux marchés mondiaux, soulignant la nécessité de leur transformation structurelle¹.

La diversification économique est un concept important qui peut aider à favoriser la croissance, la stabilité et la résilience face aux chocs externes. Il offre des possibilités de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et de croissance économique inclusive. De plus, la diversification des exportations est cruciale pour permettre aux pays pauvres de s'enrichir, en augmentant l'efficacité des autres facteurs de production et en stabilisant leurs revenus d'exportation face à la volatilité des termes de l'échange. Par conséquent, les gouvernements et les décideurs devraient prioriser la diversification économique dans leurs stratégies de développement pour réaliser une croissance et un développement économiques durables².

L'investissement direct étranger (IDE) est devenu un moteur de plus en plus important de la croissance économique et de la diversification dans de nombreux pays du monde. Il est largement admis que les investissements directs étrangers (IDE) sont bénéfiques pour les économies de destination, notamment celles émergentes et les pays en développement. Les IDE sont les flux des capitaux transitant, généralement, des économies développées vers celles en développement pour des fins d'investissement de long terme.

L'importance des IDE trouve ses fondements dans les avantages que présentent ces flux de capitaux pour les pays moins développés. D'abord, ils créent des externalités aux entreprises nationales, contribuant ainsi dans l'amélioration de la production domestique. De même, ils

¹ Fayou H. (2018), « Le lien entre les investissements direct étrangers et la performance des exportations : cas des pays en développement ». Hal.

² Moussir C. E. & Tabit S. (2016). Export Diversification and Structural Transformation in Morocco: What Role for FDI?, in Équilibres externes, Compétitivité et Processus de Transformation Structurelle de l'Économie Marocaine, OCP Policy Center.

engendrent des effets d'entraînement ; ce qui améliorerait, éventuellement, les performances des exportations.³

Les IDE sont considérés comme un moyen crucial pour promouvoir la diversification et l'amélioration des produits dans le panier d'exportation des pays d'accueil. En effet, ils peuvent apporter des avantages significatifs tels que des transferts de technologie, la formation du capital humain et une meilleure intégration dans le commerce international, tout en favorisant un environnement commercial plus compétitif⁴.

Les IDE peuvent également jouer un rôle important dans la diversification économique en introduisant de nouvelles industries et secteurs dans l'économie d'un pays. Par exemple, un pays qui s'appuie fortement sur les exportations de pétrole peut utiliser l'IDE pour développer de nouvelles industries telles que les énergies renouvelables ou le tourisme. Les IDE peuvent également aider à améliorer les industries existantes, telles que la fabrication ou l'agriculture, en introduisant de nouvelles technologies et processus⁵.

L'Algérie, riche en ressources naturelles, diversifie son économie en renforçant ses exportations au-delà des hydrocarbures. Grâce à des réformes et initiatives, les secteurs de l'agriculture, de l'industrie manufacturière et des mines se développent. Le cadre des exportations s'appuie sur une réglementation claire, des incitations fiscales et financières, et des infrastructures modernisées. Les efforts se concentrent sur l'amélioration de la compétitivité des produits algériens sur le marché mondial par la qualité, l'innovation et le développement des compétences, pour stimuler la croissance économique et réduire la dépendance aux hydrocarbures.

Partant de ces faits, l'objectif de ce travail consiste à analyser empiriquement les effets à court et à long terme des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations. Plus concrètement, il s'agit de répondre à la question suivante : Quel est l'impact des IDE sur la diversification des exportations en Algérie ?

³ Hamid F. (2018), « Le lien entre les investissements directs étrangers et la performance des exportations : cas des pays en développement. Hal.

⁴ Idem.

⁵ Diversification économique: rôle d'IDE dans l'expansion des industries et des secteurs. Disponible sur le site : <https://fastercapital.com> consulté le 17 /05 /2024 à 13 :29.

De cette question principale découle des interrogations secondaires qui permettent d'affiner davantage notre problématique centrale.

- C'est quoi la diversification des exportations ?
- Quelle est l'importance de la diversification pour un pays ?
- Quelle est la relation entre la diversification des exportations et des IDE ?

Pour tenter de répondre à ces interrogations, nous avons formulé l'hypothèse suivante :

H1 : Les investissements directs étrangers devraient impacter positivement la diversification des exportations en Algérie.

Pour mener à bien notre travail, nous avons effectué une recherche bibliographique et documentaire, englobant une consultation des ouvrages, revues, articles, mémoires et des sites internet. Nous avons estimé le modèle ARDL pour capturer les effets à court et à long terme.

En fonction des données disponibles, nous avons structuré notre travail en trois chapitres, présentés comme suit :

Le premier chapitre, basé essentiellement sur la recherche bibliographique, porte sur : les notions générales sur l'investissement direct étranger. Ce chapitre a pour objet de présenter un cadre conceptuel de l'investissement direct étranger. Dans la première section, il sera question de présenter quelques notions théoriques relatives à l'IDE et son historique. La seconde section portera sur les déterminants de l'IDE et son évolution. Et enfin, la dernière section retracera l'évolution des IDE en Algérie.

Le deuxième chapitre porte sur la diversification des exportations en Algérie. Ce chapitre s'articulera autour de trois sections. Dans la première section, nous présenterons les notions de base de la diversification des exportations. La seconde section, retracera l'évolution du commerce extérieur en Algérie. Enfin, la dernière section exposera les différents politiques de soutien de l'État en faveur des exportations hors hydrocarbures.

Le troisième chapitre a pour objectif d'étudier empiriquement la relation entre l'IDE et la diversification des exportations en Algérie en utilisant le Modèle (ARDL) sur la période 1995-2021. Pour y parvenir, nous avons structuré ce chapitre en trois sections. Dans la première section, nous étudierons la relation entre les IDE et la diversification des exportations. Dans la deuxième section, nous présenterons des résultats de l'étude.

Chapitre 1:

Le cadre conceptuel de l'investissement direct étranger (IDE)

Chapitre 1: Le cadre conceptuel de l'investissement direct étranger (IDE)

Introduction

Les investissements directs à l'étranger (Foreign Direct Investment ou FDI en anglais) sont des placements effectués par une entreprise dans une entreprise étrangère. Ces investissements visent souvent à prendre le contrôle de la gestion de l'entreprise cible, à établir ou à développer une filiale internationale, voire à créer une nouvelle entité.

Ils sont principalement motivés par la volonté de réduire les coûts de production ou d'entrer sur un nouveau marché. Ainsi, les investissements directs étrangers jouent un rôle central dans la stratégie de multinationalisation des entreprises. De plus, ils sont largement utilisés par les économistes pour évaluer l'attractivité économique d'un pays.

Les investissements directs étrangers (IDE) sont cruciaux dans le processus d'intégration économique mondiale. Ils établissent des liens directs, stables et durables entre les économies, et sont un facteur clé dans le développement des entreprises nationales. Ils contribuent également à renforcer la compétitivité tant du pays hôte que du pays investisseur.

Ce chapitre a pour objet de présenter un cadre conceptuel de l'investissement direct étranger. Dans la première section, il sera question de présenter quelques notions théoriques relatives à l'IDE et son historique. La seconde section portera sur les déterminants de l'IDE et son évolution. Et enfin, la dernière section retracera l'évolution des IDE en Algérie.

Section 01 : Historique des IDE, définitions et caractéristiques

Dans cette section, nous allons présenter l'histoire de l'IDE, sa définition ainsi que ses caractéristiques.

1. Historique des IDE

Pour appréhender les dynamiques et les mutations des investissements directs à l'étranger (IDE), il est essentiel d'étudier leurs parcours historiques. Les premières initiatives d'implantation d'entreprises à l'étranger ont été observées par les historiens

peu avant 1914. À la fin du 19^e siècle, les IDE représentaient environ 10 % des flux financiers mondiaux, avec un accent particulier sur la construction d'infrastructures et l'exploitation des ressources naturelles.

Au début du 20^e siècle, l'émergence des droits de propriété intellectuelle a été un événement marquant. Les entreprises ont pris conscience que la recherche et le développement représentent des investissements financiers significatifs, les incitant ainsi à chercher à protéger leurs innovations en obtenant des droits exclusifs d'utilisation. Pendant l'entre-deux-guerres, les entreprises multinationales étaient contraintes de reproduire l'intégralité de leur processus de production dans chaque pays en raison des politiques protectionnistes en place. Après la Seconde Guerre mondiale, ces entreprises ont poursuivi leur expansion à l'étranger en fragmentant leur processus de production à travers plusieurs pays.

Pendant les années 1960, les investissements directs à l'étranger (IDE) ont connu une forte hausse. Les entreprises américaines et britanniques ont joué un rôle novateur dans l'expansion de leurs activités au-delà de leurs frontières nationales, notamment en Europe, en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Ce mouvement a favorisé la multiplication des entreprises multinationales et une diversification de leurs sources d'origine.

Durant les années 1970, les entreprises européennes ont émergé en tant qu'investisseurs significatifs, tandis que dans les années 1980, les entreprises japonaises ont également commencé à jouer un rôle important. En effet, si dans les années 1960, la majorité des entreprises multinationales étaient américaines, cette proportion a diminué de moitié vingt ans plus tard. La mondialisation des entreprises a entraîné une augmentation de la concurrence et de la compétitivité.¹

Dans les années 1990, on a observé une augmentation significative des Investissements Directs Étrangers (IDE) en raison des avancées dans les domaines de la communication, des transports et des technologies, modifiant ainsi la dynamique entre les Firmes

¹ Michalet, C.-A. (2004). « Qu'est-ce que la mondialisation ». Paris: La Découverte, p 59.

Multinationales (FMN) et les IDE. Alors qu'auparavant, les FMN investissaient principalement dans un pays pour l'exploitation des ressources naturelles ou pour contourner les barrières commerciales, à partir du milieu des années 1990, de plus en plus de FMN ont commencé à fragmenter leur production à travers plusieurs pays afin de bénéficier de coûts de production plus avantageux.

Parallèlement, la privatisation croissante du secteur tertiaire a ouvert de nouvelles opportunités d'investissement pour les FMN dans ce domaine.²

Au cours des deux dernières décennies, on observe une intensification de la protection juridique et des politiques incitatives. La croissance des investissements directs à l'étranger (IDE) reflète deux évolutions majeures : la complémentarité entre les IDE et le commerce, ainsi que l'internalisation de la production multinationale au sein des entreprises. Cette complémentarité souligne l'importance de l'intégration verticale de la production, offrant ainsi une plus grande flexibilité dans le choix des sites de production et stimulant la compétition entre les pays. À partir des années 1990, la diminution des obstacles au commerce et des coûts de transport a encouragé les entreprises multinationales à fragmenter leurs activités de production à l'échelle mondiale. En parallèle, elles ont accru l'internalisation de la production en maintenant leurs actifs les plus productifs au sein de l'entreprise.

Les frontières entre le commerce et les investissements directs à l'étranger (IDE) ont connu une certaine dilution. Une réorganisation plus profonde met en lumière le rôle crucial des actifs spécifiques à chaque entreprise comme fondement de la production. La productivité et les économies d'échelle influent sur divers aspects de la production mondiale, notamment les efforts des entreprises pour développer des actifs spécifiques, la qualité et la diversité des produits qu'elles proposent, ainsi que la portée géographique de leurs activités.

² Pandya, S. S. (2016). « Political Economy of Foreign Direct Investment : Globalized Production in the Twenty-First Century ». *Annual Review of Political Science*, vol 19(1), pp 455-475.

Les frontières entre le commerce et les investissements directs à l'étranger (IDE) ont tendance à s'estomper, soulignant ainsi la nécessité d'une réorganisation plus fondamentale.

Cette réorganisation mettrait en avant le rôle crucial des actifs spécifiques à chaque entreprise en tant qu'élément central de la production. La productivité et les économies d'échelle jouent un rôle déterminant dans de nombreux aspects de la production mondiale, notamment les efforts des entreprises pour développer des actifs spécifiques, la qualité et la diversité des produits qu'elles proposent, ainsi que l'étendue géographique de leurs opérations.

Depuis les années 1990, les investissements directs Sud-Sud ont connu une expansion notable. Environ 80 % de ces investissements proviennent de pays ayant enregistré un succès économique significatif, tels que Hong Kong, Singapour, Taiwan, la Chine, la Corée du Sud, la Malaisie, le Nigéria, le Brésil, l'Argentine et le Chili. En 1997, 90 % des flux Sud-Sud étaient générés par les régions d'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est, et étaient réinvestis dans cette même région. Bien que l'Afrique soit en marge de cette tendance émergente, les investisseurs qui s'y intéressent sont principalement d'origine asiatique.

2. Définition des IDE

La définition des investissements directs étrangers (IDE) varie d'un pays à l'autre, mais en règle générale, les institutions internationales telles que le Fond Monétaire International (FMI)

2.1. IDE selon FMI

Selon la définition du FMI ³ de 1997, les Investissements Directs Étrangers (IDE) se réfèrent à ceux effectués dans le but d'acquérir une part durable dans une entreprise opérant sur le territoire d'une économie différente de celle de l'investisseur. L'objectif est d'obtenir un pouvoir décisionnel effectif dans la gestion de cette entreprise. Les parties non résidentes engagées dans ces investissements sont appelées Investisseurs

³ FMI(1997), «Manuel de la balance de paiement», 4^{ème} édition, Washington.

Directs, tandis que les entreprises dans lesquelles ces investissements sont réalisés, qu'elles soient constituées ou non en société, sont désignées comme des Entreprises d'Investissement Direct.

3. Les caractéristiques des IDE

- ✚ Il s'agit d'un transfert de capital vers un autre pays.
- ✚ Typiquement réalisé par une entité économique.
- ✚ Il peut impliquer l'achat d'une partie d'une entreprise existante ou la création d'une nouvelle entité.
- ✚ Son objectif principal est de générer des profits et d'acquérir un contrôle sur l'entreprise cible.
- ✚ Les experts considèrent qu'une acquisition de plus de 10 % du capital social constitue de l'IDE.
- ✚ Il implique non seulement un transfert de ressources financières, mais aussi une participation active de l'investisseur dans la gestion de l'entreprise acquise.
- ✚ Il est différent de l'investissement étranger indirect ou de l'injection de capital simple.⁴

4. Les modes d'entrée d'IDE

La manière dont les investissements directs étrangers sont effectués peut être catégorisée principalement en deux modalités: la création d'une nouvelle entreprise (appelée Investissement de création ou Greenfield Investment) ou la modification du statut de propriété d'une entreprise existante (via des fusions et acquisitions).

Ces investissements prennent différentes formes, telles que la création de filiales, les transplants, les fusions-acquisitions, les Co-entreprises⁵.

4.1. La création de filiales

La création de filiales par investissement ex nihilo ou Greenfield était la norme jusqu'aux années 1970, principalement pour les multinationales des pays industrialisés

⁴ <https://economy-pedia.com/11041070-foreign-direct-investment-fdi#menu-1> consulté le 14/05/2024 à 15:13

⁵ Denis, T, Jean Luc, B et Armand, C (1996) « l'investissement international », Masson, Paris 1996, p – 16, p 249.

comme le Royaume-Uni et la France investissant dans les Pays en Voie de Développement (PVD). Cela Permettait aux investisseurs de conserver un contrôle maximal sur leurs opérations et de Maintenir la maîtrise technologique au sein de leurs filiales, limitant ainsi le risque de transfert Non désiré de technologie⁶.

Cependant, cette approche a progressivement cédé la place à d'autres formes d'investissement, principalement en raison du temps nécessaire à la mise en place et au démarrage d'une nouvelle unité de production, pouvant prendre jusqu'à trois ou quatre ans. Les autres formes d'investissement permettent aux entreprises de prendre position et de Démarrer leurs activités immédiatement sur le marché d'accueil.

Ce changement reflète l'importance cruciale du facteur temps dans un environnement concurrentiel où les entreprises doivent s'adapter rapidement aux évolutions des marchés, qu'il s'agisse de la concurrence ou des attentes des clients.

4.2. Les transplants

Les transplants, une forme spécifique de création de filiales, ont émergé dans les années 1980, initiés par les entreprises japonaises du secteur automobile aux États-Unis. Au fil du temps, cette pratique s'est étendue à l'Europe puis à l'Asie.

À l'origine, les transplants étaient une réponse défensive à des menaces réelles ou perçues de restrictions d'accès au marché, mais elles ont ensuite été utilisées dans d'autres secteurs manufacturiers pour contourner le protectionnisme commercial.

À la fin des années 1980, l'appréciation rapide du yen par rapport au dollar a également encouragé les industriels japonais à recourir aux transplants.

Bien qu'ils relèvent du champ de l'investissement direct étranger par création de filiales, les transplants se distinguent par leur faible intégration dans l'économie du pays d'accueil.⁷

⁶ Idem, p 8, op, Cit, p243.

⁷ Idem, op, Cit, p 249.

4.3. Les fusions-acquisitions

Les fusions-acquisitions désignent les opérations où une entreprise acquiert au moins 50 % du capital d'une autre entreprise pour réaliser une croissance externe⁸. Elles peuvent prendre différentes formes, telles que verticales, horizontales, de diversification, stratégiques ou financières.

Ces opérations visent à renforcer la position concurrentielle de l'entreprise, à atteindre une taille critique sur le marché régional ou mondial, et à accroître son pouvoir de marché vis-à-vis des fournisseurs, des prêteurs et des consommateurs. Elles permettent également à l'entreprise d'acquérir du savoir-faire, de la technologie et d'autres avantages spécifiques de l'entreprise cible. Les fusions-acquisitions sont souvent utilisées pour réagir rapidement aux changements stratégiques dans un marché compétitif, ce qui peut conduire à des réductions de coûts grâce à des économies d'échelle résultant de l'augmentation de la taille de l'entreprise.

4.4. Les joint-ventures

Dans les années 1970, les joint-ventures (ou co-entreprises) ont émergé principalement dans le cadre des relations économiques entre les pays du Nord et du Sud. Pour les pays en développement, ces partenariats représentaient un moyen de mieux contrôler les activités des multinationales occidentales. Par la suite, dans les années 1980, la création de joint-ventures s'est étendue aux pays membres de l'OCDE.

Le concept est simple : une entreprise locale s'associe avec une entreprise étrangère pour former une société mixte, dont elles détiennent conjointement le capital, généralement dans des proportions proches, allant de 50/50 à 60/40⁹.

Les motivations à l'origine de la création de ces co-entreprises varient selon les régions:

Dans les pays industrialisés, la mise en place de joint-ventures répond principalement à des motivations stratégiques de la part des entreprises. Il peut s'agir d'accélérer

⁸ Idem, pp. 8 – 10.

⁹ Denis, T, Jean Luc, B et Armand, C, (1996) « L'investissement international », Masson, Paris 1996, p 10-11, op, Cit, p 243.

l'internationalisation, de partager les coûts croissants de développement, notamment dans les secteurs à haute technologie, ou encore de réaliser des économies d'échelles. Dans les pays en développement, la création de joint-ventures par des multinationales est souvent une stratégie volontaire plutôt qu'une contrainte imposée. Cette contrainte peut être directe, par le biais de réglementations, ou indirecte, par exemple lorsque les contrats publics sont favorisés pour les entreprises étrangères ayant des partenariats locaux.

5. Les enjeux des IDE

"L'IDE a le pouvoir de mettre en évidence à la fois les points forts et les faiblesses de l'environnement économique d'un pays. Le rapport de l'OCDE (2002)¹⁰ cite plusieurs enjeux spécifiques:

5.1. Pour les pays d'accueil

La création d'un environnement économique robuste est essentielle pour attirer et tirer profit des investissements directs étrangers (IDE). La transparence et le respect de l'état de droit sont des priorités majeures pour les investisseurs. De plus, la taille de l'économie du pays d'accueil joue un rôle crucial. Dans les nations industrialisées, les IDE peuvent revitaliser les régions en déclin, ce qui motive les gouvernements et les collectivités locales à renforcer leur attrait.

Pour les pays en développement, les IDE facilitent l'intégration dans l'économie mondiale et stimulent les exportations, tout en offrant des opportunités de transferts technologiques. Les investisseurs étrangers apportent des méthodes de production innovantes, des pratiques organisationnelles efficaces et des compétences qui profitent à l'ensemble du pays, améliorant ainsi sa productivité sans nécessiter un financement direct de sa part¹¹.

¹⁰ OCDE (2002), op cit, p. 15

¹¹ Ministère de l'industrie, de la PME et de la promotion de l'investissement, (2010), « Les investissements directs étrangers dans le monde : benchmarking », direction générale de l'intelligence économique, des études et de la perspective, document n°15/DIEEP, août, 2010, p. 9.

5.2. Pour les pays d'origine

Les gouvernements des pays d'origine des investisseurs jouent un rôle crucial dans la promotion de politiques économiques favorables à la durabilité des investissements étrangers. Ils doivent prendre en compte l'impact de leurs politiques sur la capacité des pays d'accueil à attirer ces investissements. Les investissements directs étrangers (IDE) contribuent à renforcer les avantages comparatifs des économies, donc il est essentiel pour les États de promouvoir des politiques encourageant la durabilité de ces investissements¹². Cela peut être réalisé en favorisant l'intégration des firmes étrangères avec les acteurs locaux, notamment par le biais d'échanges et de coopération technologique.

6. Types des IDE

Markusen¹³ (1995) propose une typologie des investissements directs à l'étranger basée sur la logique sous-jacente à la décision de créer des filiales à l'étranger. Cette typologie distingue :

6.1. L'IDE horizontal

L'IDE horizontal implique la création de filiales produisant des biens identiques à ceux produits dans le pays d'origine. Son objectif est de faciliter l'accès à un marché étranger en vue de futurs développements. Face à des obstacles tarifaires, des contraintes logistiques ou d'autres facteurs qui pourraient affecter la compétitivité des exportations, l'investisseur préfère établir des entités à l'étranger reproduisant toutes les étapes du processus de production afin de répondre efficacement à la demande locale.

6.2. L'IDE vertical

La stratégie d'IDE vertical consiste à morceler les différentes étapes de conception, production et Commercialisation des produits en établissant des filiales dans différents pays pour produire des biens finis ou semi-finis divers. Cette approche vise à exploiter les écarts de coûts des facteurs de production entre les nations, où les activités à

¹² OCDE, « les principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales », 2008.p.40.

¹³ James, R, Markusen, (1995) « The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of International Trade », Journal of Economic Perspective, vol 9 (2), spring 1995, pp. 169-189.

l'étranger complètent celles de la maison mère. Bien qu'elle soit associée à la délocalisation, l'IDE vertical ne constitue qu'une des formes possibles, aux côtés de la sous-traitance internationale, par exemple.

Cependant, la distinction entre l'IDE horizontal et vertical peut être floue dans la réalité : les entreprises multinationales adoptent souvent des stratégies d'intégration complexes, impliquant à la fois des formes d'intégration verticale dans certains pays et horizontale dans d'autres.

8. Les avantages et les inconvénients des IDE

Dans ce qui suit, nous allons présenter les avantages et les inconvénients des IDE.

8.1. Les avantages

Sont multiples, bénéficiant à la fois au pays d'accueil et à la société d'investissement. Pour le pays hôte, l'IDE procure un accès au capital, à la technologie et à l'expertise non disponibles localement, tout en stimulant la création d'emplois, l'augmentation des exportations et l'amélioration de la compétitivité économique globale. Pour la société d'investissement, l'IDE ouvre de nouveaux marchés, réduit les coûts de production et accroît la rentabilité¹⁴.

8.2. Les inconvénients

Alors que l'IDE offre divers avantages, il comporte également des risques pour le pays d'accueil et l'investisseur. Pour le pays hôte, cela peut se traduire par une perte de contrôle sur des secteurs clés et des ressources, ainsi que par des répercussions environnementales et sociales. Du côté de l'investisseur, l'IDE présente des risques liés à l'instabilité politique, aux modifications réglementaires et aux fluctuations monétaires.

Section 02: Les principaux facteurs déterminants de l'IDE et son évolution

¹⁴ <https://fastercapital.com> consulte le 12/05/2024 à 17:17

Dans cette section nous allons présenter d'abord les déterminants des IDE, ensuite, nous retracerons l'évolution des IDE.

1. Les principaux facteurs déterminants de l'IDE

La théorie OLI de John Dunning (1981) met l'accent sur trois principaux facteurs pour expliquer les investissements internationaux des entreprises :

- ✚ La propriété : les FMN investissent à l'échelle mondiale afin de capitaliser sur les avantages des entreprises locales sur les marchés étrangers, tels que les ressources¹⁵.

- ✚ La localisation : les FMN sont attirées par les avantages géographiques, qui découlent des ressources naturelles du pays, des réglementations gouvernementales, des coûts de transport, de la stabilité macroéconomique ainsi que des facteurs culturels tels que la main-d'œuvre spécifique, les ressources naturelles, les taxes, les frais de transport et les restrictions d'accès aux marchés.

- ✚ L'internalisation : les FMN exploitent les lacunes des marchés étrangers comme les taxes, les contrôles des changes et les subventions .Le processus décisionnel en matière d'investissement est influencé par différentes logiques. Les entreprises prennent des décisions d'investissement qui sont en accord avec leur stratégie globale afin d'optimiser leur efficacité.

Elles considèrent les répercussions en cascade de leurs investissements, ce qui oriente leur processus décisionnel vers l'ensemble de la chaîne d'investissement. L'incertitude joue un rôle crucial dans ce processus, étant donné que les investissements directs étrangers (IDE) sont complexes et comportent des risques importants. Par conséquent, les multinationales prennent en considération cette notion de risque avant de s'engager dans un investissement. Michalet a identifié quatre stratégies de délocalisation à travers les IDE :

¹⁵ Anyanwu, J (2011), « Determinants of Foreign Direct Investment Inflows to Africa, 1980-2007, African Development Bank », p 136, 2011.

- La stratégie de marché (market-seeking): l'investissement est largement influencé par la présence ou l'absence de barrières tarifaires et non tarifaires. Les entreprises multinationales optent souvent pour cette approche lorsque le libre-échange est entravé, leur permettant ainsi de contourner les mesures protectionnistes.

- Pour attirer les investisseurs, il est essentiel que la taille du marché soit importante, avec un taux de croissance significatif, et que la demande ne soit pas saturée. De plus, les investisseurs sont attirés par les pays offrant un accès au marché régional, comme l'Irlande pour l'Union européenne et les États-Unis pour l'ALENA. Dans cette stratégie, l'implantation se traduit souvent par la création d'une filiale orientée vers la vente de biens ou de services sur le marché local¹⁶.

- La stratégie de minimisation des coûts (outsourcing) : les entreprises multinationales sont attirées par des coûts de transport réduits, la spécialisation des filiales pour réaliser des économies d'échelle, et des coûts de main-d'œuvre bas, souvent favorisés par une législation moins contraignante et une disponibilité abondante de main-d'œuvre. Cette approche vise à renforcer la compétitivité des prix. L'établissement de telles unités est souvent désigné sous le terme de "filiale atelier", où la production est spécialisée en vue de l'exportation¹⁷.

- La stratégie globale: repose sur des facteurs déterminants tels que l'accès à un marché de grande taille en expansion et des coûts de production bas. Cette stratégie privilégie l'intégration régionale, ce qui conduit à une polarisation des investissements directs étrangers (IDE) dans certaines régions spécifiques.

- La stratégie d'oligopole : la concurrence est principalement façonnée par un petit nombre d'offres. Les entreprises multinationales prennent en compte les réactions de leurs concurrents lors de leurs décisions d'investissement, ce qui influence leur stratégie.

¹⁶ Michalet, C.-A. (2004). «Qu'est-ce que la mondialisation», Paris: La Découverte, p 55.

¹⁷ Idem, p 55.

Les recherches sur les politiques économiques identifient deux facteurs du marché du travail susceptibles d'influencer l'attitude à l'égard des investissements directs étrangers (IDE) : le niveau de demande de main-d'œuvre et l'élasticité de cette demande¹⁸.

Les préférences des IDE sont également influencées par l'attitude des entreprises locales, la structure concurrentielle du marché et la productivité (Pandya, 2016, p. 458). Plusieurs déterminants importants ont été mis en évidence dans la littérature scientifique. Par exemple, la qualité des infrastructures nationales est un facteur crucial pour attirer les IDE¹⁹.

De même, la qualité du capital humain accroît l'attractivité du pays d'accueil²⁰. Le capital humain revêt une importance particulière car des qualifications minimales sont nécessaires pour attirer les investisseurs²¹.

2. L'évolution des IDE

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 de la conférence des nations unies du commerce et développement (CNUCED)²², les flux mondiaux d'investissements directs étrangers (IDE) devraient atteindre leur niveau le plus bas en 2021 et regagner une partie du terrain perdu grâce à une augmentation de 10 à 15 %.

Les flux mondiaux d'investissement direct étranger (IDE) ont plongé de 35 % en 2020, passant de 1500 milliards de dollars en 2019 à 1000 milliards de dollars, selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2021 que publie la CNUCED.

Les confinements imposés à la suite de la pandémie de COVID-19 dans le monde entier ont ralenti les projets d'investissement existants. De plus, les perspectives de récession ont conduit les entreprises multinationales (EMN) à réévaluer leurs nouveaux projets.

¹⁸ Pandya, S. S. (2016). « Political Economy of Foreign Direct Investment : Globalized Production in the Twenty-First Century », *Annual Review of Political Science*, vol 19(1), pp 455-475.

¹⁹ Obwona, M. B. (2001).). « Determinants of FDI and their Impact on Economic Growth in Uganda». *African Development Review*, vol 13(1), pp 46-81

²⁰ Bouoiyour, J., Hanchane, H., & Mouhoud, E. M. (2009). « Investissements directs étrangers et productivité », *Summary. Revue économique*, vol 60(1), pp 109-131

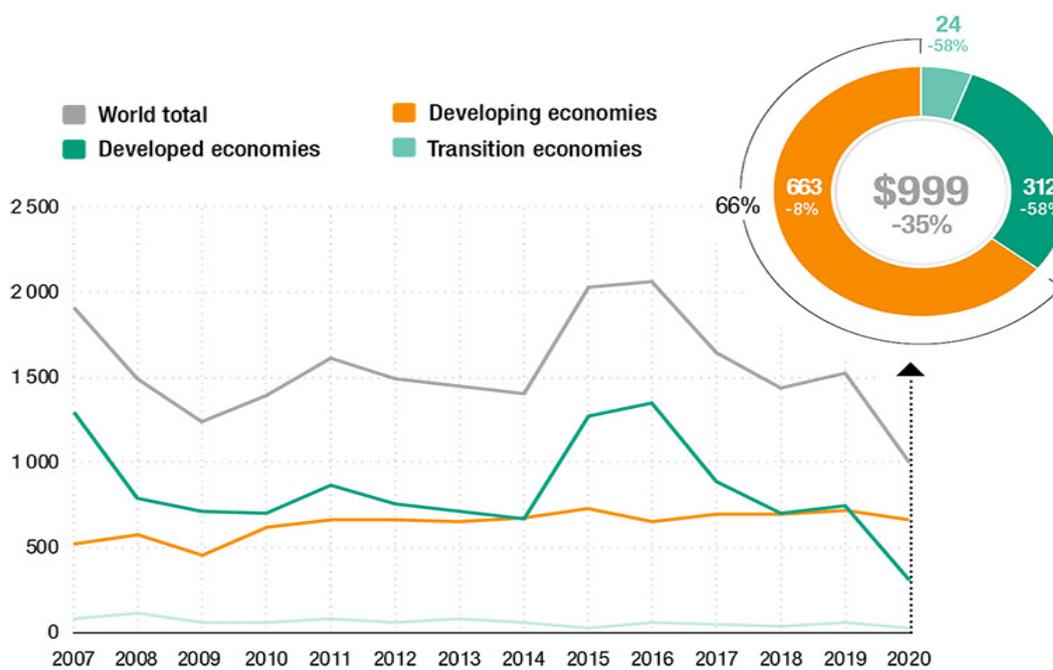
²¹ Fosto Ndefo, N. (2003). « Impact des investissements directs étrangers sur la croissance : Quelques résultats sur les pays africains au Sud du Sahara ». (3), p 25

²² <https://unctad.org/fr consulté le 23/05/2024> à 15:18.

La chute concerne principalement les économies développées, où les IDE ont baissé de 58 %, en partie du fait de restructurations d'entreprises mais aussi de flux financiers intra-entreprises.

Les IDE dans les économies en développement ont relativement bien résisté, avec une baisse de 8 %, principalement due à la vigueur des flux en Asie. En conséquence, les économies en développement ont représenté deux tiers des IDE mondiaux, contre un peu moins de la moitié en 2019 (figure 1).

Figure 1: Entrées d'IDE en millions de dollars au niveau mondial et par groupe de pays, de 2007 à 2020.



Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2021.

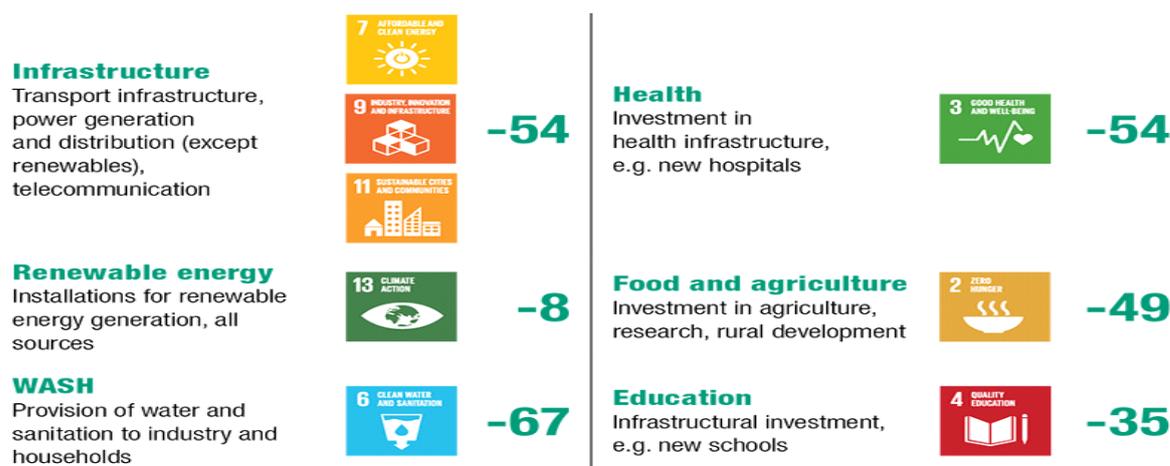
Les tendances de l'IDE contrastent fortement avec celles de l'activité liée aux nouveaux projets, où les pays en développement sont les plus touchés par le ralentissement des investissements. Dans les pays en développement, le nombre de nouveaux projets

annoncés a chuté de 42 % et les opérations de financement de projets internationaux importants pour les infrastructures de 14 %.

« Ces types d'investissement sont essentiels pour le développement des capacités productives et des infrastructures, et donc pour des perspectives de reprise durable », a déclaré le secrétaire générale par intérim de la CNUCED. Des secteurs vitaux pour le développement durable touchés.

La COVID-19 a également provoqué un effondrement des flux d'investissement vers les secteurs cruciaux pour les objectifs de développement durable (ODD) dans les pays en développement (Figure 2).

Figure 2: l'impact de la COVID -19 sur l'investissement privé international dans les ODD (Évaluation du pourcentage entre 2019-2020).



Source : CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde 2021.

Tous les secteurs d'investissement visant les ODD, à l'exception d'un seul, ont enregistré une baisse à deux chiffres par rapport aux niveaux antérieurs à la COVID-19. Le choc a exacerbé les baisses dans les secteurs qui étaient déjà faibles avant la pandémie - comme ceux de l'électricité, de l'alimentation et de l'agriculture, et de la santé.

« La baisse des investissements étrangers dans les secteurs liés aux ODD peut inverser les progrès réalisés ses dernières années en matière d'investissement dans les ODD, ce

qui constitue un risque pour la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et pour une reprise post-pandémie soutenue », a déclaré le secrétaire générale par intérim de la CNUCED.

2.1. Tendances régionales²³

Les tendances des IDE en 2020 varient considérablement selon les régions. Les régions en développement et les économies en transition ont été relativement plus touchées par l'impact de la pandémie sur les investissements dans les activités à forte intensité de chaîne de valeur mondiale et celles basées sur les ressources naturelles. Les asymétries en matière de marge de manœuvre budgétaire pour le déploiement de mesures de soutien économique ont également entraîné des différences régionales.

Les flux d'IDE vers l'Europe ont diminué de 80 %, tandis que ceux vers l'Amérique du Nord ont baissé moins fortement (-40 %). La chute des flux d'IDE dans les régions en développement a été inégale : la baisse est de 45 % en Amérique latine et dans les Caraïbes, et de 16 % en Afrique.

En revanche, les flux vers l'Asie ont augmenté de 4 %, l'Asie de l'Est étant la principale région d'accueil. Elle représente la moitié des IDE globaux en 2020. Les IDE vers les économies en transition ont diminué de 58 %.

La pandémie a aussi détérioré le niveau des IDE dans les économies structurellement faibles et vulnérables. Bien que les flux entrants dans les pays les moins avancés (PMA) soient restés stables, les annonces de projets entièrement nouveaux ont chuté de moitié et les opérations de financement de projets internationaux d'un tiers. Les flux d'IDE vers les petits États insulaires en développement (PEID) ont chuté de 40 %, et ceux vers les pays en développement sans littoral (PDSL) de 31 %.

Les multinationales, acteurs clés de l'IDE mondial, résistent à la tempête. Malgré la chute des bénéfices en 2020, les 100 premières entreprises multinationales ont vu leurs

²³ <https://unctad.org/fr> consulté le 25/05/2024 à 12:30.

liquidités augmenter considérablement. C'est une preuve de la résilience des plus grandes entreprises. Le nombre d'entreprises multinationales détenues par un état, soit environ 1 600 entreprises dans le monde, a augmenté de 7 % en 2020 - résultat de prises de participation dans le cadre de programmes de sauvetage pour certaines de ces entreprises.

2.2. Creux de la vague probable en 2021

À l'avenir, les flux mondiaux d'IDE devraient atteindre leur point le plus bas en 2021 et regagner le terrain perdu grâce à une augmentation de 10 à 15 % (figure 2). « Cela laisserait encore les IDE à quelque 25 % en dessous du niveau de 2019. Les prévisions actuelles indiquent une nouvelle hausse en 2022 qui, à la limite supérieure des projections, ramènerait les IDE au niveau de 2019 », a déclaré le directeur de l'investissement et des entreprises à la CNUCED.

Figure 3: Flux mondiaux d'IDE, 2015-2020 et prévisions 2021 – 2022 (Milliards de dollars).



Source: UNCTAD, World Investment Report 2021.

Les perspectives sont très incertaines et dépendront, entre autres, du rythme de la reprise économique et d'une éventuelle rechute de la pandémie, de l'impact potentiel des programmes de relance sur les IDE, et des pressions politiques.

La reprise relativement modeste des IDE mondiaux prévue pour 2021 reflète l'incertitude persistante relative à l'accès aux vaccins, l'apparition de mutations du virus et la réouverture des secteurs économiques.

« L'augmentation des dépenses en immobilisations et en actifs incorporels ne se traduira pas directement par un rebond rapide des IDE, comme le confirme le contraste marqué entre des prévisions optimistes en matière d'investissements et les annonces de projets de création d'entreprises encore déprimées », a déclaré le directeur de l'investissement et des entreprises à la CNUCED.

La reprise des IDE sera inégale. Les économies développées devraient être le moteur de la croissance mondiale des IDE, à la fois en raison d'une forte activité de fusions et acquisitions transfrontalières et d'un soutien à l'investissement public à grande échelle. Les flux d'IDE vers l'Asie resteront résilients, la région s'étant distinguée comme une destination attrayante pour les investissements internationaux tout au long de la pandémie. Une reprise substantielle des IDE vers l'Afrique et vers l'Amérique latine et les Caraïbes est peu probable à court terme.

L'investissement direct étranger (IDE)²⁴ mondial a déjoué les pronostics pour 2023, en hausse de 3 % pour un montant total estimé à 1,37 trillion de dollars, selon le dernier Global Investment Trends Monitor de la CNUCED publié le 17 janvier. Toutefois, le rapport met en évidence une nuance essentielle : la hausse globale a été principalement alimentée par poignée d'économies "intermédiaires" européennes, telles que le Luxembourg et les Pays-Bas, qui servent souvent de transit à l'IDE destiné à d'autres pays.

Il est frappant de constater que si l'on exclut ces économies intermédiaires, les flux mondiaux d'IDE enregistrent une forte baisse de 18 % en 2023. Le reste de l'Union européenne a enregistré une baisse significative de 23 % et les États-Unis, premier bénéficiaire d'IDE au monde, une baisse de 3 %.

Le rapport de la CNUCED souligne également une baisse inquiétante des annonces de projets d'investissements internationaux l'année dernière, en particulier dans le domaine du financement de projets et des fusions-acquisitions, qui ont chuté respectivement de

²⁴ <https://unctad.org/fr/> consulté le 26 /05/2024 à 15:47.

21 % et de 16 %. Dans le même temps, les annonces de nouveaux projets ont diminué de 6 % en nombre mais ont augmenté de 6 % en valeur, soutenues en partie par l'industrie manufacturière.

Pour ce qui est de l'avenir, le rapport indique qu'une augmentation modeste des flux d'IDE en 2024 semble possible, citant la stabilisation de l'inflation et des coûts d'emprunt sur les principaux marchés.

Il met toutefois en garde contre la persistance de risques importants, notamment les tensions géopolitiques, l'endettement croissant dans de nombreux pays et les craintes d'une nouvelle fragmentation de l'économie mondiale.

Section 03: Évolution des IDE en Algérie

Dans cette section, nous allons présenter le cadre réglementaire des IDE en Algérie et nous allons également retracer l'évolution des IDE en Algérie.

1. Le cadre légal et institutionnel de l'investissement en Algérie

Le cadre légal et institutionnel de l'investissement en Algérie se compose de plusieurs codes, lois et ordonnances.

1.1. Le code de 1963 (loi n°63-277 du 26/07/1963)

La promulgation de ce code est destinée aux investisseurs étrangers. L'article 03 du code de 1963 stipule que « La liberté d'investissement est reconnue aux personnes physiques et morales étrangères sous réserve des dispositions d'ordre public et des règles d'établissement, résultant des lois réglementées ainsi que des conventions d'établissements lorsque celles-ci sont postérieures au 1er juillet 1962²⁵». La loi n°63-277 du 26/07/1963 définit les garanties générales et particulières accordées aux investissements productifs en Algérie, les droits, les obligations et les avantages et le cadre général des interventions de l'Etat dans le domaine des investissements. ²⁶.

²⁵ Article 3, lois N° 63-277, du 26/07/1963, portant code des investissements, journal officiel N° 53, p774

²⁶ , p77²⁶ Article 3, lois N° 63-277, du 26/07/1963, portant code des investissements, journal officiel N° 53, p7745

1.2. Le code de 1966 (l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966)

Le code précédent, à la fois contraignant et discriminatoire, a rapidement mis en évidence ses limites, qui se résument en : la nationalisation des investissements qui ont continué à fonctionner après l'indépendance, les conditions de rapatriement des bénéficiaires qui sont limitées à un maximum de 50%, ainsi que les contraintes administratives. La venue du code de 1966 (l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966) dont l'article 03 stipule « l'Etat peut, en outre, dans tous les secteurs s'associer, dans des sociétés d'économie mixte, avec la participation du capital étranger ou national. Il peut également lancer des appels d'offres de création d'entreprises dans tous les secteurs par des capitaux privés, dans des conditions déterminées, que les priorités du développement économique pourraient exiger²⁷», intervient dans le cadre d'essayer d'éliminer les insuffisances remarquées dans les textes précédents.

1.3. La loi n°82-11 du 21/08/1982

La promulgation de la loi 82-13 du 28 août 1982 relative à l'investissement privé, modifiée par la loi n°86-13 du 19/08/1986, fait appel aux investisseurs étrangers a entré en association avec l'Etat dans le cadre des sociétés mixtes dans leurs projets d'investissement.²⁸ .

1.4. Le code des investissements (l'ordonnance de 2001)

L'ordonnance de 2001 représente un progrès, sans pour autant modifier fondamentalement le régime de l'investissement. Elle distingue trois types d'investissement²⁹ :

- 🚩 Les acquisitions d'actifs dans le cadre de la création de nouvelles activités ou de l'extension, réhabilitation, ou restructuration des capacités de production.

²⁷ Article 3, lois N° 66-284, du 15/09/1966, portant code des investissements, journal officiel N° 80, p901

²⁸ Article 2 et5, lois N° 86-13, du 19/08/1986 modifiant et complétant la loi n° 82-13 du28/08/1982 relative à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'économie mixte, p, 1016.

²⁹ Ordonnance n° 01-03 de Aouel Joumada Ethania 1422 correspondant au 20 août 2001 relative au développement de l'investissement modifiée et complétée par l'ordonnance n° 06-08 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006.

- ✚ La participation au capital des entreprises, sous forme d'apports en nature ou en numéraire.
- ✚ La reprise d'activité dans le cadre d'une privatisation totale ou partielle.

De plus, elle définit le régime applicable aux investissements nationaux et étrangers dans les activités économiques de production de biens et de services, ainsi que les investissements liés à l'attribution de concessions et/ou de licences.

Toutes créations, extensions, réhabilitations ou restructurations réalisées par une personne morale dans les activités économiques de production de biens et services (à l'exclusion du commerce) peuvent bénéficier des avantages prévus par le Code des investissements (2001). Ce régime est accessible aussi bien aux résidents qu'aux non-résidents.

Le principe directeur est que plus l'investissement n'est bénéfique pour l'économie algérienne, plus les avantages accordés ne seront significatifs.

Cependant, la modernisation du cadre de l'investissement doit se poursuivre afin de permettre à l'Algérie d'attirer un flux croissant d'investissements directs étrangers (IDE) et de tirer parti de leurs effets en termes d'emploi, de transfert de technologies et de compétence.

2. Les organismes chargés de l'investissement

L'application des avantages prévus par la loi sur le développement des investissements est assurée par le Conseil National de l'Investissement, l'Agence Nationale du Développement de l'Investissement et le guichet unique

2.1. Le Conseil national de l'investissement (CNI) :

Créé par l'ordonnance de 2001 et réformé par le décret exécutif n° 06-355 du 9 octobre 2006, qui précise ses attributions, sa composition, son organisation et son fonctionnement, ce conseil regroupe neuf ministres sous la présidence du chef du gouvernement. Il a une fonction d'analyse et d'étude, ainsi qu'un véritable pouvoir décisionnel.

Selon l'article 19 de l'ordonnance de 2001, le CNI est chargé des missions suivantes :

- ❖ Proposer des stratégies et des priorités pour le développement de l'investissement.
- ❖ Adapter les mesures incitatives à l'investissement en fonction des évolutions constatées.
- ❖ Recommander au gouvernement les décisions et mesures nécessaires pour soutenir et encourager les investisseurs.
- ❖ Encourager la création et le développement d'institutions et d'instruments financiers adaptés au financement de l'investissement.
- ❖ Étudier toute proposition d'instauration de nouveaux avantages.
- ❖ De manière générale, le conseil traite toutes les questions liées à l'investissement.

Il est également important de noter que le CNI n'est pas une autorité administrative indépendante. Ses décisions ne s'adressent pas directement aux investisseurs, mais aux autorités responsables de la mise en œuvre des textes sur la promotion de l'investissement, en premier lieu l'ANDI.

2.2. Le Ministère de la participation et de la promotion de l'investissement (MPPI)

Désormais connu sous le nom de Ministère de l'Industrie et de la Promotion de l'Investissement, a pour mission principale de créer un environnement propice aux affaires et de stimuler l'investissement national et étranger. La présence de ce ministère renforce la position de l'Algérie vis-à-vis de l'investissement privé, en particulier étranger.

Cet organisme dispose de vastes pouvoirs pour prendre des décisions cruciales en matière d'investissement, notamment concernant les procédures d'octroi de privilèges.

2.3. L'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI)

Est un établissement public à caractère administratif, doté d'une personnalité morale et d'une autonomie financière, placé sous la tutelle du ministre chargé de la promotion des investissements.

Succédant à l'APSI (Agence de Promotion et de Suivi des Investissements), l'ANDI répond aux attentes des investisseurs en matière de :

- ***Information*** : L'ANDI assure un service d'accueil et d'information pour les investisseurs, développe des systèmes d'information et met en place des banques de données.
 - ***Assistance*** : L'ANDI organise un service d'accueil pour les investisseurs non-résidents afin de les aider à accomplir les formalités requises.
 - ***Promotion de l'investissement*** : L'ANDI facilite la mise en relation entre les investisseurs non-résidents et les opérateurs algériens.
 - ***Gestion des avantages*** : L'ANDI est responsable de la délivrance et de l'annulation des décisions relatives aux avantages, ainsi que de l'identification des projets d'intérêt majeur pour l'économie nationale.
 - ***Facilitation*** : Un guichet unique décentralisé est mis en place pour identifier les contraintes aux investissements et proposer des procédures pour les alléger.
 - ***Suivi*** : L'ANDI dispose d'un service de statistiques pour collecter les informations sur l'état d'avancement des projets et assurer la projection des investissements.
- Cependant, l'ANDI fait face à un manque d'autonomie en matière de recrutement et de dépenses, ainsi qu'à une absence d'investissements nécessaires pour exercer efficacement ses activités, ce qui impacte directement l'attractivité des investissements directs étrangers (IDE).

2.4. Le guichet unique décentralisé (GUD)

Le guichet unique décentralisé est une institution décentralisée dont le rôle est de simplifier les formalités administratives pour les entreprises et de faciliter la mise en œuvre des projets d'investissement. Il se charge notamment de la simplification des procédures de constitution de dossiers.

Chaque guichet unique est situé au sein des structures centralisées de l'ANDI dans certaines wilayas. Il regroupe les représentants locaux de l'ANDI, des impôts, des domaines, des douanes, de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, du travail, ainsi que le représentant de l'APC du lieu où le guichet unique est implanté.

Le directeur du GUD est l'interlocuteur direct et unique des investisseurs non-résidents. Il les accompagne et atteste du dépôt de la déclaration d'investissement et de la décision d'octroi d'avantages.

Bien que l'instauration des guichets uniques ait considérablement réduit le nombre de procédures administratives et les délais de réalisation des projets, leur efficacité reste inférieure à celle observée dans les pays voisins, notamment la Tunisie, qui affiche un nombre de procédures très réduit et des délais record.

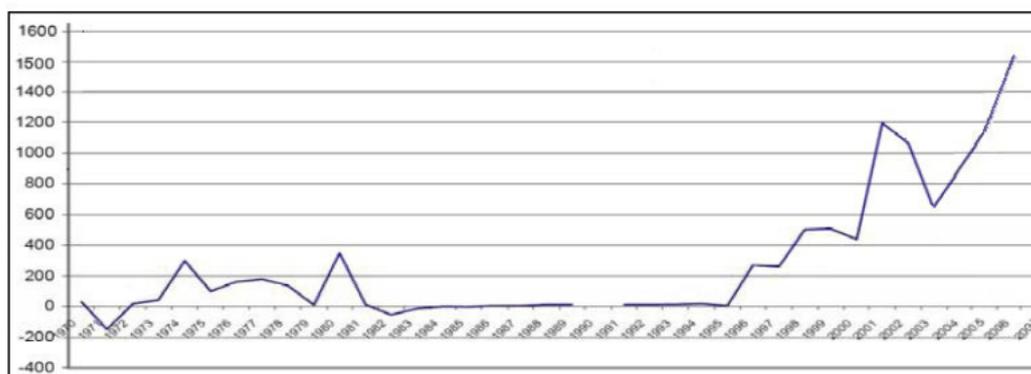
3. Tendances des investissements directs étrangers en Algérie

Les investissements directs étrangers (IDE) dans les pays en développement sont souvent instables et soumis à des fluctuations dues à l'activité économique et aux implantations des firmes multinationales, notamment dans le secteur de l'énergie. En Algérie, cette réalité est également observable. Cependant, en analysant l'évolution des flux d'IDE, on peut distinguer deux grandes périodes : de 1970 à 1994 d'une part, et depuis 1995 jusqu'à aujourd'hui.

3.1. Période allant de 1970 à 1995

Durant cette période, marquée par la nationalisation des hydrocarbures en 1971, l'Algérie a maintenu une collaboration significative avec les firmes multinationales pour divers projets industriels via des sociétés mixtes. Ces initiatives couvraient principalement le raffinage, l'exploration, la production, et le transport du pétrole et du gaz naturel. Entre la fin des années 60 et le début des années 80, une vingtaine de ces sociétés ont été établies. L'attrait pour ce secteur a augmenté suite aux fluctuations importantes des prix du pétrole durant les années 70 et 80, bien que les investissements étrangers directs aient été peu nombreux durant les années 80 (voir figure 4).

Figure 4: Flux d'IDE entrant en Algérie de 1970 à 1995 (En Millions de dollars)

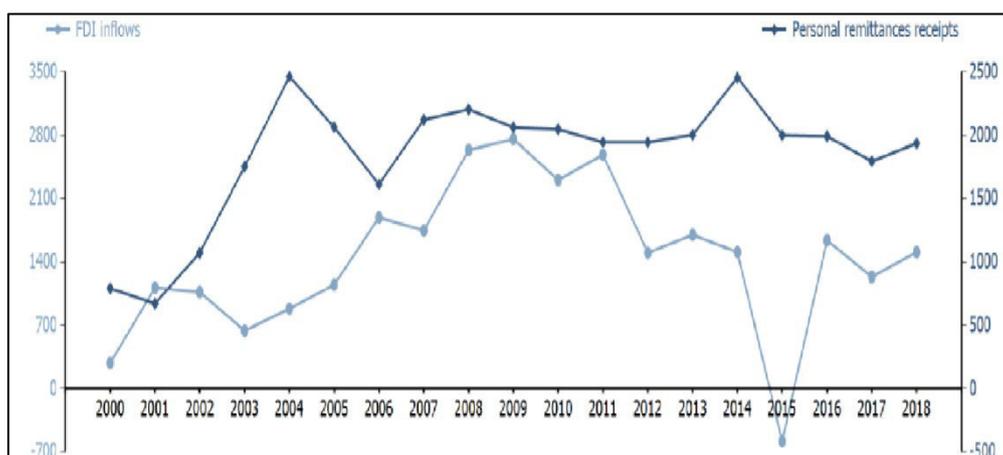


Source: CNUCED, base de données FDI/TNC (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

3.2. Période allant de 1995 jusqu'à 2018

Entre 1995 et 2018, une période de dynamisme économique a émergé, caractérisée par une augmentation des investissements suite à des réformes gouvernementales et à un désengagement progressif de l'État de certains secteurs. De nouvelles lois fiscales attrayantes et un cadre institutionnel favorable ont encouragé les investissements directs étrangers (IDE), notamment avec l'adoption du Code des investissements en 1993, renforcé par une ordonnance en 2001 (figure 5). En outre, l'État a renforcé la confiance des investisseurs en ratifiant de nombreuses conventions bilatérales et multilatérales. Les programmes de relance économique et de soutien à la croissance ont ouvert de nouvelles opportunités dans divers secteurs pour les investisseurs étrangers.

Figure 5: Flux d'IDE entrant en Algérie de 2000 à 2018 (En Millions de dollars)



Source : CNUCED, base de données FDI/TNC (<http://www.unctad.org/fdistatistics>).

3.3. Période allant de 2018 à 2023³⁰

Riche en ressources naturelles et économiquement stable, l'Algérie a historiquement attiré des flux d'investissements directs étrangers (IDE) significatifs. Cependant, les entrées ont diminué depuis le début de la pandémie de COVID-19 et n'ont atteint que 89 millions de dollars en 2022 selon le Rapport mondial sur l'investissement de la CNUCED pour 2023, contre une moyenne triennale de 1,3 milliard de dollars entre

³⁰ <https://www.btrade.ma/fr/observer-les-pays/algerie/investir> consulté le 16/05/2024 à 13:44.

2018 et 2020. En revanche, le stock d'IDE a augmenté, atteignant 34 milliards de dollars en 2022, soit environ 17,4% du PIB (Tableau 1).

Tableau 1 : Les chiffres d'IDE des années 2020, 2021 et 2022

Investissement directs étranger	2020	2021	2022
Flux d'IDE entrants (millions USD)	1,143	870	89
Stocks d'IDE (millions USD)	33,107	33,977	34,066
Nombre d'investissements Greenfield*	6	10	4
Valeur investissements Greenfield (millions USD)	82	861	136

Source : UNCTAD

L'Algérie a connu une baisse significative des projets d'IDE au cours des années suivant son pic de 28 projets en 2019. Le pays a eu du mal à se rétablir complètement, ne connaissant que cinq projets en 2020 pendant la période de la pandémie de Covid-19 et 12 en 2022. La Même année, les projets d'énergie renouvelable et alternative représentaient 25% des projets d'IDE totaux, reflétant l'influence des ressources abondantes en hydrocarbures de l'Algérie. Pendant ce temps, les produits chimiques, le charbon et le pétrole et le gaz ont chacun contribué à environ un sixième des projets d'IDE dans le pays (données du Monitor de l'Investissement). Selon les données officielles de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement, les principaux investisseurs dans le pays sont les États-Unis (29 %), l'Italie (10 %), la France (10 %), l'Espagne (7 %) et le Royaume-Uni (6 %) ; tandis que les investissements sont principalement dirigés vers le secteur industriel (en particulier les hydrocarbures), la construction, le transport et l'agriculture (Tableau 2).

Tableau 2 : Les flux d'IDE par pays et par secteur d'activité

Les pays investisseurs	2023 (dernières données officielles disponibles), en %
États-Unis	29,0
Italie	10,0
France	10,0
Espagne	7,0
Royaume-Uni	6,0
Les secteurs investis	2023 (dernières données officielles disponibles), en %

Chapitre 1: Le cadre conceptuel de l'investissement direct étranger (IDE)

Industrie	51,0
Construction et travaux publics	15,0
Transport	15,0
Agriculture	6,0
Services	6,0
Tourisme	4,0
Santé	3,0

Source : Agence Algérienne de Promotion de l'investissement

Les opérateurs économiques sont confrontés à divers défis, notamment des procédures douanières complexes, des obstacles bureaucratiques, des problèmes liés aux transactions financières et une concurrence mondiale sur les prix. Les entreprises étrangères en Algérie expriment des inquiétudes concernant les changements fréquents dans les lois et règlements, accroissant ainsi les risques commerciaux pour les investisseurs. De plus, l'intégration régionale limitée et les restrictions à l'importation entravent l'utilisation des chaînes d'approvisionnement internationales. Jusqu'en 2019, la participation d'un investisseur étranger dans une entreprise algérienne était limitée à 49 % et les entrepreneurs étrangers étaient obligés de trouver des partenaires locaux pour les appels d'offres publics.

Cependant, le gouvernement a éliminé la restriction dite " 51/49 "qui exigeait la propriété majoritaire algérienne de toutes les nouvelles entreprises. L'exigence est toujours en vigueur pour les "secteurs stratégiques", identifiés comme les hydrocarbures, l'exploitation minière, la défense, l'importation de biens destinés à la revente en Algérie et la production pharmaceutique. En 2022, le gouvernement a publié des réglementations supplémentaires liées à la loi sur l'investissement adoptée en juillet. Ces réglementations stipulent que les investisseurs étrangers doivent couvrir au moins 25 % du coût total de l'investissement pour bénéficier du rapatriement sans restriction du capital investi et de ses revenus associés.

Conclusion

Dans ce premier chapitre, nous avons défini le cadre conceptuel de l'investissement direct étranger (IDE) en Algérie, marqué par la transition d'une économie centralisée à une économie plus libéralisée et diversifiée. Cette transformation a nécessité des réformes législatives et réglementaires pour attirer les investissements étrangers, tout en maintenant un équilibre entre ouverture économique et souveraineté nationale. Malgré les efforts pour améliorer le climat des affaires, des obstacles comme la

bureaucratie, les contraintes infrastructurelles et l'instabilité politique. La diversification économique reste une priorité pour maximiser les avantages de l'IDE et réduire la dépendance aux hydrocarbures.

Chapitre 02 :

Le cadre conceptuel de la diversification des exportations

CHAPITRE 02 : LE CADRE CONCEPTUEL DE LA DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS

Introduction

Ces dernières années, l'intérêt pour la diversification des exportations en tant que levier de développement économique a augmenté. Plusieurs facteurs expliquent cette tendance. La grande volatilité des prix des matières premières a freiné la croissance économique, révélant la vulnérabilité des pays en développement, dépendants de ces ressources, face aux chocs externes. La diversification est perçue comme un moyen d'améliorer l'efficacité des autres facteurs de production et de protéger les pays contre la détérioration des termes de l'échange en stabilisant les revenus d'exportation.

Comme tous les pays, l'Algérie participe désormais activement aux échanges mondiaux. Depuis la fin des années 1980, elle a entrepris un processus d'ouverture économique, de libéralisation du commerce extérieur et d'intégration à l'économie mondiale. Dans le but de diversifier son économie, l'Algérie a signé plusieurs accords de coopération internationale.

Ce chapitre s'articulera autour de trois sections. Dans la première section, nous présenterons les notions de base de la diversification des exportations. La seconde section, retracera l'évolution du commerce extérieur en Algérie. Enfin, la dernière section abordera les différentes politiques de soutien de l'État en faveur des exportations hors hydrocarbures

Section 01: Notions de base de la diversification des exportations.

Dans cette section, nous allons aborder la diversification en la définissant, en présentant ses différentes typologies, en examinant les stratégies et les dimensions qui y sont associées, pour conclure par l'analyse des mesures de la diversification.

1. Définition de la diversification

La diversification, originaire du mot latin "diversus", signifie varier ou rendre divers. C'est l'action de donner à quelque chose des caractéristiques ou des aspects variés, ainsi que le résultat de cette action.¹

La diversification des exportations implique de changer la composition des produits exportés, en augmentant la part de certains produits ou en introduisant de nouveaux produits, ce qui élargit la gamme des produits exportés par un pays. De manière plus générale, la diversification consiste à élargir progressivement la gamme des produits fabriqués sans nécessairement modifier les niveaux de productivité.²

Une économie est considérée comme diversifiée lorsque sa structure productive est répartie dans un grand nombre d'activités différentes par la nature des biens et services produits³. Selon Schuh et Barghouti (1988), la diversification économique est " le processus de transformation structurelle d'une économie, passant d'une prédominance des secteurs d'activités primaires à une plus grande présence des secteurs secondaires et tertiaires."⁴

2. Les typologies de la diversification

On distingue la diversification verticale, horizontale, conglomérale.

2.1. Diversification verticale

Implique que l'entreprise fabrique soit les sous-ensembles, pièces et matériaux entrant dans la construction de ses produits existants, soit de nouveaux produits utilisant les produits existants comme matières premières ou composantes.

¹ <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Diversification.htm> consulté le 24/05/2024 à 15:43.

² Moussaoui, N., Tizerarine, CH. (2018), « Essai d'analyse des déterminants de la diversification des exportations en Algérie », Finance de commerce internationale, mémoire à l'université Abderrahmane Mira du Bejaia, p 4.

³ Berthélemy J.C (2005) Commerce international. et diversification économique », Dalloz, revue, d'économie politique 5/2015 (Vol, 115), pp 591-611.

⁴ Schuh, E. & Barghouti, S. (1988), « Agricultural diversification in Asia », Finance and development, pp. 2541-2544. Cité par Paterne Njambou « Diversification Economique Territorial » Thèse de doctorat, universités de Québec, octobre 2013, p 80

Elle peut s'effectuer en amont ou en aval de la chaîne de production, ce qui signifie que l'entreprise étend ses activités à de nouvelles étapes du processus de production, antérieures ou postérieures à celles qu'elle réalisait jusque-là. Cette stratégie permet à l'entreprise d'acquérir de nouvelles compétences et de renforcer son avantage concurrentiel dans son domaine principal, selon le concept d'Ansoff (1957).⁵

2.2. Diversification horizontale

Consiste pour une entreprise à étendre son champ d'activité en produisant des produits ou services nouveaux qui s'alignent sur son savoir-faire actuel en termes d'expérience et de techniques de production. Ces nouvelles activités exploitent principalement les synergies et complémentarités existantes au sein de l'organisation.⁶

2.3. La diversification conglomérale (latérale)

Représente une stratégie particulièrement risquée, impliquant une transformation majeure de la chaîne de production. Elle consiste pour une entreprise à investir dans un tout nouveau secteur d'activité, en proposant des produits qui ne sont pas liés à ses activités actuelles.

3. Les stratégies de la diversification

Cette sous-section vise à explorer les stratégies de diversification, divisées en deux catégories : celles axées sur l'agriculture et celles centrées sur l'industrialisation. Concernant cette dernière, elle se décline en trois dimensions : la substitution des importations, le développement industriel et la promotion des exportations.⁷

3.1. Les stratégies fondées sur l'agriculture

Les stratégies de développement agricole comprennent la célèbre "révolution verte", qui a évolué en deux phases distinctes : la "révolution verte scientifique et technique" et "l'agriculture biologique et agroécologique".

⁵ Paterne N (2013) ; « Diversification économique territoriale : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, conditions et perspectives » thèse doctorat présentée à l'université du Québec à Chicoutimi 86. Disponible sur site : https://irec.quebec/ressources/repertoire/memoire/s-theses/paterne_Ngiambou.pdf

⁶ Paterne N (2013) op, Cite page 85

⁷ Idem, p 89

La première phase, issue des travaux de recherche de l'expert agricole américain Norman Borlaug, a introduit de nouvelles variétés de céréales telles que le riz, le maïs et le blé, grâce à des avancées scientifiques et techniques. En revanche, la seconde phase promeut la diversité des cultures agricoles, ce qui représente un contraste significatif avec l'approche antérieure, axée sur une culture homogène.

3.2. Les stratégies fondées sur l'industrialisation

Trois démarches ont été identifiées. Il s'agit de: L'ISI, L'III et L'ISE

3.2.1. L'industrialisation par substitution aux importations (ISI)

Est une stratégie de développement visant à remplacer les produits importés par une production locale pour répondre à la demande intérieure. Elle vise à promouvoir un développement industriel autonome, à dynamiser les secteurs économiques et à réduire la dépendance à l'égard des importations.

3.2.2. L'industrialisation par des industries industrialisantes (III)

Elle se concentre sur la transformation de la structure économique en favorisant le développement de l'industrie manufacturière. Elle vise à provoquer des changements significatifs dans la configuration intersectorielle et la fonction de production locale, en suivant les concepts de diversification verticale, d'effets indirects et d'intensification des relations intersectorielles, comme avancé par des économistes tels que Rosenstein-Rodan et Leontief.

3.2.3. L'industrialisation par la substitution des exportations (ISE)

Implique le remplacement des exportations de produits primaires peu transformés par des exportations de produits manufacturés ou semi-finis. Cette stratégie repose sur l'exploitation des avantages comparatifs de chaque région, tels que la disponibilité de main-d'œuvre qualifiée, des ressources naturelles, etc. Contrairement à d'autres formes d'industrialisation où l'État joue un rôle central, dans l'ISE, le secteur privé est considéré comme le principal moteur du développement et de l'industrialisation.⁸

⁸ Les matrices intersectorielles s'agissent de matrice présentant plusieurs secteurs d'activités

4. La mesure de la diversification:

La diversification est évaluée à l'aide de divers indicateurs, notamment l'indice de Theil et l'indice d'Hirschman, qui seront examinés dans cette étude.

4.1. Indice de Theil

C'est un outil de mesure de l'inégalité qui offre une meilleure décomposition que l'indice de Herfindahl. Principalement utilisé pour évaluer la diversification des exportations d'un pays, il se décompose en marge de diversification extensive et marge de diversification intensive. Une valeur plus faible de cet indice indique une plus grande diversification.⁹

4.2. L'indice de Hirschman

Est un indicateur mesurant à la fois le degré de diversification et de concentration d'un marché, prenant en compte une répartition inégale des produits ainsi que le nombre restreint de ces derniers.

$$H1 = \sqrt{\sum_{i=1}^n \left(\frac{X_i}{X}\right)^2}$$

Avec : X_i représentant la valeur à l'exportation d'un produit i

" X représente les exportations totales. L'indice de Hirschman peut être décrit comme le nombre de groupes de produits. De manière générale, plus l'indice de Hirschman est élevé, plus les exportations sont concentrées sur un petit nombre de produits, et vice versa."¹⁰

⁹ Fonds monétaire international, Washington DC ; « assurer la croissance à long terme et la stabilité macroéconomique dans les pays à faible Revenu : Rôle de la transformation structurelle de la diversification » page 08 disponible sur site <https://www.imf.org>.

¹⁰ Raja Vinesh Sannasee, Boopendraseetana et Matthew John Lamport, (2008) « Diversification des exportations et croissance économique : le cas de Maurie », p12

4.3. L'indice de Hirshman normalisé : on peut exprimer l'indice de Hirschman selon la formule suivante :

$$NH = \frac{\sqrt{\sum_{i=1}^n \left(\frac{x_i}{X}\right)^2 - \frac{1}{N}}}{1 - \sqrt{\frac{1}{N}}}$$

Sachant que : N est le nombre de produits considérés, x_i est la valeur d'exportation du produit i , X est le totale des exportations. . Plus H est élevée, plus les exportations sont concentrées sur un petit nombre de produits ^{$i=1$} et investissement.

4.4. L'indice de d'entropie

$$E = - \sum_{i=1}^N P_i \ln P_i$$

Sachant que N est le nombre de produit considéré $P_i = \left(\frac{x_i}{X}\right)$ est la part réelle du produit i dans les exportations totales. L'indice d'entropie (E) atteint sa valeur maximale lorsque les produits de la gamme des exportations ont des parts identiques et ce qui indique une plus grande diversification. À l'autre extrémité, si le produit i est le dominant des recettes d'exportation, l'indice E sera égale à / s'approche de zéro (E 0), ce qui indique une spécialisation ou une concentration extrême sur un seul produit.

4.5. Indice d'Ogive

$$OGV = N \sum_{i=1}^N \left(p_i - \frac{1}{N}\right)^2$$

Sachant que : N est le nombre de produits considérés, $P_i = (x_i / X)$ est la part réelle du produit i dans les exportation totales , et $1/N$ est la part idéale des recettes d'exportation qui est la part moyenne d'exportation de chaque produit. $OGV=0$ lorsque la part des exportations est équitablement répartie entre les différents produits. $OGV \rightarrow 0$ lorsque l'économie en question est considérée comme étant fortement diversifiée. Une valeur OGV élevée traduit une économie relativement moins diversifiée.

4.6. L'indice agrégatif de spécialisation

$$\text{SPE} = \sum_{i=1}^N \left(\frac{x_i}{X} \right)^2$$

Sachant que x^i représente l'exportation du produit i , X le montant total des exportations et N le nombre de produits exportés. $\text{SPE} \rightarrow 1$.i.e. on est en présence d'un seul produit d'exportation (niveau élevé de spécialisation). $\text{SPE} \rightarrow 0$.i.e. niveau élevé de diversification des exportations.

Section 02 : Evolution du commerce extérieur en Algérie

Le commerce extérieur algérien a connu des changements importants durant les dernières décennies. Dans ce qui suit, nous allons présenter l'évolution des échanges commerciaux de l'Algérie. Mais avant cela il nous semble utile de présenter l'évolution de la politique commerciale en Algérie.

1. L'évolution de la politique commerciale en Algérie

Dans cette sous-section, nous allons présenter une analyse simple de la politique commerciale en Algérie et ses évolutions avant et après l'indépendance.

1.1. Avant l'indépendance (1962)

Sous le régime colonial, le commerce extérieur se caractérisait par des exportations de produits agricoles et, à partir des années 50, d'énergie. Les importations concernaient principalement les intrants et les biens d'équipement. Les pratiques commerciales étaient régies par les forces du marché, reflétant une orientation vers une économie libérale¹¹.

1.2. Après l'indépendance

Depuis l'indépendance, la politique commerciale en Algérie a subi plusieurs réformes juridiques et réglementaires. Une des modifications majeures a été l'introduction d'un nouveau cadre législatif avec l'ordonnance n°03-04 du 19 juillet 2003. Cette ordonnance régit les opérations d'importation et d'exportation de marchandises, mettant l'accent d'une part sur la libre circulation

¹¹ <https://www.memoireonline.com/11/07/728/politiques-commerciales-algerie-integration-europe.html> consulté le 27/05/2024 à 19:16.

des marchandises, et d'autre part sur la protection de la production nationale, en conformité avec les règles du commerce multilatéral.¹²

1.2.1. Le cadre réglementaire de la période 1963-1988

Durant la période 1963-1988, le cadre réglementaire est marqué par l'établissement de lois et d'ordonnances régissant les importations et les exportations. Cette époque est caractérisée par la mise en place par l'État de mesures de protection partielle et l'application de tarifs douaniers sur les échanges commerciaux. C'est également une période où l'État¹³ détient un monopole sur ces activités.

1.2.2. Le régime du commerce concernant les importations de 1963 à 1988

En 1963, l'Algérie a adopté des mesures protectionnistes classiques pour réguler le commerce, telles que le contingentement des importations, la mise en place de barrières douanières et le contrôle des changes. La première tentative de contrôle du commerce s'est traduite par l'intervention du cadre contingenté, exprimée dans le décret N° 63/188 du 16 mai 1963, qui fixe à l'avance la nature et la quantité des marchandises à importer. Cette politique de contingentement, créée par le ministère du Commerce en juin 1964, a été mise en œuvre par le biais de licences d'importation dans le but de protéger la production nationale et l'emploi, de limiter les importations pour équilibrer la balance commerciale et de consolider le protectionnisme.¹⁴

Entre 1963 et 1969, l'État a restreint certaines procédures de contrôle à l'importation et la représentation au sein d'organismes importateurs en créant deux types d'entités: les organismes publics et les groupements professionnels d'achat. Durant cette même période, en 1963, l'Office National de Commercialisation (ONACO) a été créé comme première entreprise d'État, chargée de fournir des produits de grande consommation (café, sucre, thé, beurre...) pour lesquels il détenait un monopole à l'importation et à l'exportation. En 1964, des groupements professionnels d'achat (GPA) ont été établis, reliant l'État et les importateurs privés et formant des sociétés à

¹² Benoudia.N, Djeamaoune.N,(2015), « L'impact de la nouvelle politique commerciale sur l'activité des entreprises productives en Algérie », mémoire de fin de cycle, finance et commerce international, université de Bejaia 90.

¹³Mouhoubi.K, Oudaoud.K, (2011), « Étude des politiques commerciales en Algérie cas de l'accord d'association avec l'Union Européenne », mémoire de fin d'étude, finance et commerce international, université de Bejaia, p ,42

¹⁴Idem, p 43.

capital public. Leurs fonctions incluaient l'élaboration de programmes d'importation et la répartition des importations entre leurs membres.

À partir de 1972, ce système a cherché à favoriser la programmation des achats à l'étranger par les entreprises publiques détentrices d'un monopole, en faisant de la distribution des licences d'importation un régime dérogatoire.¹⁵

a) Le Programme Général d'Importation (PGI)

L'ordonnance 74-112 du 30 janvier 1974 concerne les conditions d'importation des marchandises et a instauré le Programme Général d'Importation (PGI). Ce programme est établi annuellement par le gouvernement et comprend :

- ❖ Des marchandises libres à l'importation.
- ❖ Des marchandises contingentées nécessitant une autorisation du ministère du Commerce.
- ❖ Des marchandises importées dans le cadre des Autorisations Globales à l'Importation (AGI), délivrées chaque année aux entreprises publiques.

b) Le monopole de l'État sur le commerce extérieur

La loi 78-02 du 11 février 1978 a profondément transformé le système existant. En effet, cette loi a réorganisé le commerce extérieur en nationalisant toutes les opérations d'achat et de vente de biens et services avec l'étranger. Cependant, ce monopole de l'État a révélé plusieurs problèmes pour les entreprises, notamment l'insuffisance des infrastructures portuaires, des moyens de transport limités, et la complexité des formalités administratives.

1.2.3. De 1963 à 1988, le régime des exportations en Algérie était régi par deux lois principales

a) L'ordonnance 74-11 : Cette ordonnance a instauré la liberté du commerce à l'exportation, mettant fin aux monopoles exercés par les entreprises publiques dans ce domaine. Elle autorisait la réexportation des produits nationaux transformés, mais requérait une autorisation du ministère du Commerce pour la réexportation des produits importés sans transformation.

¹⁵ Idriss. A, (2010), « Libéralisation et ouverture de l'économie algérienne : Quel impact sur la gouvernance des entreprises agroalimentaires ? Cas de la wilaya de Bejaia », Montpellier, CIHEAM-IAMM. Master of Science, n°104,p 37.

b) La loi 78-02 : Tout comme pour les importations, cette loi stipulait que les exportations de biens, fournitures et services de toutes natures étaient exclusivement gérées par l'État. Cela signifiait que tout contrat avec une entreprise étrangère devait être conclu par l'État ou un organisme gouvernemental, ce qui entraînait la dissolution des entreprises privées d'import-export.

L'intervention de l'État dans le commerce international a conduit à une diminution des exportations hors hydrocarbures. En 1974, ces exportations représentaient 319 millions de dollars américains, soit 7,49 % du total des exportations, tandis que les hydrocarbures constituaient 92,51 %. En 1980, les exportations hors hydrocarbures étaient de 243 millions de dollars américains, soit seulement 1,56 % du total des exportations, enregistrant ainsi une baisse de 5,9 % par rapport à 1974. Cette baisse peut être attribuée en partie à l'application de la loi 78-02, qui conférait à l'État le monopole du commerce extérieur.¹⁶

1.2.4. Le commerce extérieur algérien à partir 1988-1994

A partir 1988 l'Algérie a tenté de libéraliser son commerce extérieur à travers de nombreuses réformes économiques qui sont :

- ❖ La loi 88/01, sur l'autonomie des entreprises publiques économiques (EPE), qui a conduit à des changements significatifs tels que la suppression des AGI et le plan général d'importation.
- ❖ La loi 88/29 qui apporte les premiers changements au régime du commerce extérieur depuis 1978, accorde l'exercice du monopole de l'Etat à travers des entreprises publiques(EP), organismes publics(OP). Cette loi a supprimé toutes les procédures de contrôle préalable à la conclusion des contrats par les entreprises publiques.
- ❖ Au mois de septembre de la même année, le décret 88/167 affirme que le système « budgets devises annuels » est un instrument de régulation des échanges extérieurs et remplace le système des AGI.

¹⁶ Idriss. A, 2009, Op.cit, p 38

- ❖ La loi 89/12 qui a été introduite en juillet 1989, apporte une nouvelle politique commerciale appelée « la vérité des prix », qui ne fait plus de différence entre l'importation et la production locale, entre privé et public.

2. La libéralisation du commerce extérieur

La libéralisation du commerce extérieur constitue un élément clé de toute politique de développement. Elle représente certainement un facteur essentiel dans tout objectif visant une plus grande intégration au marché mondial.¹⁷ L'ouverture du ce dernier a été consacrée par l'ordonnance n° 03-04 du 19 juillet 2003 relative aux règles générales applicables aux opérations d'importation et d'exportation de marchandises (article 2).¹⁸.

2.1. Démonopolisation du commerce extérieur et révision de la politique tarifaire

Le modèle d'économie centralement planifiée, choisit par l'Algérie au lendemain de l'indépendance, préconisait la protection du marché intérieur via le contrôle des échanges, l'établissement d'un tarif douanier et d'un cadre contingentaire sur l'importation de certains produits. Toutefois, au départ ce contrôle était limité et le secteur privé a conservé une place prépondérante dans les échanges extérieurs¹⁹.

Ces dispositions devaient conduire à une utilisation rationalisée des ressources en devises, mais dans la pratique « les monopoles publics ont fini par générer des coûts de transactions très lourds, et des comportements rentiers au détriment de l'économie du pays »²⁰.

C'est au cours de l'année 1990 que fut ainsi démantelé le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur. Ce démantèlement est consacré par la loi 90-10 relative à la monnaie et le crédit et la loi de finances complémentaire de la même année.

- ❖ C'est ainsi qu'un nouveau cadre législatif d'encadrement du commerce extérieur est adopté en 2003²¹. Il prévoit quelques ajustements, tout en consacrant dans son article 2 la

¹⁷<http://www.mincommerce.gov.dz/?mincom=dgce> consulté le 29/05/2024 à 13 :05.

¹⁸Mebtoul A .(2002), « L'Algérie face aux défis de la mondialisation », Ed OPU, Alger, 2002, P125.

¹⁹Idriss. A, 2009, Op.cit, p 38

²⁰Oussalem M. (2009), « Politique industrielle et mondialisation. Les leçons de l'expérience algérienne. Colloque : l'économie algérienne dans la mondialisation : atouts et contraintes ». UMMTO, 2009, p20.

²¹ Ordonnance n°03-04 du 19 juillet 2003 relative aux opérations d'importation et d'exportation des marchandises.

liberté des opérations d'importation et d'exportation pour les personnes physiques et morales exerçant une activité économique.

2.2. La révision de la politique tarifaire

Le processus de passage à l'économie de marché a rendu nécessaire la révision des tarifs douaniers, tout en réhabilitant la fonction protectrice traditionnelle de ces derniers.

2.3. Les accords commerciaux

L'État algérien a mis en œuvre depuis quelques années plusieurs accords internationaux de partenariat. Parmi ces accords nous trouvons essentiellement un accord avec les pays membres de l'Union Européenne et un autre avec les États de la Ligue Arabe, ces accords sont considérés comme une initiative très importante de libération de l'économie nationale et de renforcement du commerce extérieur²².

- ❖ L'accord d'association avec l'union européenne
- ❖ La Grande Zone Arabe de Libre Échange (GZALE)

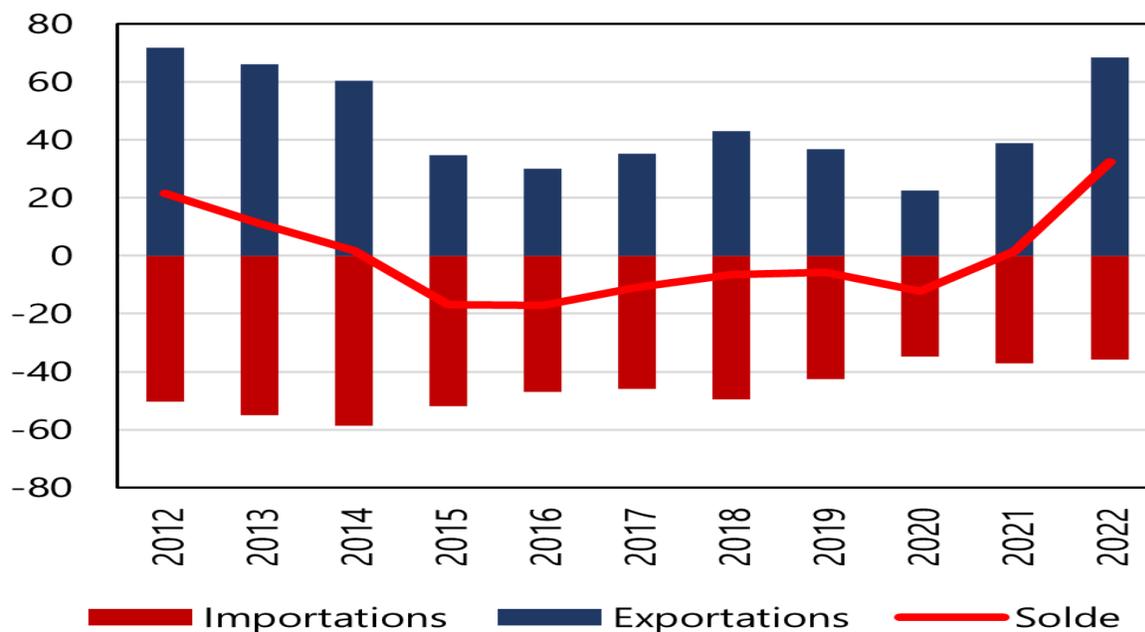
3. L'évolution du commerce extérieur en Algérie

Figure 06 : Évolution des échanges commerciaux de l'Algérie (Mds USD)

²²Hajoute .M . (2006), « Stratégie de développment à l'international : étude de capacité exportatrice publiques algériennes hors hydrocarbures », thèses de doctorat UMMTO, 2006, p 15.

Evolution des échanges commerciaux de l'Algérie (Mds USD)

Source : TradeMap



Source : www.tresor.economie.gouv.fr

En 2022, les échanges commerciaux de l'Algérie ont atteint 104,2 milliards USD, en hausse de 37 % par rapport à 2021. Les exportations, principalement des hydrocarbures, ont augmenté de 76,4 % pour atteindre 68,4 milliards USD, représentant 89,8 % du total des exportations. Les importations ont atteint 35,9 milliards USD, en baisse de 3,6 % par rapport à 2021. La Chine, la France et l'Italie étaient les principaux fournisseurs. Le solde commercial algérien a affiché un excédent de 32,4 milliards USD, marquant une deuxième année consécutive d'excédents après six ans de déficits²³.

²³ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l'Algerie> consulté le 20/05/2024 à 19:32.

3.1. Évolution des exportations en Algérie

Les exportations des hydrocarbures continuent à enregistrer la part la plus importante des exportations globales. Les hydrocarbures ont représenté l'essentiel des exportations durant l'année 2022 avec une part de 89% du volume global des exportations. Les exportations algériennes demeurent fortement dominées par les hydrocarbures et l'Algérie est toujours en faible dynamique de l'exportation.

Les exportations hors hydrocarbures représentent 11 % du total des exportations en 2022. Il s'agissait d'une performance historique, car pour la première fois, l'économie algérienne a réussi à porter la part des exportations hors hydrocarbures à «un taux à deux chiffres». Du reste, l'intervenant prévoit que la recette totale de ces exportations pour l'année 2022 devrait se situer entre 6,5 et 7 mds USD²⁴(voir le tableau 3).

Tableau 03: Évolution des exportations algériennes au cours de la période 2000 à 2022.

Valeur en millions de dollars	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2022
Exportations hors hydrocarbures	1526	2052	2062	2014	2582	1969	1805	1899	2926	2580	1948	6060
La part des exportations hors hydrocarbures	2.68	2.81	2.87	3.1	4.11	5.68	6.01	5.46	7	7.2	9.1	11
Exportations /hydrocarbures	55527	71437	69804	62960	60304	32699	28221	32865	38871	33244	19324	61232
La part des exportations/ hydrocarbures	97.32	97.19	97.13	96.6	59.89	94.32	93.99	94.54	93	92.8	90.9	89
Exportations totales	55527	71437	69804	62960	60304	32699	28221	32865	38871	33244	19324	68800

Source : Rapports périodiques du CNIS (2009 à 2022)

²⁴ <https://www.algerie360.com/balance-commerciale-exportations-2022-annec-record-pour-lalgerie/> consulté le 25/05/2024 à 21 :53.

3.2. Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises

3.2.1. Les valeurs unitaires des échanges extérieurs de marchandises durant le 1^{er} trimestre 2023

Au cours du 1^{er} trimestre 2023, les prix à l'exportation de marchandises et les prix à l'importation de marchandises en DA connaissent une baisse de 0,6% et de 7,1% respectivement par rapport au 1^{er} trimestre 2022²⁵ (voir le tableau 4).

Cette légère baisse des prix à l'exportation s'explique principalement par un ralentissement de 0,8 % des prix des hydrocarbures au 1^{er} trimestre 2023 par rapport au 1^{er} trimestre 2022, tandis que les prix des produits hors hydrocarbures ont eu un impact limité sur l'évolution globale, diminuant de 11 % sur la même période. Les prix à l'importation de marchandises ont enregistré une baisse de 7,1 % au 1^{er} trimestre 2023 par rapport au 1^{er} trimestre 2022. Les évolutions des prix à l'exportation et à l'importation, ainsi que des valeurs courantes des exportations et des importations de marchandises, indiquent une augmentation du volume des exportations de 0,6 % et des importations de 5,8 % au 1^{er} trimestre 2023 par rapport à la même période en 2022.

Tableau 04: Évolutions trimestrielles en% des prix et volumes des importations et des exportations de marchandises

²⁵ <http://www.ons.dz> consulté le 25 /05/2024 à 23:05

	T1-19/T1-18	T1-20/T1-19	T1-21/T1-20	T1-22/T1-21	T1-23/T1-22
Prix importation	-0,5	1,9	15,2	24,8	-7,1
Prix exportation	4,3	-14,3	16,1	82,4	-0,6
Volume importation	4,8	-19,5	-5,3	-7,1	5,8
Volume exportation	-8,2	-14,7	8,3	-0,3	0,6

Source : <http://www.ons.dz>.

3. 2.2. Les échanges extérieurs de marchandises durant le 1^{er} trimestre 2023, aperçu global

En valeurs nominales, les échanges extérieurs de marchandises ont conduit aux flux de marchandises suivants :

Les exportations du premier trimestre 2023 ont atteint 1865,8 milliards de DA, comparativement à 1865,4 milliards de DA au premier trimestre 2022, ce qui représente une quasi-stagnation de 0,02 % en valeurs courantes. - Les importations se sont élevées à 1371,6 milliards de DA au premier trimestre 2023, contre 1394,5 milliards de DA durant la même période en 2022, soit une baisse de 1,6 % en valeurs courantes.

Ces évolutions au cours du premier trimestre 2023 ont conduit à un excédent commercial de 494,2 milliards de DA, comparé à 470,9 milliards de DA au même trimestre de 2022. Les variations conjointes des exportations et des importations montrent une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, passant de 133,8 % au premier trimestre 2022 à 136,0 % durant la même période de 2023. Les termes de l'échange ont également légèrement progressé, passant de 94,4 % au premier trimestre 2022 à 101,0 % au premier trimestre 2023. (voir le tableau 5).

Tableau 05 : Les échanges extérieurs de marchandises durant le 1^{er} trimestre 2023, aperçu global

	1	2	3	4	5	Variations en %			
	T1-19	T1-20	T1-21	T1-22	T1-23	(2/1)	(3/2)	(4/3)	5/4
Importation en GDA	1344,6	1103,0	1202,2	1394,5	1371,6	-18,0	9,0	16,0	-1.6
Exportation en GDA	1116,5	815,4	1025,2	1865,4	1865,8	-27,0	25,7	82,0	0.02
IVU-Importation	126,7	129,1	148,7	185,6	172,5	1,9	15,2	24,8	-7.1
IVU-Exportation	96,6	82,8	96,1	175,3	174,3	-14,3	16,1	82,4	-0.6
Solde commercial	-228,1	-287,6	-177,0	470,9	494,2	-26,1	-38,5	-366,1	4.9
Taux de couverture en %	83,0	73,9	85,3	133,8	136,0	-11,0	15,4	56,9	1,7
Termes de l'échange en %	76,2	64,4	64,6	94,4	101,0	-15,9	0,8	46,1	7.0

Source : <http://www.ons.dz>

Section 03 : Analyse des dispositifs d'appui aux exportations algériennes

Comme tous les pays, l'Algérie a mis en place plusieurs organismes publics dans le cadre de sa politique commerciale. Ces derniers ont non seulement pour objectifs la promotion du commerce extérieur algérien, mais aussi d'avoir une réelle politique de soutien aux exportations hors hydrocarbures.²⁶

1. Avantages et facilitations accordés aux exportations hors hydrocarbures

Une multitude de mesures incitatives à l'export ont été décidées dans le cadre de plusieurs lois de finances, qui prévoient des avantages et des exonérations accordées aux opérations d'exportation au titre des différents impôts et taxes.²⁷

1.1. Les incitations fiscales

²⁶ Chiha K., Tigharsi E,(2014), « Essai d'analyse de la problématique de diversification des exportations hors hydrocarbure : cas de l'Algérie »,Revue Algérienne de la mondialisation et des politiques économiques / N° 05 – 2014.

²⁷ Idem

Des exonérations permanentes de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS), de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) et de l'impôt sur le revenu global (IRG) sont accordées dans ce cadre pour les opérations d'exportations de biens et de services etc.

1.1.1. Exonération en matière d'impôts directs

La législation fiscale algérienne accorde de nombreux avantages pour les opérations d'exportation.²⁸

- ✚ Exonération permanente de l'impôt sur les bénéfices des sociétés (IBS) et suppression de la condition de réinvestissement de leurs bénéfices ou leurs revenus, pour les opérations de vente et les services destinés à l'exportation²⁹.
- ✚ Exclusion de la base imposable de la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) du chiffre d'affaires réalisé à l'exportation. Le montant des opérations de vente, de transport ou de courtage qui portent sur des objets ou marchandises destinés directement à l'exportation, y compris toutes les opérations de processing ainsi que les opérations de traitement pour la fabrication de produits pétroliers destinés directement à l'exportation .
- ✚ Suppression du versement forfaitaire VF : Les entreprises effectuant des opérations de vente de biens et services destinés à l'exportation sont également exemptées du versement forfaitaire pour une période de cinq ans à partir de l'exercice 2001. Cette exonération est proportionnelle au chiffre d'affaires réalisé en devises.³⁰

1.1.2. Exonération en matière d'impôts indirects

Elle est composée essentiellement de :

²⁸Ministre du commerce, Direction de la promotion des exportations, (2007) « Recueil relatif aux avantages et facilitations accordés aux exportations hors hydrocarbures », avril 2007, p5

²⁹ Bouaichi N., Bennacer N (2013), « Dispositif réglementaire et financier pour la promotion des exportations hors hydrocarbures en Algérie », communication présentée à la Journées d'étude organisées par le département des sciences commerciales en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Soummam de Béjaïa (CCISB) Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? les jours 24 et 25 juin 2013.

³⁰ Site Web de l'Agence Nationale pour la Promotion du Commerce Extérieur WWW.ALGEX.DZ consulté le 10 /06/2024 à 23 :43.

- **La taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations de vente réalisées à l'exportation (TVA) :**

A. Exonération de la TVA : Conformément à l'article 13 du code des Taxes sur le Commerce et l'Activité (TCA), les opérations suivantes sont exemptées de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) :

B. Les ventes et transformations de marchandises exportées : Cette exonération est soumise à certaines conditions, telles que l'enregistrement des envois en comptabilité par le vendeur et/ou le façonnier, avec mention de la date, du nombre, des marques et numéros de colis, de l'espèce, de la valeur et de la destination des objets ou marchandises. De plus, les exportations doivent être conformes aux réglementations en vigueur.

C. Les ventes et transformations de marchandises d'origine nationale livrées aux magasins sous douane légalement établis.

- **Franchise de la taxe sur la Valeur Ajoutée**

S'applique aux achats ou importations de marchandises par un exportateur, pour être soit réexportées en l'état, soit utilisées dans la fabrication, la composition, le conditionnement ou l'emballage des produits destinés à l'exportation, ainsi que pour les services directement liés à ces opérations d'exportation.

- **Restitution de la TVA**

Les opérations éligibles à la restitution de la TVA comprennent les exportations de marchandises, les travaux, les services ou les livraisons de produits pour lesquels une franchise d'achat est accordée.

1.2. Facilitations douanières

L'administration des douanes procède à l'allégement de certaines procédures douanières qui étaient contraignantes et ce dans le cadre de la promotion des exportations hors hydrocarbures.³¹

En parallèle, les autres procédures appelées simplifier ou facilitations on du être initiées pour faire face aux nouvelles préoccupations des exportations après la libéralisation du commerce extérieur à savoir. ³²

- La visite sur site et le dédouanement à domicile;
- La vente en consignation est facilitée par le dépôt d'une déclaration d'exportation incomplète, à charge de l'exportateur après la vente des produits de fournir une déclaration complémentaire;
- Le titre de passage en douane (TPD) pour les exportations par route;
- Le carnet ATA étant un document douanier qui permet l'exportation temporaire de marchandises (matériel professionnel, échantillons, équipement sportif, etc.) dans plus de 70 pays ;
- Le circuit vert qui permet la validation de la déclaration d'exportation sans vérification des marchandises

1.3. Facilitations portuaires

Les facilitations portuaires comprennent les éléments suivants :³³

- La mise à disposition d'un entrepôt spécialement aménagé de 1000 m² au quai N°09/2 dans la zone nord avec accès N°01, prioritairement dédié au stockage des marchandises destinées à l'exportation.

³¹ Oularbi S (2007) Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? Le rôle de l'Etat dans l'accompagnement des PME exportatrices Etude comparative avec la France. Université Alger 3.

³² www.douane.gov.dz consulté le 11/06/2024 à 9 :30

³³ Site Web de l'Agence Nationale pour la Promotion du Commerce Extérieur WWW.ALGEX.DZ consulté le 10/06/2024 à 00 :30.

- L'attribution d'un espace de 1 862 m² sur le terre-plein de la zone centre, accessible par l'entrée N°04 - zone centre - grand môle Bologhine, réservé au déchargement des marchandises à exporter.
- Une période de franchise de 10 jours pour le règlement des frais d'entreposage et de magasinage avant l'embarquement des marchandises algériennes destinées à l'exportation.
- Des réductions progressives des coûts de manutention et d'acconage pour les cargaisons exportées, en fonction de la fréquence et du volume des opérations.
- L'établissement d'un bureau de liaison permanent de l'entreprise portuaire, avec une ligne téléphonique dédiée (021.42.35.35), au terminal à conteneurs (guichet unique), afin d'informer les opérateurs et de faciliter les expéditions des exportateurs.³⁴

2. Les organismes d'appui à l'exportation

Pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures, il est essentiel de réformer la création des organismes d'appui afin qu'ils fournissent un soutien efficace dans ce domaine.

2.1. L'agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX)

L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) a été créée par le décret exécutif n° 04-174 du 12 juin 2004, initialement sous le nom d'Office de Promotion des Exportations (PROMEX) selon le décret exécutif n° 96-327 du 1er octobre 1996. PROMEX avait pour mission de promouvoir les exportations hors-hydrocarbures en diffusant des informations sur le commerce international. Plus tard, afin d'élargir son champ d'action, PROMEX a été transformé en ALGEX, une agence couvrant à la fois les exportations et les importations du pays. ALGEX

³⁴ Oularbi S : op. cit.

soutient les entreprises nationales dans l'expansion de leurs parts de marché à l'étranger, sous la tutelle du ministre en charge du commerce extérieur.

L'ALGEX a pour principales missions :

- Analyser les marchés étrangers afin d'aider les entreprises nationales à comprendre les besoins et les attentes de ces marchés.
- Produire un rapport annuel évaluant l'activité d'exportation pour permettre un suivi régulier et mesurer la performance dans ce domaine.
- Accompagner les entreprises nationales lors de manifestations économiques à l'étranger telles que les salons internationaux, les foires et les expositions.
- Assister les entreprises dans l'élaboration de plans marketing pour leurs produits et services destinés à l'exportation, incluant la communication, la diffusion d'informations et la promotion.
- Encourager les exportateurs en reconnaissant et récompensant les meilleures performances.³⁵

2.2 .La Compagnie Algérienne de Garantie D'exportations (CAGEX)

La gestion de l'assurance-crédit à l'exportation est confiée à la Compagnie Algérienne de Garantie des Exportations (CAGEX), une société par actions établie par le décret n° 96-235 du 2 juillet 1996. Ses actionnaires comprennent les compagnies d'assurance suivantes : SAA, CAAR, CAAT, CNMA et CCR.

La CAGEX assume divers rôles, dont celui d'assurer les risques liés à l'exportation et de garantir les paiements en cas de défaut de l'acheteur. Elle couvre à la fois les risques commerciaux, tels que l'insolvabilité des acheteurs, avec ses propres fonds, et les risques politiques, comme l'instabilité politique ou les conflits, avec les fonds de l'État. En outre, la CAGEX soutient les exportateurs en leur fournissant des informations sur les marchés étrangers, grâce à des accords de coopération

³⁵ Décret exécutif n° 04- 174 du 12 juin 2004

avec des institutions similaires à l'échelle internationale, ce qui lui confère une position au sein d'un réseau mondial d'assureurs.³⁶

2.3. La Chambre Algérienne de Commerce et D'industrie (CACI)

La Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie (CACI) a été instituée par le décret exécutif n° 96-93 du 3 mars 1996. Son rôle consiste à représenter les intérêts globaux des secteurs du commerce, de l'industrie et des services aux yeux des autorités publiques.

2.3.1. Fonctions de la CACI

- Analyse des secteurs économiques (commerce, industrie, services) avec des recommandations pour leur promotion.
- Évaluation de la situation économique nationale avec des propositions de solutions.
- Participation à des événements économiques nationaux et internationaux.
- Formation et recyclage du personnel des entreprises.
- Publication régulière de notes de conjoncture et de statistiques.
- Réalisation d'études pour le développement économique et l'accès aux marchés extérieurs.
- Proposition de mesures pour faciliter l'exportation des produits nationaux.
- Assistance aux agents économiques pour leurs démarches à l'international.³⁷

2.3.2. Les ressources de la CACI

Comprennent principalement les quotes-parts des cotisations de ses adhérents, les ressources prévues par les lois de finances, les entrées issues des biens de la chambre, les droits de visa et de certification de documents, les revenus générés par ses prestations et activités, ainsi que les dons. Bien que la CACI ait un large éventail de prérogatives visant à développer les exportations de l'Algérie et à diversifier l'économie en promouvant les activités industrielles et la production

³⁶ Décret n° 96235- du 2 juillet 1996

³⁷ Décret exécutif n° 9693- du 3 mars 1996

nationale, la diminution des revenus de l'État pourrait entraver l'exercice de ses missions. L'impact de ces dispositifs sur le commerce extérieur peut être évalué en examinant l'évolution de celui-ci de manière générale.

2.4. Le Fond Spécial de Promotion des Exportations (FSPE)

Ce fonds permet une couverture des coûts afférents au transport, au transit des échantillons, à la location d'emplacement d'exposition et aux frais de publicité spécifique à la manifestation³⁸.

2.4.1. Au Titre de participation aux foires, expositions et salons spécialisés se déroulant à l'étranger :

- 80%, dans le cas d'une participation inscrite au programme officiel annuel, arrêté par le Comité Interministériel.
- 50%, dans le cas d'une participation individuelle

2.4.2. Au titre des surcoûts à l'exportation (coût de transit, manutention, et de transport intérieur et international) :

- 50% des frais de transport international des produits non agricoles
- 50% des frais de transport international des produits agricoles périssables destinés à l'exportation
- 50% des frais de transport terrestre interne des produits exportés.³⁹

2.5. La Société Algérienne des Foires et Expositions (SAFEX)

Est une société par actions résultant des modifications apportées le 24 décembre 1990 à l'ONAFEX (Office National Algérien des Foires et Expositions). Son objectif est de favoriser le développement et la promotion des activités commerciales en offrant une assistance aux opérateurs économiques dans le domaine du commerce international, en organisant des rencontres

³⁸ <https://www.miph.gov.dz/> consulté le 11/06/2024 à 19 :30.

³⁹ Bouaichi N., Bennacer N (2013), op.cit.

professionnelles et en facilitant les échanges commerciaux à travers des foires et des salons spécialisés en Algérie et à l'étranger.

En termes de services, la SAFEX propose un centre de l'exposant offrant divers services essentiels,⁴⁰

- un palais des expositions équipé pour divers événements,
- un dispositif d'assistance pour répondre aux besoins des exposants,
- un dispositif de contrôle et de sécurité lors des manifestations commerciales.

Cependant, les exportateurs ont noté que le coût associé à l'utilisation des services de la SAFEX reste élevé, ce qui les laisse insatisfaits.

3. Les programmes de mise à niveau pour les PME

Le programme de mise à niveau lancé par le gouvernement algérien en 2007, il est complémentaire aux dispositifs de mise à niveau déjà existants et couvre une période de six (06) ans.

3.1. Le programme OPTIMEXPORT

Lancé en 2007, le programme visant à renforcer les capacités commerciales des PME algériennes exportatrices a débuté par l'accompagnement d'un groupe pilote de 40 entreprises (appelées challengers). Il a également inclus la formation de formateurs et de conseillers en exportation pour soutenir et encadrer les entreprises algériennes⁴¹ dans leur processus d'exportation.

3.2. Le programme du MIR-ONUUDI

⁴⁰ Oularbi S : op. cit P

⁴¹ Beztouh D (2013) ;; « Rôle de l'Etat dans la promotion et l'accompagnement des PME exportatrices en Algérie. Communication présentée à la Journées d'étude organisées par le département des sciences commerciales en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Soummam de Béjaïa (CCISB) Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? Les jours 24 et 25 juin 2013.

Initié en 2000 par le Ministère de l'Industrie et des Ressources minières (MIR) en collaboration avec l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUUDI), vise à renforcer la compétitivité des entreprises en Algérie et à améliorer le climat d'investissement.⁴²

Conclusion

Au cours de ce deuxième chapitre, nous avons examiné les bases de la diversification des exportations. Cette diversification, conjuguée à une politique commerciale efficace, est essentielle pour stimuler la croissance économique et réduire la dépendance aux hydrocarbures. Pour y parvenir, il est crucial de mettre en œuvre des stratégies visant à accroître la compétitivité d'autres secteurs économiques et à pénétrer de nouveaux marchés internationaux. De plus, des réformes structurelles et des partenariats commerciaux bilatéraux peuvent renforcer la position de l'Algérie sur la scène mondiale et favoriser une croissance économique durable.

⁴² Idem

Chapitre 03 :

**Impact des investissements directs
étrangers sur la diversification des
Exportations en Algérie. Étude avec le
Modèle ARDL**

CHAPITRE 03 : IMPACT DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ÉTRANGERS SUR LA DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS EN ALGÉRIE. ÉTUDE AVEC LE MODÈLE ARDL

Introduction :

La diversification des exportations est considérée comme un élément central pour renforcer la résilience économique et favoriser une croissance durable. Un portefeuille d'exportations varié permet généralement aux pays de bénéficier d'une meilleure stabilité macroéconomique, d'une capacité accrue à absorber les chocs, et d'une opportunité de créer davantage d'emplois. Récemment, l'accent mis sur la diversification dans le processus de développement économique s'est intensifié, en raison de plusieurs facteurs, dont la volatilité des prix des matières premières et les crises qui ont freiné la croissance mondiale. Ces éléments ont exposé la vulnérabilité des économies nord-africaines aux chocs externes, malgré leur faible intégration dans les marchés mondiaux, et ont mis en lumière la nécessité d'une transformation structurelle profonde¹. Dans ce cadre, l'investissement direct étranger (IDE) occupe une place croissante, jouant un rôle fondamental dans la promotion de la croissance économique et de la diversification de nombreux pays.

Ce chapitre a pour objectif d'évaluer empiriquement l'impact des investissements étrangers sur la diversification des exportations en Algérie entre 1995 et 2021. Afin d'atteindre notre objectif, nous allons, dans un premier temps, Étudier la relation entre les IDE et la diversification des exportations, et présenter l'expérience de quelques pays qui ont réussi leur diversification par le biais de l'IDE. Dans un second temps, nous allons présenter la méthodologie empirique adoptée et les variables de l'étude. Enfin, nous allons présenter les résultats des estimations, en utilisant la méthode de cointégration ARDL.

¹ Moussir, C., & Tabit, S. (2016). Diversification des exportations et transformation structurelle au Maroc: Quel rôle pour les IDE ? équilibres externes, Compétitivité et Processus de Transformation Structurelle de l'Économie, OCP Policy Center.

Section 1 : La relation entre les IDE et la diversification des exportations

Dans cette section nous allons Étudier l'impact des IDE sur la diversification des exportations, ensuite nous présenterons les expériences de quelques pays. Enfin, nous présenterons une revue de la littérature sur la relation entre l'IDE et la diversification des exportations.

1. Impact des IDE sur la diversification Économique

La contribution de l'investissement Étranger direct (IDE) l'expansion des industries et des secteurs est cruciale pour la diversification Économiques. En simplifiant, la diversification Économiques implique la transition d'une source de revenus unique plusieurs sources².

L'IDE est un élément clé qui facilite cette diversification en introduisant de nouvelles technologies, pratiques et ressources qui transforment les industries et ouvrent de nouvelles opportunités.

Son impact se manifeste par la création de nouvelles industries, le développement de technologies innovantes, l'extension des industries existantes et la génération d'emplois supplémentaires. Dans ce qui suit, nous allons présenter les retombées positives des IDE sur la diversification des exportations. Cet impact se présente ainsi :

- ✚ Développement de nouvelles industries et secteurs : Les investissements directs Étrangers (IDE) peuvent favoriser l'Émergence de nouvelles industries et secteurs autrefois inexistantes. Par exemple, l'afflux d'IDE dans le domaine des Énergies renouvelables a permis de créer des industries comme celles de l'Énergie éolienne et solaire, devenant ainsi d'importantes sources de revenus pour de nombreux pays. De plus, les IDE peuvent contribuer l'apparition de nouveaux secteurs dans des domaines tels que la technologie, les soins de santé et l'Éducation, diversifiant ainsi l'Économie d'un pays.

² Diversification économique rôle d'IDE dans l'expansion des industries et des secteurs, disponible sur le site : <https://fastercapital.com/fr/contenu/Diversification-economique--role-d-IDE-dans-l-expansion-des-industries-et-des-secteurs.html>

- ✚ Développement de nouvelles technologies: L'investissement Étranger direct peut stimuler l'adoption de nouvelles technologies, propulsant ainsi l'Évolution des industries et favorisant une diversification Économiques.
- ✚ Expansion des industries existantes : L'Investissement étranger Direct (IDE) peut aussi faciliter l'expansion des industries déjà établies, favorisant ainsi la diversification économique.
- ✚ Création de nouveaux emplois : L'Investissement étranger Direct (IDE) a le potentiel de générer de nouveaux postes de travail dans différents domaines et secteurs, ce qui favorise la diversification économique. Par exemple, en encourageant la création de nouvelles industries et le développement de celles déjà existantes, cela peut entraîner la création d'emplois dans des secteurs comme la fabrication, les soins de santé et la technologie. Ces initiatives peuvent contribuer à abaisser les taux de chômage, accroître les revenus et améliorer le niveau de vie global.

2. Expérience de quelques pays

Dans ce qui suit nous examinerons des Études de cas réussis de diversification par le biais de l'IDE et son impact sur la croissance économique de ces pays³.

2.1. Dubaï, Émirats arabes unis

Aux Émirats Arabes Unis, comme dans d'autres pays exportateurs de pétrole du Golfe, l'interventionnisme étatique avait pour objectif de soutenir les secteurs privés naissants. Cette stratégie a encouragé des investissements massifs dans de grands complexes industriels afin de renforcer la base productive de l'économie et de diversifier les sources de revenus. Le secteur industriel a enregistré des avancées notables, notamment une augmentation du nombre d'entreprises⁴. Ces activités ont été favorisées par des coûts de main-d'œuvre et d'énergie compétitifs, des incitations fiscales attractives et une stabilité politique.

Dubaï illustre bien cette diversification via les investissements directs étrangers (IDE). Initialement axée sur le pétrole et le gaz, Dubaï a amorcé sa diversification dans les années

³ Diversification économique rôle d'IDE dans l'expansion des industries et des secteurs, disponible sur le site : <https://fastercapital.com/fr/contenu/Diversification-economique--role-d-IDE-dans-l-expansion-des-industries-et-des-secteurs.html>

⁴ Mancera I., Mimoun L. (2023), Diversification économique : Expériences de quelques pays pétroliers, la revue du développement et des perspectives pour recherche et Étude, VOOLL :: 08 - N 01, Juin 2023, p 384-401

Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

1990, avec des investissements gouvernementaux importants dans les infrastructures et le tourisme, attirant ainsi des IDE à l'échelle mondiale. Aujourd'hui, Dubaï est un centre mondial pour le tourisme, la finance et la logistique, avec une économie diversifiée englobant des secteurs tels que l'immobilier, la construction et le commerce de détail.

Les investissements publics dans les infrastructures, notamment les aéroports, les ports et les autoroutes, ont joué un rôle crucial dans l'attraction des IDE et le soutien à la croissance de ces industries.

2.2. L'Indonésie

L'Indonésie est souvent citée comme un exemple de pays riche en ressources naturelles, notamment en hydrocarbures, qui a su diversifier son économie et éviter le piège de la dépendance à la rente. Situé en Asie du Sud-Est, ce pays dispose de ressources variées et abondantes. Il est l'un des principaux exportateurs mondiaux de charbon vapeur, d'étain raffiné, d'or, de bauxite, de plomb, de zinc et de cuivre. L'Indonésie occupe également la première place en tant que producteur et exportateur d'huile de palme, et se classe deuxième pour la production de caoutchouc, de café robusta et de produits de la pêche. Bien que l'industrie pétrolière et gazière soit en déclin, elle demeure une source importante de devises pour l'archipel⁵.

2.3. Vietnam : Le Vietnam a amorcé une transition d'une économie planifiée vers un système de marché dans les années 1980, ouvrant ainsi la voie aux investissements directs étrangers (IDE). Ces dernières décennies, les IDE ont joué un rôle clé dans le développement de secteurs tels que le textile, l'électronique et la fabrication. Aujourd'hui, le Vietnam se distingue comme l'une des économies à la croissance la plus rapide en Asie du Sud-Est, avec une économie diversifiée couvrant des industries telles que l'agriculture, l'exploitation minière et le tourisme.

2.4. Malaisie : La Malaisie a exploité les investissements directs étrangers (IDE) pour stimuler le développement de secteurs clés tels que l'électronique, l'automobile et l'aérospatiale. Le gouvernement malaisien a mis en place une politique proactive pour attirer ces investissements, en proposant des incitations comme des exonérations fiscales, l'amélioration des infrastructures et la simplification des réglementations. Ces efforts ont permis à la Malaisie de devenir un hub de fabrication technologique avancée, attirant des entreprises de premier plan telles qu'Intel, Motorola et Honeywell. Par ailleurs, les investissements publics dans l'éducation et la formation

⁵ Idem p 384-401.

ont joué un rôle essentiel dans la création d'une main-d'œuvre qualifiée pour soutenir ces industries.

3. Revue de la littérature sur la relation entre l'investissement direct Étranger et la diversification

La question de la diversification n'est pas récente dans la littérature. Elle représente un enjeu majeur pour le développement économique. De nombreuses contributions Économiques ont montré les avantages procurés par la diversification en termes de dilution des risques, de même que les théories de la croissance et du développement ont mis en évidence l'apport de la diversification au processus de développement.

Iwamoto et Nabeshima (2012)⁶ analysent l'effet des flux entrants et du stock d'IDE sur la diversification et la sophistication des paniers d'exportation des pays hôtes entre 1980 et 2007. En utilisant un modèle dynamique de données de panel, ils montrent qu'un afflux d'IDE avec un décalage de cinq ans est positivement corrélé avec la diversification et la sophistication des exportations ainsi qu'avec une croissance économique durable. Ils soutiennent qu'un transfert de capacités réussi vers et par les entreprises locales est possible. Ils constatent Également que ces impacts positifs des IDE ne se manifestent que dans les pays en développement.

Tadesse et Shukralla (2011) ont démontré qu'une augmentation du volume des IDE favorise la diversification des exportations. De plus, l'ampleur de cet effet varie considérablement entre les pays, selon la phase de diversification dans laquelle ils se trouvent. Pour arriver ces conclusions, des méthodes paramétriques et semi-paramétriques ont été appliquées un échantillon de 131 pays, couvrant la période de 1984 à 2004.

Jayaweera (2009)⁷, quant à lui, a développé un modèle utilisant des variables instrumentales pour estimer la relation entre les IDE et la diversification des exportations sur un panel de 29 pays à faible revenu couvrant la période de 1990 à 2006. Il a mis en Évidence un impact positif des IDE sur la diversification des exportations et a souligné le rôle des externalités comme mécanisme explicatif de ce résultat. Les résultats économétriques indiquent Également que cet effet s'inverse pour les pays exportant principalement du pétrole et des ressources naturelles, où les IDE entraînent une plus grande concentration.

⁶ Iwamoto, M. Nabeshima, K. (2012), Can FDI promote Export Diversification and Sophistication in Host Countries? Dynamic Panel System GMM Analysis. Institute of Developing Economies.

⁷ Jayaweera, S. (2009). Foreign direct investment and export diversification in low income nations. The University of New South Wales, Australia

Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

Moussir et Tabit (2016)⁸ ont étudié le Maroc de 1980 à 2014 en utilisant la méthode des moments généralisés (GMM). Leurs résultats montrent que les investissements directs étrangers (IDE) et la formation brute de capital fixe (FBCF) ont un impact positif sur la diversification des exportations dans ce pays.

Lipsey (2002)⁹ a examiné l'impact des IDE sur les exportations pour les pays d'origine et les pays d'accueil. Ses conclusions affirment que les IDE n'auraient que peu d'influence sur les exportations des pays d'accueil. En fait, leurs effets sont conditionnés à l'environnement institutionnel et technologique du pays hôte. L'auteur utilise les salaires accordés par les multinationales comme « benchmark ». Bien que ces salaires soient supérieurs à ceux appliqués localement (entraînant un nivellement par le haut), il ne s'observe pas systématiquement une amélioration de la productivité susceptible de résulter d'un mécanisme d'incitation ou de salaire d'efficience.

De leur côté, (Kutan et Vuksic (2007)¹⁰ ont étudié l'impact des flux entrants d'IDE sur la performance des exportations dans les économies de l'Europe de l'Est et du Centre. Les auteurs ont conclu que la capacité d'offre de ces économies augmentait quand les flux d'IDE augmentent.

De même, une étude empirique réalisée au Pakistan par (Mubeen N et Ahmad N, 2016)¹¹ s'est penchée sur les déterminants et le degré de diversification des exportations au fil du temps. Selon les conclusions de cette recherche, une forte concentration géographique des exportations tend à augmenter la concentration des produits exportés, réduisant ainsi la diversification des exportations. Toutefois, les auteurs soulignent que l'investissement direct étranger, le revenu mondial et le taux de change effectif réel peuvent jouer un rôle crucial dans l'amélioration de cette diversification.

⁸ Moussir, C., & Tabit, S. (2016). Diversification des exportations et transformation structurelle au Maroc: Quel rôle pour les IDE ? Equilibres externes, Compétitivité et Processus de Transformation Structurelle de l'Economie, OCP Policy Center.

⁹ Lipsey, R. E., 2002. Home and host country effects of fdi. NBER Working Paper (9293)

¹⁰ Kutan, A. M., Vuksic, G., 2007. Foreign direct investment and export performance: empirical evidence. *Comparative Economics Studies* 49 (3), 430–445.

¹¹ Mubeen, N. and Ahmad, N. (2016). Towards Measurement and Determinants of Export Diversification : An Empirical Analysis of Pakistan. *Pakistan Journal of Commerce and Social Sciences*, Vol. 10, No. 3, pp. 588-605

Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

Fayou H (2018¹²), a étudié la relation entre les investissements directs Étrangers (IDE) et performance des exportations. Ainsi, l'analyse est menée travers un modèle de données de panel dynamique de 23 pays en développement. Et estimé par la méthode SGMM. Ainsi, l'analyse des résultats affirme l'existence d'un effet positif relation entre les flux d'investissements directs étrangers et la performance des exportations.

Récemment, Touati K, Keddari N, et Azib, S (2023), ont analysé les effets des investissements directs Étrangers (IDE) sur la diversification des exportations en Algérie. L'approche ARDL a été utilisée pour modéliser le dynamique long terme et court terme de l'impact des flux d'IDE sur la structure des exportations durant la période 1995-2019. Les résultats indiquent que les IDE ont des effets positifs sur la diversification des exportations. L'Étude préconise l'adoption d'une politique d'attractivité des IDE visant les secteurs non-hydrocarbures¹³.

Section 2 : Présentation des données, méthodologie et les résultats

Cette section comprend les Étapes suivantes, l'identification des variables et leurs sources, les tests de racine unitaire, et les tests de cointégration, test d'autocorrélation, Test de robustesse. Et la validité du modèle.

1. Présentation des données de l'étude

En se basant sur la littérature théorique et empirique, nous présenterons les variables de l'étude qui sont les suivantes :

1.1. La variable explicative

✚ **L'indice de concentration(IC)** : Également connu sous le nom d'indice de Herfindahl-Hirschmann (HHI des produits), mesure le degré de concentration des exportations d'un pays en fonction des produits exportés. Plus cet indice se rapproche de 1, plus la concentration est élevée.

¹² Fayou. H. (2018), « Le lien entre les investissements direct Étrangers et la performance des exportations : cas des pays en voie de développement ». 2018.hal-01695881

¹³ Touati,K., Keddari,N., Azin ,S.(2023), « Les effets des IDE sur la diversification des exportations en Algérie : Modèle ARDL »,revue nouvelle Économie, Volume : 14/N01(2023) ;p 719-739.

1.2. Les variables explicatives

Les variables explicatives sont les suivantes :

- ✚ **Le produit intérieur (PIB):** est un indicateur économique qui évalue la production de biens et services à l'intérieur d'un pays sur une période donnée.
- ✚ **L'investissement direct étranger IDE :** sont un élément moteur de la multinationalisation des entreprises et recouvrent aussi bien les créations de filiales à l'étranger que les fusions-acquisitions transfrontières ou les autres relations financières, notamment les prêts et emprunts intra-groupes.
- ✚ **Ouverture commerciale :** le degré d'ouverture de l'économie reflète le degré d'exposition ou de participation du pays d'accueil dans le commerce international et peut être aussi un facteur parmi d'autres qui est largement utilisé dans la littérature économique.

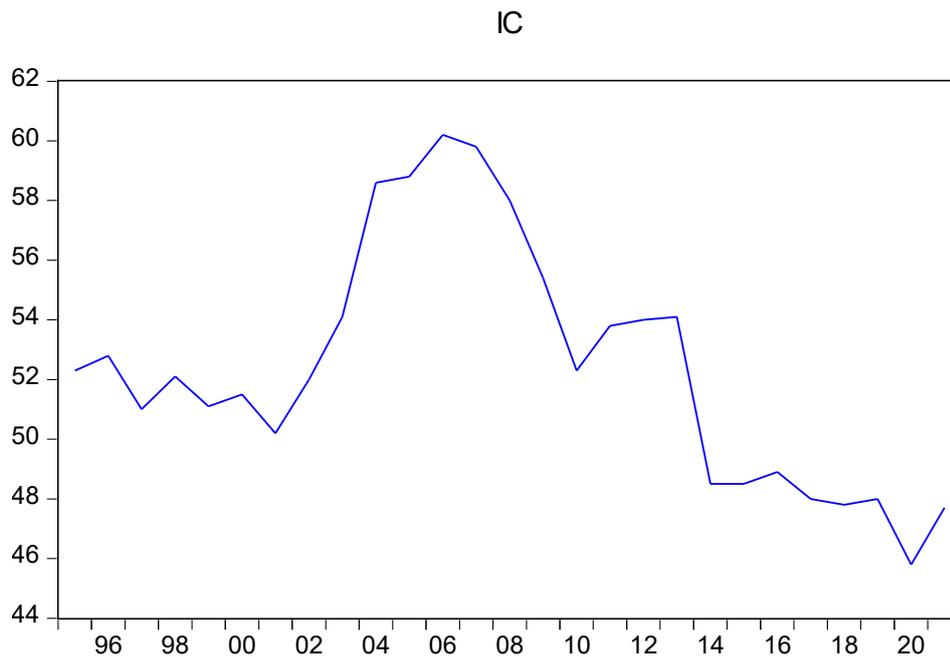
1.3. Les sources de données

Notre étude empirique est basée sur l'analyse des séries temporelles annuelle sur la période allant de 1995 à 2021. Les données de l'étude sont issues de la base des données de la banque mondiale, la CNUCED, et héritage fondation.

1.4. Présentation graphique des variables

Dans ce qui suit, nous allons présenter l'évolution graphique des variables.

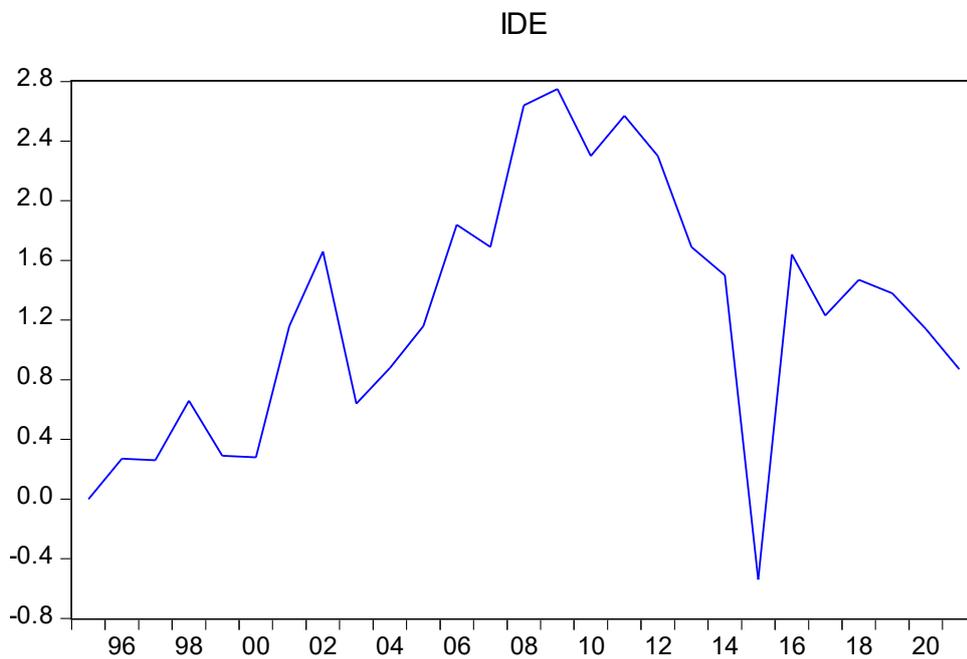
Figure 07 : Évolution de l'indice de concentration



Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 9

À partir de ce graphique, nous expliquerons l'Évolution de l'indice de concentration de l'Algérie entre 1995 et 2021. En 1995, l'indice se situe une valeur élevée de 0,52, qui augmente légèrement 0,53 en 1996, avant de diminuer progressivement pour atteindre 0,52 en 2002. Ensuite, la concentration des exportations augmente considérablement entre 2002 et 2006, l'indice passant de 0,52 0,60, indiquant une diminution de la diversification. De 2006 2019, l'indice de concentration diminue de 0,60 0,47, ce qui s'explique par la chute des prix du pétrole en 2014, favorisant une augmentation de la diversification.

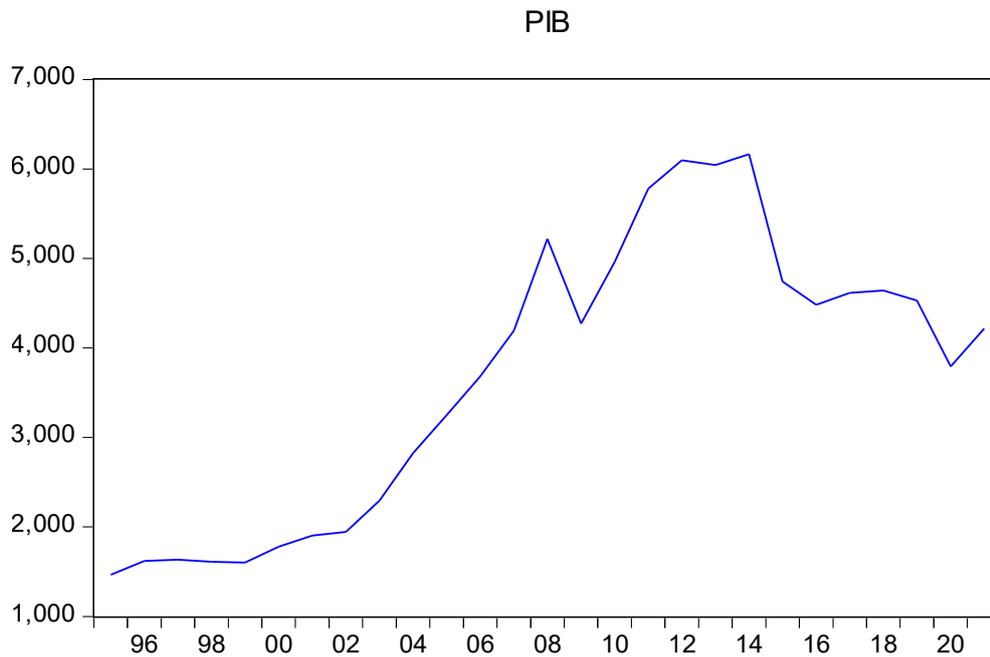
Figure 08 : Investissements étrangers directs, entrées nettes (BDP, \$ US courants) milliards de dollar



Source : établi par nos soins à partir d'EvIEWS 9

À partir de ce graphique, nous analyserons l'évolution de l'IDE en Algérie entre 1995 et 2019. On observe une augmentation des IDE de 0 à 0,66 entre 1995 et 1998. En 1999, une légère diminution à 0,29 est constatée, suivie d'une baisse à 0,28 en 2000. En 2001, la valeur des flux d'IDE a culminé à 1,66. De 2001 à 2009, le taux de croissance de l'investissement a accéléré, atteignant de 2,75 en 2009. Après 2009, une légère baisse a été enregistrée, suivie d'une décélération continue jusqu'en 2014 atteignant 1,5. En 2015, les IDE en Algérie ont enregistré des flux négatifs de -0,54. En 2016, une augmentation à 1,64 a été observée, suivie d'une petite baisse à 1,23 en 2017. L'année suivante, l'IDE a recommencé à augmenter légèrement.

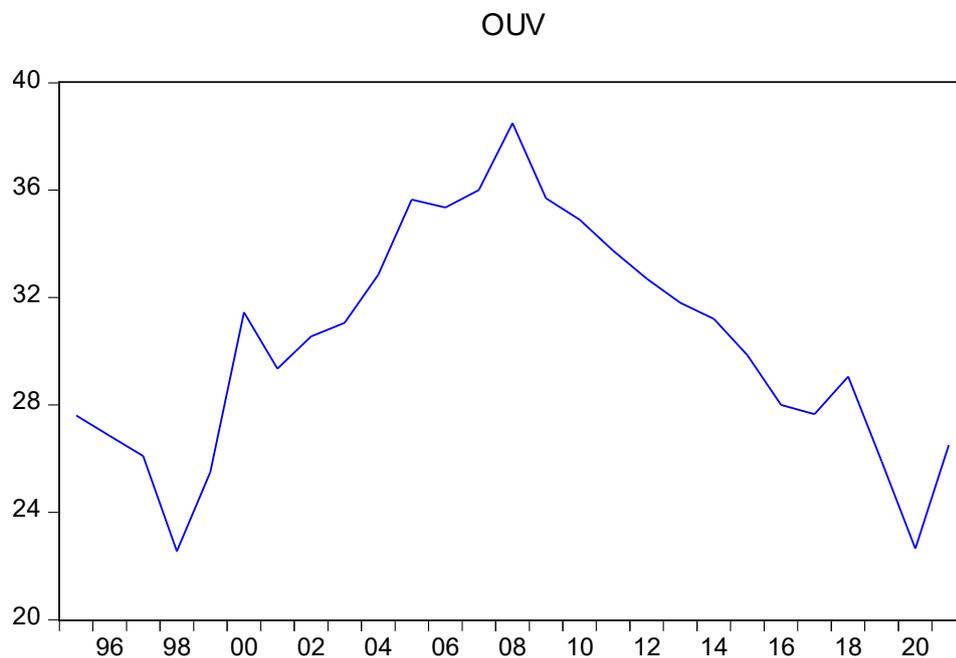
Figure 09 : Évolution du PIB



Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 9

La figure 09 illustre l'Évolution du PIB en Algérie. Entre 1995 et 2021, le PIB est passé de 1466,5 à 6164,6 entre 1995 jusqu'à 2014 en grande partie grâce à une relance budgétaire significative résultant de la mise en œuvre des programmes de dépenses de l'état financés par l'augmentation des recettes des hydrocarbures. Cependant, entre 2015 et 2020, le PIB a diminué, passant de 4741,5 à 3794,4.

Figure 10 : Évolution d'ouverture commerciale



Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 9

La figure 10 illustre l'Évolution du degré d'ouverture de commerce en Algérie entre 1995 et 2021. On observe une diminution durant l'année 1995 à 1998 de 27,6 à 22,55, suivie d'une augmentation en 1999 à 2008 de 38,5. Ensuite, le taux d'ouverture baisse de 38,5 à 22,65 de 2008 à 2020. à Partir de 2021, la série montre une augmentation tout au long de cette période.

2. Méthodologie de l'étude

La technique de cointégration peut être utilisée pour détecter les relations de long terme entre la série chronologique. Il existe plusieurs exemples, en utilisant, la méthode basée sur les résidus par Engle et Granger(1987) et sur la base de procédure de moindre carrée ordinaires modifiées par Phillips and Hansen (1990). Pour ces techniques de cointégration, la limite la plus importante est que toutes les séries ont le même ordre d'intégration¹⁴.

Récemment, une nouvelle approche de cointégration a été trouvée par Pesaran et al., (2001) nommée ARDL (autoregressive-distributedlag). Elle est plus appropriée pour tester l'existence

¹⁴ Kibala Kuma J. (2018), « Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Toda-Yamamoto : éléments de théorie et pratiques sur logiciels ». Licence. Congo-Kinshasa. 2018., p 7

Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

des relations de long terme dans des échantillons de petite taille et, contrairement à l'approche de Johansen et Juselius (1990), elle permet de les tester entre des variables dont les ordres d'intégration sont différents (SenayAcikgoz et MerterMert, 2010).

Le modèle autorégressif retards échelonnés (ARDL) a un important avantage qui réside dans le fait qu'il n'est pas nécessaire pour son application que toutes les variables soient d'ordre 1(I(1)) comme l'a indiqué Johansen (1988et1996). En fait, ce modèle peut Être appliqué même si on a des variables de différents ordres(I(0) et I(1))dans notre travail¹⁵.

Section 3 : Présentation des résultats empiriques

Pour examiner l'effet des IDE sur la diversification des exportations en Algérie sur la période allant de 1995 jusqu'à 2021 nous utilisons l'approche ARDL car elle a plusieurs avantages.

1. Étude de la stationnarité

Les tests de racine unitaire « Unit Root Test » permettent non seulement de détecter l'existence d'une non stationnarité mais aussi de déterminer de quelle non-stationnarité il s'agit (processus TS ou DS) et donc la bonne méthode pour stationnariser la série¹⁶. On peut distinguer entre trois principaux tests de la racine unitaire : Dickey-Fuller (1979, 1981) et Phillips-Perron (1988) et KPSS.

Avant de procéder à l'application de test de limite (Bounds test), nous devons nous en assurer, tout d'abord, qu'aucune des séries considérées dans notre analyse ne soit intégrée d'ordre 2 [I(2)] ou plus. En effet, la présence d'une série I(2) ou plus invalide la procédure de tests de limite. Ainsi, nous avons utilisé deux tests de racines unitaires, le test Dicky-Fuller Augmenté (ADF). Le tableau 05 rapporte les résultats du test ADF appliqué aux différentes séries.

¹⁵ Farjallah N., Abdelhamid M. (2017), « Effet de l'instabilité des institutions politiques sur la croissance économique en Tunisie : une approche par le modèle ARDL », *International Journal of Economics & Strategic Management of Business Process (ESMB)*, Vol.8, Issue 2, pp. 148-157.

¹⁶ Bourbonnais R. (2015), «Économétrie: Cours et exercices corrigés, édition Dunod, 9ème édition, Paris, p 248

Tableau 06 : Test de racine unitaire (voir l'annexe)

	En niveau		Première différence		Ordre d'intégration
	T-Statistique	plus-value	T-Statistique	plus-value	
LIC	-1,431096	0,8269	-4,473972	0,0001	I(1)
LPIB	-0,376495	0,9831	-3,937223	0,0004	I(1)
LOUV	-1,382430	0,8422	-4,724742	0,0000	I(1)
LIDE	-2,487237	0,3310	-7,179989	0,0000	I(1)

Source : établi par nos soins à partir d'Eviews 09

Les résultats des tests de racine unitaire montrent donc qu'aucune des séries n'est intégrée à un ordre supérieur à 1 et qu'elles sont toutes intégrées au même ordre I(1), par conséquent les conditions requises pour effectuer le test de cointégration en utilisant l'approche ARDL sont satisfaites.

2. Test de cointégration de Pesaran et al. (2001)

Nous avons signalé que le test de cointégration aux bornes de pesaran et al. (2001) était adapté pour nos séries. Aussi, rappelons qu'il y a deux étapes suivre pour appliquer le test de cointégration de Pesaran :



Déterminer le décalage optimal avant tout (AIC, SIC) ;



Recourir au test de Fisher pour tester la cointégration entre séries.

a) Décalage optimal et estimation du modèle ARDL

Nous allons nous servir du critère d'information (AIC) pour sélectionner le modèle ARDL optimal, celui qui offre des résultats statistiquement significatifs avec les moins des paramètres.

Ci-dessous les résultats d'estimation du modèle ARDL optimal retenu :

Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

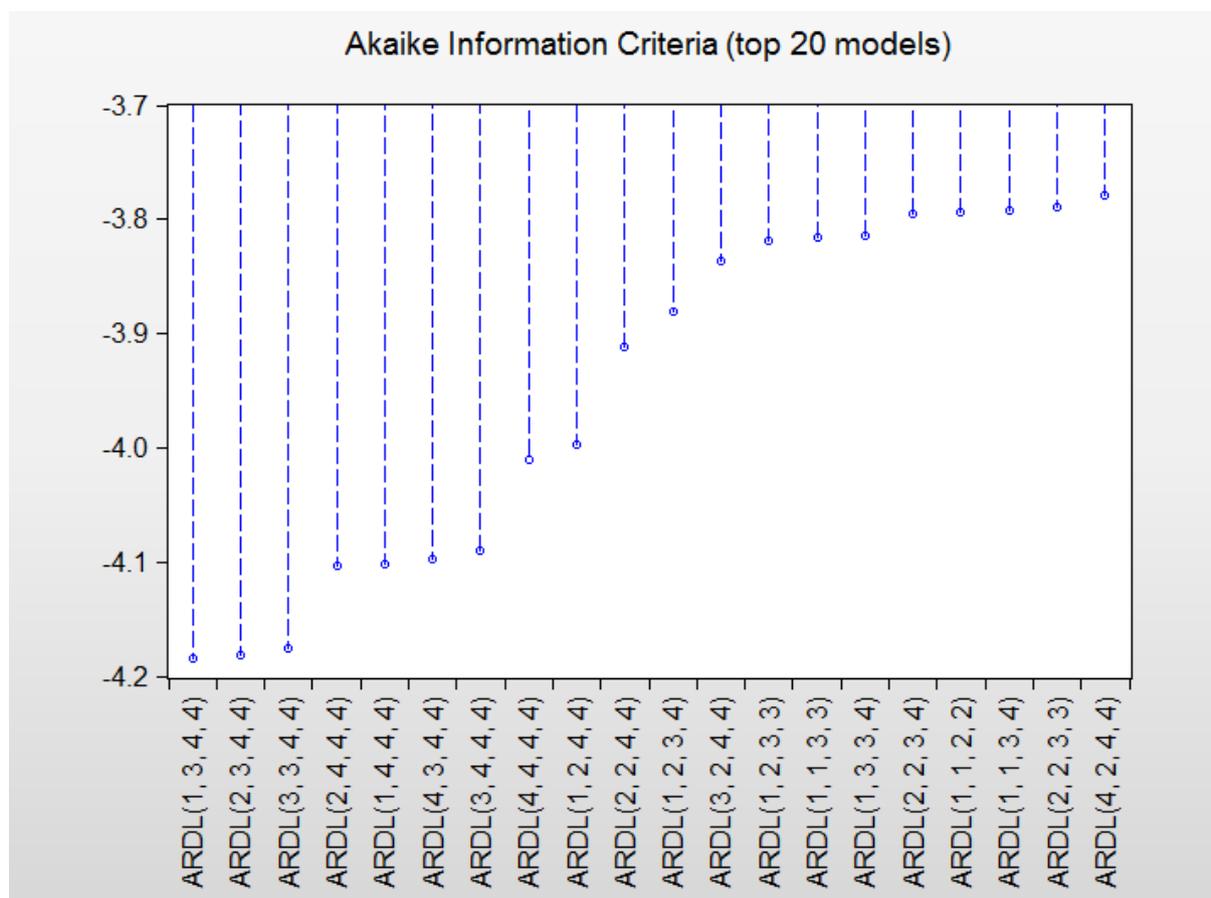
Tableau 07 : Estimation du modèle ARDL (1, 3, 4, 4)

Dependent Variable: LIC
 Method: ARDL
 Date: 10/01/24 Time: 15:52
 Sample (adjusted): 1999 2021
 Included observations: 23 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): IDE LOUV LPIB
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 500
 Selected Model: ARDL(1, 3, 4, 4)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LIC(-1)	-0.719941	0.408453	-1.762607	0.1213
IDE	0.009483	0.013087	0.724609	0.4922
IDE(-1)	-0.030445	0.011685	-2.605503	0.0351
IDE(-2)	-0.040208	0.016884	-2.381440	0.0488
IDE(-3)	-0.018262	0.012288	-1.486092	0.1808
LOUV	0.086336	0.138188	0.624773	0.5519
LOUV(-1)	-0.060146	0.126311	-0.476170	0.6485
LOUV(-2)	0.137740	0.134748	1.022203	0.3407
LOUV(-3)	0.284475	0.161694	1.759347	0.1219
LOUV(-4)	0.348330	0.172877	2.014897	0.0838
LPIB	0.245757	0.082152	2.991483	0.0202
LPIB(-1)	0.157209	0.093816	1.675723	0.1377
LPIB(-2)	-0.023330	0.098037	-0.237970	0.8187
LPIB(-3)	-0.165687	0.098877	-1.675686	0.1377
LPIB(-4)	-0.275362	0.113507	-2.425955	0.0457
C	4.626589	1.163255	3.977279	0.0053
R-squared	0.965939	Mean dependent var		3.957203
Adjusted R-squared	0.892952	S.D. dependent var		0.082525
S.E. of regression	0.027001	Akaike info criterion		-4.184180
Sum squared resid	0.005103	Schwarz criterion		-3.394271
Log likelihood	64.11807	Hannan-Quinn criter.		-3.985520
F-statistic	13.23430	Durbin-Watson stat		2.395674
Prob(F-statistic)	0.001022			

Source : établi par nos soins à partir d'Eviews 09.

Figure 11 : Critère d'information Akaike



Source : établi par nos soins à partir d'Eviews 09

La détermination de ce retard est un préalable avant d'effectuer le test de cointégration. Il correspond au retard qui minimise les critères d'information AIC et SCI. Pour le choix du nombre des retards, nous avons utilisé le critère d'information Schwarz (AIC), comme l'indique la figure 11. Les vingt meilleurs modèles, selon le critère d'information (AIC), sont le modèle ARDL (1, 3, 4, 4) considéré comme le modèle optimal car il offre la plus petite valeur de AIC. Les résultats sont consignés dans la figure 11.

b) Test de cointégration aux bornes

L'approche de test Bounds a été utilisée pour déterminer la présence de cointégration entre les séries. La procédure de test Bounds est basée sur le F-statistiques communes. Si la statistique F calculée est supérieure la valeur critique supérieure, l'hypothèse nulle d'absence de

Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

cointégration peut être rejetée, indépendamment des ordres de l'intégration des variables. Si la statistique F calculée est inférieure la valeur inférieure critique, l'hypothèse nulle d'absence de cointégration ne peut être rejetée. Toutefois, si le F-statistique calculée tombe entre les valeurs critiques inférieures et supérieures, le résultat est peu concluant¹⁷.

Une fois qu'il est Établi que les variables sont I (1), l'étape suivante consiste tester l'existence de toute relation de cointégration entre les variables indépendantes et la variable dépendante.

Tableau 08: ARDL Bound Test

ARDL Bounds Test		
Date: 10/01/24 Time: 15:53		
Sample: 1999 2021		
Included observations: 23		
Null Hypothesis: No long-run relationships exist		
<hr/>		
Test Statistic	Value	k
<hr/>		
F-statistic	4.915518	3
<hr/>		
Critical Value Bounds		
<hr/>		
Significance	I0 Bound	I1 Bound
<hr/>		
10%	2.72	3.77
5%	3.23	4.35
2.5%	3.69	4.89
1%	4.29	5.61
<hr/>		

Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 09

Les résultats de la procédure « bounds test » montrent que la statistique de Fisher (F=4,91) est supérieure à la borne supérieure de l'intervalle des valeurs critique correspond au niveau de d'erreur de 1%. Donc on rejette l'hypothèse d'absence de relation de long terme, nous concluons qu'il existe une relation de cointégration long terme pour le modèle estimé.

¹⁷ Idem p 148-157.

3. Les Résultats des dynamiques à long terme et à court terme

Les résultats d'estimations des modèles de court terme et de long terme sont présentés dans les tableaux ci-après.

3.1. La dynamique de long terme :

Pour estimer les coefficients de la relation de long terme, la méthode utilisée est celle de Pesaran et al. (2001) basée sur l'estimation des modèles vectoriels autorégressifs retards échelonnés (ARDL). Le tableau ci-dessous présente les coefficients du long terme estimés, qui représentent également les élasticités à long terme.

Tableau 09 : La relation long terme

Long Run Coefficients				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE	-0.046183	0.012635	-3.655111	0.0081
LOUV	0.463234	0.075394	6.144210	0.0005
LPIB	-0.035707	0.019498	-1.831315	0.1097
C	2.689969	0.206664	13.016120	0.0000

Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 09

Les résultats de l'estimation de la relation de long terme du modèle révèlent que l'IDE impacte positivement la diversification des exportations. En effet une augmentation de 1% de l'IDE engendre une diminution de IC de 0,04% .Ce résultat est conforme aux prédictions théoriques et empiriques, réalisé par ((Kutan et Vuksic (2007), Fayou H (2018), Pakistan par (Mubeen N et Ahmad N, 2016) Touati K, Keddari N, et Azin S. (2023).

Les résultats de l'estimation de la relation de long terme du modèle de long indiquent que le PIB impacte positivement la diversification des exportations en Algérie. En effet, une augmentation de 1% entraine une diminution de l'indice de diversification de 0,035. Ce résultat s'accorde avec les études empiriques antérieures réalisées par Mubeen N et Ahmad N, 2016) et Touati K, Keddari N, et Azin S. (2023).

Contre toute attente le degré de liberté du commerce est non significatif ce qui est ont désaccords avec les Études empirique réalisées antérieurement.

Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

3.2. La dynamique de court terme :

Les relations de court terme qui sont présentées dans le tableau 09.

Tableau 10: Estimation de la relation de court terme

ARDL Cointegrating And Long Run Form
 Dependent Variable: LIC
 Selected Model: ARDL(1, 3, 4, 4)
 Date: 10/01/24 Time: 15:58
 Sample: 1995 2021
 Included observations: 23

Cointegrating Form				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE)	0.009483	0.013087	0.724609	0.4922
D(IDE(-1))	0.040208	0.016884	2.381440	0.0488
D(IDE(-2))	0.018262	0.012288	1.486092	0.1808
D(LOUV)	0.086336	0.138188	0.624773	0.5519
D(LOUV(-1))	-0.137740	0.134748	-1.022203	0.3407
D(LOUV(-2))	-0.284475	0.161694	-1.759347	0.1219
D(LOUV(-3))	-0.348330	0.172877	-2.014897	0.0838
D(LPIB)	0.245757	0.082152	2.991483	0.0202
D(LPIB(-1))	0.023330	0.098037	0.237970	0.8187
D(LPIB(-2))	0.165687	0.098877	1.675686	0.1377
D(LPIB(-3))	0.275362	0.113507	2.425955	0.0457
CointEq(-1)	-1.719941	0.408453	-4.210871	0.0040

Cointeq= LIC - (-0.0462*IDE + 0.4632*LOUV -0.0357*LPIB + 2.6900)

Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 09.

Les résultats du test de limites ont montré qu'il existe bel et bien une relation de long terme entre les deux variables et ce qui est confirmé par le modèle correction d'erreur. En effet, on retrouve, comme prévu, un coefficient d'ajustement qui est négatif (-1,71), compris entre 0 et -1 et fortement significatif (Probabilité=0.00). La valeur du coefficient peut être interprète comme la vitesse d'ajustement ou de retour à l'équilibre (à la relation de long terme) après une déviation court terme.

Contrairement aux résultats à long terme l'IDE, OUV demeurent non significatif. Les résultats montrent Également que le PIB est significatif à court terme. En effet une augmentation de 1% de PIB engendre une augmentation de 0,24% de l'indice de concentration. Ce qui est en désaccord avec les autres études empiriques (on devrait avoir un signe négatif du PIB)

4 .Test de robustesse

Des tests de diagnostic ont été réalisés pour Évaluer la robustesse de notre modèle: Le test d'autocorrélation des résidus, le test de Jarque Bera pour la normalité des résidus et un test d'homoscédasticité. Ci-dessous les résultats de quelques tests qui montrent que les résidus présentent toutes les propriétés recherchées.

4.1. Le test d'autocorrélation des erreurs

Le tableau 10 présente les résultats du test d'autocorrélation de Breusch-Godfrey. Les résultats du tableau ci-dessus montrent que les résidus présentent toutes les propriétés recherchés : Le test LM d'autocorrélation des résidus confirment l'absence d'autocorrélation.

Tableau 11 : Résultats du test d'autocorrélation

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

F-statistic	4.232017	Prob. F(4,3)	0.1328
Obs*R-squared	19.53755	Prob. Chi-Square(4)	0.0006

Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 09.

La probabilité de Obs*R-squared est égale 0,13 donc elle est supérieure 0,05, on accepte $H_0=0$. Ce qui veut dire que les résidus ne sont pas auto-corrélés.

4.2. Test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey

Tableau 12 : Résultats du test d'hétéroscédasticité

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

F-statistic	0.517487	Prob. F(15,7)	0.8654
Obs*R-squared	12.09385	Prob. Chi-Square(15)	0.6719
Scaled explained SS	2.190606	Prob. Chi-Square(15)	0.9999

Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 09

Les résultats du test d'hétéroscédasticité de Breusch-Pagan-Godfrey permettent de conclure que les erreurs sont homoscédastiques au seuil de 5%. La probabilité de F $F(15,7)=0.86$, et

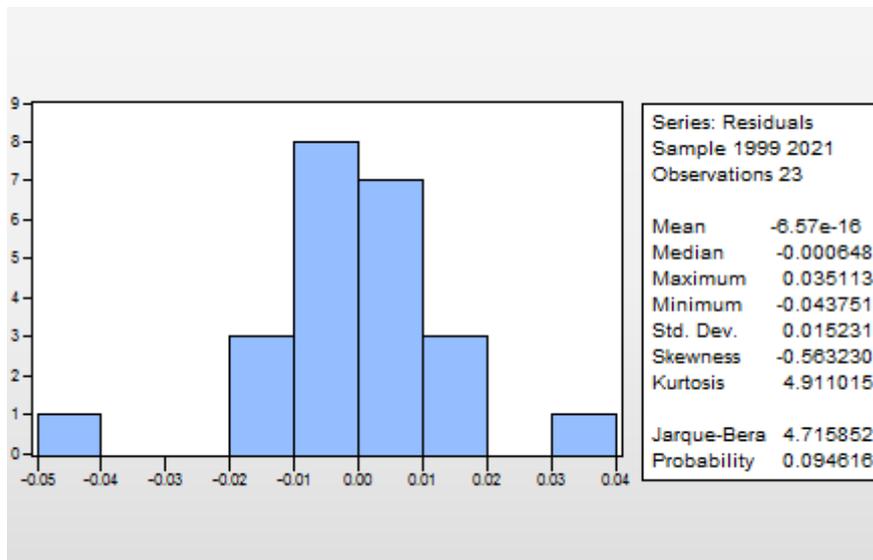
Chapitre 03 : Impact des investissements directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL

prob chi-square(15)=0,67 ce qui nous permet de valider l'hypothèse nulle d'homoscédasticité H_0 . Le modèle est donc homoscédastique.

4.3. Test de normalité des résidus

Les résultats test indiquent que la p-value associée la statistique de Jarque-Bera est supérieure à 5%, ce qui nous permet de valider l'hypothèse de normalité des résidus.

Figure 12: Résultats du test de normalité

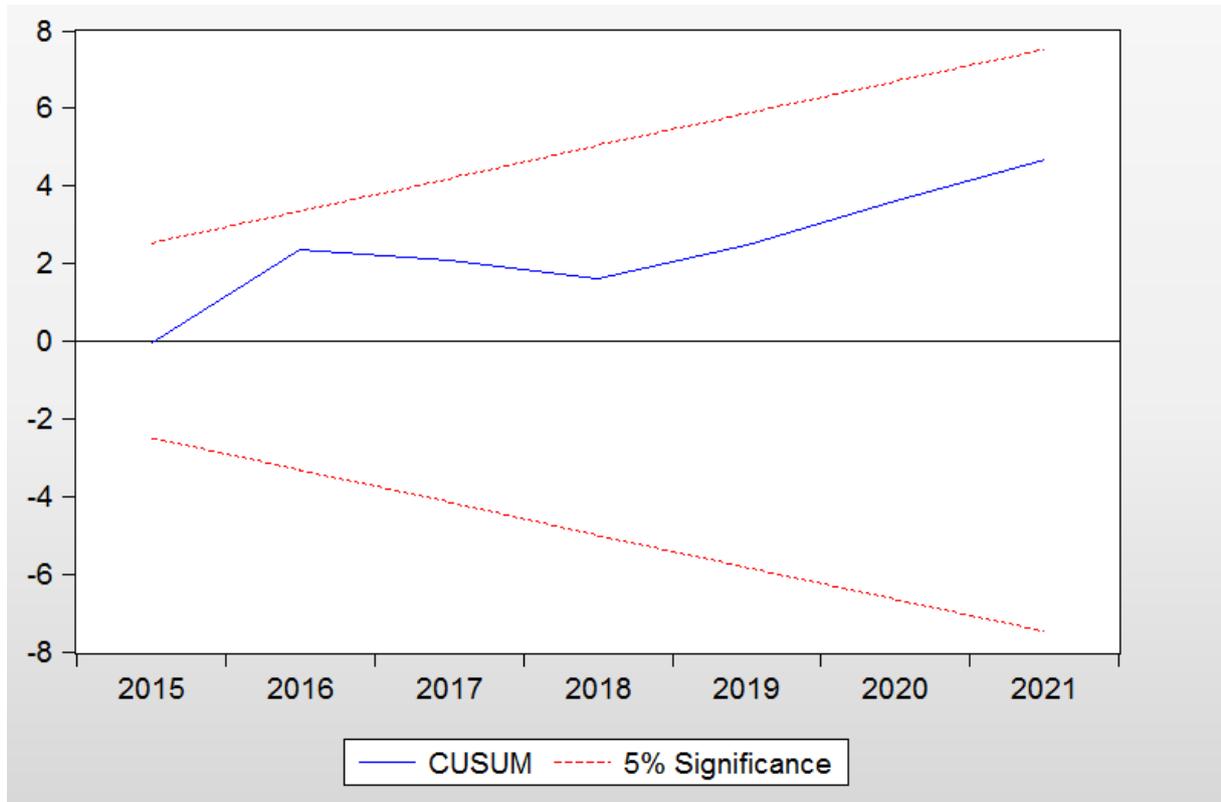


Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 09.

5. Test de stabilité

Afin de vérifier la stabilité des paramètres de notre modèle ARDL estimé long terme. Nous nous appuyons sur les tests "CUSUM" et "CUSUM-squared" pour tester la constance des paramètres du long terme. Les techniques du CUSUM fondée sur la somme cumulée des résidus récurrents et CUSUMQ fondée sur la somme cumulée du carré des résidus récurrents sont appliquées.

Figure 13 : Courbe de la somme cumulée des résidus

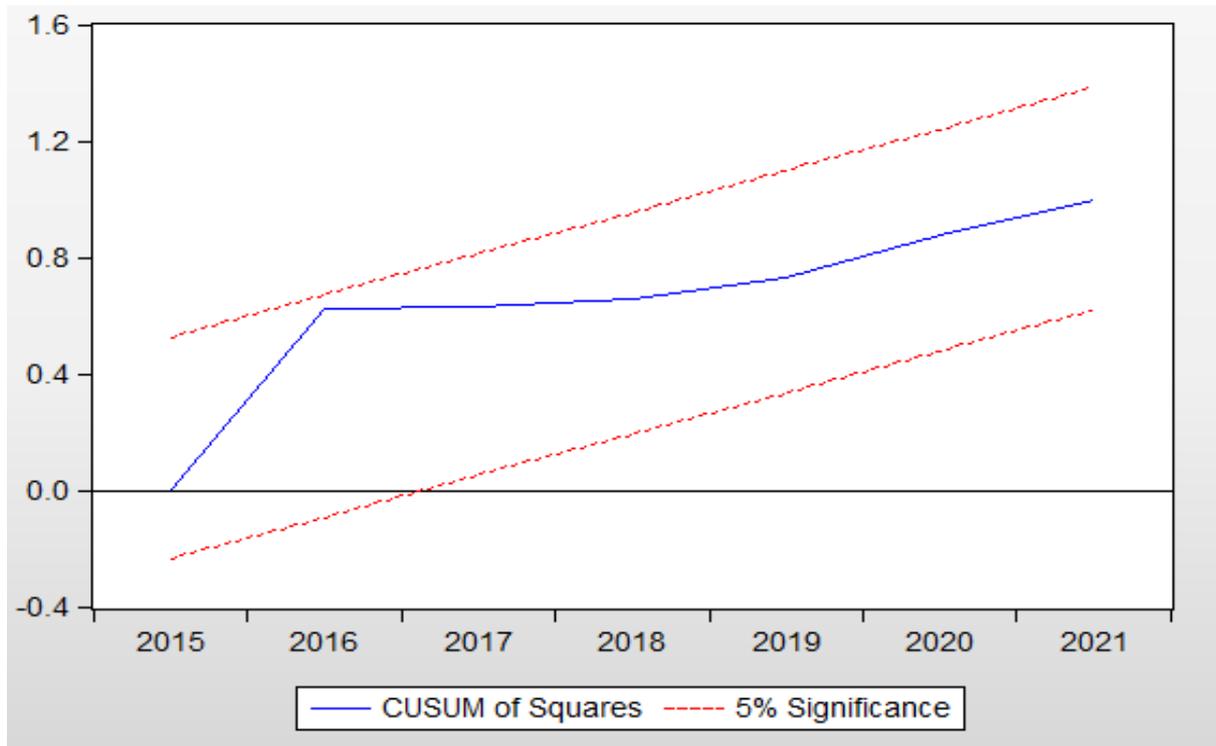


Source : Etabli par nos soins à partir d'Eviews 09.

Les résultats montrent que le graphe des statistiques du CUSUM et CUSUMQ demeurent l'intérieur de l'intervalle des valeurs critiques au seuil de 5 %, ce qui implique que les coefficients du modèle sont stables.

D'après les différents tests économétriques effectués nous concluons que notre modèle est bien spécifié, stable ainsi la robustesse économétrique du notre modèle est satisfaisante.

Figure 14: Courbe de la somme cumulée des carrés du résidu



Source : Établi par nos soins à partir d'Eviews 09.

Conclusion:

Travers ce chapitre empirique, nous avons analysé la relation entre les investissements directs Étrangers et la diversification des exportations en Algérie l'aide du modèle ARDL. Nous avons utilisé l'indice de diversification des exportations comme variable dépendante. En nous appuyant sur le cadre théorique et la revue de la littérature, nous avons sélectionné les variables explicatives suivantes : le PIB, IDE et L'OUV, sur la période allant de 1995 2021. L'analyse économétrique basée sur le modèle ARDL a révélé que les investissements directs Étrangers sont significatifs, indiquant ainsi une relation entre les IDE et la diversification des exportations.

Conclusion générale

Conclusion générale

La diversification Économique peut être une composante vitale pour réduire la dépendance l'Égard d'un seul secteur ou de l'industrie et de la promotion d'une croissance durable. Pour y parvenir, les pays doivent attirer des investissements directs Étrangers (IDE) pour diversifier leurs Économies et étendre leurs industries et secteurs. Cependant, encourager l'IED n'est pas toujours une tâche facile, et cela nécessite une combinaison de politiques et d'initiatives pour assurer le succès de ces efforts. Le rôle du gouvernement dans la promotion de l'IED des fins de diversification est crucial, et il peut avoir un impact significatif sur la croissance Économique globale d'un pays.

Ce travail a tenté d'identifier la relation existante entre les investissements directs étrangers et la diversification des exportations dans le cadre de l'économie algérienne. Pour ce faire, nous avons présenté dans les deux premiers chapitre l'investissement direct Étranger (IDE), le deuxième traite de de la diversification et de l'Évolution du commerce extérieur en Algérie et analyse les dispositifs d'appui aux exportations algériennes.

Dans le troisième chapitre nous avons mené une Étude empirique pour la période 1995-2021 afin d'Étudier la relation entre l'investissement direct Étranger et la diversification des exportations. Pour ce faire, nous avons appliqué l'approche ARDL de cointégration pour Évaluer la dynamique de long et de court terme entre l'investissement direct Étranger et la diversification des exportations. Trois facteurs explicatifs ont été retenus : l'IDE, le PIB et le degré de liberté de commerce. Les résultats d'estimation mettent en Évidence les effets positifs des IDE sur la diversification des exportations.

Les résultats d'estimation montrent Également que le PIB, OUV, impactent positivement la diversification des exportations.

C'est ainsi que nous proposons quelques recommandations pour encourager le développement des investissements directs Étrangers en Algérie. Ces recommandations se résument ainsi :

- ✚ Améliorer le Climat des Affaires.

- ✚ Adopter une politique d'attraction des investissements directs étrangers (IDE) ciblant les secteurs non liés aux hydrocarbures, comme la fabrication, afin de renforcer la diversification des exportations en Algérie.
- ✚ Diversifier la structure de production en réalisant une transformation structurelle profonde de l'Économie nationale.

Références bibliographiques

Référence bibliographique

I. Ouvrages :

- Bourbonnais R. (2015), «Économétrie: Cours et exercices corrigés, édition Dunod, 9ème édition, Paris, p 248
- FMI(1997), «Manuel de la balance de paiement», 4 ème édition, Washington.
- Mebtoul A. (2002), « L'Algérie face aux défis de la mondialisation », Ed OPU, Alger, 2002, P125.
- Michalet, C.-A. (2004). « Qu'est-ce que la mondialisation ». Paris: La Découverte, p 59.
- OCDE, « les principes directeurs de l'OCDE a l'intention des entreprises multinationales », 2008.p.40.

II. Mémoires et thèses :

- Idriss. A, (2010), « Libéralisation et ouverture de l'économie algérienne : Quel impact sur la gouvernance des entreprises agroalimentaires ? Cas de la wilaya de Bejaia», Montpellier, CIHEAM-IAMM. Master of Science, n°104,p37.
- Idriss. A, 2009, Op.cit, p 38
- Moussaoui, N., Tizerarine, CH. (2018), « Essai d'analyse des déterminants de la diversification des exportations en Algérie », Finance de commerce internationale, mémoire à l'université Abderrahmane mira du Bejaia, p 4.
- Patene N (2013) ; « Diversification économique territoriale : enjeux, déterminants, stratégies, modalités, conditions et perspectives » thèse doctorat présentée à l'université du Québec à Chicoutimi 86. Disponible sur site : [https://irec.quebec/ressources/repertoire/memoire/s-theses/patene Ngiambou.pdf](https://irec.quebec/ressources/repertoire/memoire/s-theses/patene%20Ngiambou.pdf)

III. Articles et communication :

- African Development Bank », p 136, 2011.
- Anyanwu, J (2011), « Determinants of Foreign Direct Investment Inflows to Africa, 1980-2007,
- Berthélemy J.C (2005) Commerce internationa. et diversification économique », Dalloz, revue, d'économie politique 5/2015 (Vol, 115), pp 591-611.
- Beztouh D (2013) ;: « Rôle de l'Etat dans la promotion et l'accompagnement des PME exportatrices en Algérie. Communication présentée à la Journées d'étude organisées par le département des sciences commerciales en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Soummam de Béjaïa (CCISB) Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? Les jours 24 et 25 juin 2013.
- Bouaichi N., Bennacer N (2013), « Dispositif réglementaire et financier pour la promotion des exportations hors hydrocarbures en Algérie », communication présentée à la Journées d'étude organisées par le département des sciences commerciales en collaboration avec la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Soummam de Béjaïa (CCISB) Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? les jours 24 et 25 juin 2013.

- Bouoiyour, J., Hanchane, H., & Mouhoud, E. M. (2009). « Investissements directs étrangers et productivité », Summary. *Revue économique*, vol 60(1), pp 109-131
- Chiha K., Tigharsi E.(2014), « Essai d'analyse de la problématique de diversification des exportations hors hydrocarbure : cas de l'Algérie », *Revue Algérienne de la mondialisation et des politiques économiques / N° 05 3 2014*.
- Denis, T, Jean Luc,B et Armand ,C,(1996) « L'investissement international », Masson, Paris 1996, p 10-11, op, Cit, p 243.
- Diversification économique: rôle d'IDE dans l'expansion des industries et des secteurs. Disponible sur le site : <https://fastercapital.com> consulté le 17 /05 /2024 à 13 :29.
- Farjallah N., Abdelhamid M. (2017), « Effet de l'instabilité des institutions politiques sur la croissance économique en Tunisie : une approche par le modèle ARDL », *International Journal of Economics & Strategic Management of Business Process (ESMB)*, Vol.8, Issue 2, pp. 148-157.
- Fayou H. (2018), « Le lien entre les investissements direct étrangers et la performance des exportations : cas des pays en développement ». Hal.
- Fosto Ndefo, N. (2003). « Impact des investissements directs étrangers sur la croissance/: Quelques résultats sur les pays africains au Sud du Sahara». (3), p 25
- Hamid F. (2018), « Le lien entre les investissements directs étrangers et la performance des exportations : cas des pays en développement. Hal.
- International Trade », *Journal of Economic Perspective*, vol 9 (2), spring 1995, pp. 169-189.
- Iwamoto, M. Nabeshima, K. (2012), Can FDI promote Export Diversification and Sophistication in Host Countries? Dynamic Panel System GMM Analysis. Institute of Developing Economies.
- James, R, Markusen, (1995) « The Boundaries of Multinational Enterprises and the Theory of
- Jayaweera, S. (2009). Foreign direct investment and export diversification in low income nations. The University of New South Wales, Australia
- Kutun, A. M., Vuksic, G., 2007. Foreign direct investment and export performance: empirical evidence. *Comparative Economics Studies* 49 (3), 4303445.
- Les matrices intersectorielles s'agissent de matrice présentant plusieurs secteurs d'activités
- Lipsey, R. E., 2002. Home and host country effects of fdi. NBER WorkingPaper (9293)
- Mancer I., Mimoune L. (2023), Diversification économique : Expériences de quelques pays pétroliers, la revue du développement et des perspectives pour recherche et Étude, VOOLL :: 08 - N 01, Juan 2023,p 384-401
- Ministre du commerce, Direction de la promotion des exportations, (2007) « Recueil relatif aux avantages et facilitations accordés aux exportations hors hydrocarbures », avril 2007, p5
- Moussir C. E. & Tabit S. (2016). Export Diversification and Structural Transformation in Morocco: What Role for FDI?, in *Équilibres externes, Compétitivité et Processus de Transformation Structurelle de l'Economie Marocaine*,OCP Policy Center.
- Moussir, C., & Tabit, S. (2016). Diversification des exportations et transformation structurelle au Maroc: Quel rôle pour les IDE ? *quilibres externes, Compétitivité et Processus de Transformation Structurelle de l'Economie*, OCP Policy Center.
- Mubeen, N. and Ahmad, N. (2016). Towards Measurement and Determinants of Export Diversification : An Empirical Analysis of Pakistan. *Pakistan Journal of Commerce and Social Sciences*, Vol. 10, No. 3, pp. 588-605

- Obwona, M. B. (2001). « Determinants of FDI and their Impact on Economic Growth in Uganda ». African Development Review», vol 13(1), pp 46-81
- Oularbi S (2007) Les exportations hors hydrocarbures en Algérie : quelles contraintes et quelles stratégies pour leur développement ? Le rôle de l'Etat dans l'accompagnement des PME exportatrices Etude comparative avec la France. Université Alger 3.
- Oussalem M. (2009), « Politique industrielle et mondialisation. Les leçons de l'expérience algérienne. Colloque :L'économie algérienne dans la mondialisation : atouts et contraintes ». UMMTO, 2009, p20.
- Pandya, S. S. (2016). « Political Economy of Foreign Direct Investment/: Globalized Production in the Twenty-First Century». Annual Review of Political Science, vol 19(1), pp 455-475.
- Pandya, S. S. (2016). « Political Economy of Foreign Direct Investment/: Globalized Production in the Twenty-First Century », Annual Review of Political Science, vol 19(1), pp 455-475.
- Schuh, E. &Barghouti, S. (1988), « Agricultural diversification in Asia », Finance and development, pp. 2541-2544. Cité par Paterné Njambou « Diversification Economique Territoriale » Thèse de doctorat, universités de Québec, octobre 2013, p 80
- Touati,K., Keddari,N., Azin ,S.(2023), « Les effets des IDE sur la diversification des exportations en Algérie : Modèle ARDL », revue nouvelle Économie, Volume : 14/N01(2023) ;p 719-739.

IV. Textes législatifs et règlementaires :

- Article 3, lois N° 63-277, du 26/07/1963, portant code des investissements, journal officiel N° 53, p774 p7726
- Article 3, lois N° 63-277, du 26/07/1963, portant code des investissements, journal officiel N°53,p7745
- Article 3, lois N° 66-284, du 15/09/1966, portant code des investissements, journal officiel N° 80, p901
- Article 2 et5, lois N° 86-13, du 19/08/1986 modifiant et complétant la loi n° 82-13 du28/08/1982 relative à la constitution et au fonctionnement des sociétés d'économie mixte, p, 1016.
- Décret exécutif n° 9693- du 3 mars 1996
- Décret n° 96235- du 2 juillet 1996
- Ordonnance n°03-04 du 19 juillet 2003 relative aux opérations d'importation et d'exportation des marchandises.
- Décret exécutif n° 04- 174 du 12 juin 2004
- Ordonnance n° 01-03 de Aouel Joumada Ethania 1422 correspondant au 20 août 2001 relative au développement de l'investissement modifiée et complétée par l'ordonnance n° 06-08 du 19 Joumada Ethania 1427 correspondant au 15 juillet 2006.

V. Sites Web :

- Diversification économique rôle d'IDE dans l'expansion des industries et des secteurs, disponible sur le site : <https://fastercapital.com/fr/contenu/Diversification-economique-rôle-d-IDE-dans-l-expansion-des-industries-et-des-secteurs.html>
- <http://www.ons.dz/>

- <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Diversification.htm> consulté le 24/05/2024 à 15:43.
- <https://economy-pedia.com/11041070-foreign-direct-investment-fdi#menu-1>
- <https://fastercapital.com/>
- <https://unctad.org/fr> consulté le 23/05/2024 à 15:18.
- <https://unctad.org/fr> consulté le 25/05/2024
- <https://www.algerie360.com/balance-commerciale-exportations-2022-annee-record-pour-lalgerie/> consulté le 25/05/2024 à 21 :53.
- <https://www.btrade.ma/fr/observer-les-pays/algerie/investir> consulté le 16/05/2024
- <https://www.memoireonline.com/11/07/728/politiques-commerciales-algerie-integration-europe.html> consulté le 27/05/2024
- <https://www.miph.gov.dz/>
- <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/DZ/commerce-exterieur-de-l'Algerie> consulté le 20/05/2024
- Site Web de l'Agence Nationale pour la Promotion du Commerce Extérieur WWW.ALGEX.DZ consulté le 10 /06/2024 à 23 :43.
- Site Web de l'Agence Nationale pour la Promotion du Commerce Extérieur WWW.ALGEX.DZ consulté le 10/06/2024 à 00 :30.
- www.douane.gov.dz consulté le 11/06/2024 à 9 :30
- www.mincommerce.gov.dz/?mincom=dgce consulté le 29/05/2024 à 13 :05.

Liste des tableaux & des figures

Liste des tableaux et les figures :

Tableaux	Titres	Pages
Tableaux 01	Les chiffres d'IDE des années 2020, 2021 et 2022	29
Tableaux 02	Les flux d'IDE par pays et par secteur d'activité	29
Tableaux 03	Évolution des exportations algérienne au cours de la période 2000 à 2022	45
Tableaux 04	Évolutions trimestrielles en% des prix et volumes des importations et des exportations de marchandises	47
Tableaux 05	Les échanges extérieurs de marchandises durant le 1er trimestre 2023, aperçu global	48
Tableaux 06	Teste de racine unitaire	71
Tableaux 07	Estimation du modèle ARDL (1, 3, 4, 4)	72
Tableaux 08	ARDL Bound Test	74
Tableau 09	La relation à long terme	75
Tableau 10	Estimation de La relation de court terme	76
Tableau 11	Résultats du test d'autocorrélation	77
Tableau 12	Résultats du test d'hétéroscédasticité	77

Figures	Titres	Pages
Figure 01	Entrées d'IDE en millions de dollars au niveau mondial et par groupe de pays, de 2007 à 2020.	17
Figure 02	l'impact de la COVID -19 sur l'investissement privé international dans les ODD (Évaluation du pourcentage entre 2019-2020).	18
Figure 03	Flux mondiaux d'IDE, 2015-2020 et prévisions 2021 – 2022(Milliards de dollars).	20
Figure 04	Flux d'IDE entrant en Algérie de 1970 à 1995 (En Millions de dollars)	27
Figure 05	Flux d'IDE entrant en Algérie de 2000 à 2018 (En Millions de dollars)	28
Figure 06	Evolution des échanges commerciaux de l'Algérie (Mds USD)	44

Figure 07	Évolution de l'indice de concentration	66
Figure 08	Investissement direct étranger, entrée nettes (BDP,\$ US courants) milliards de dollar	67
Figure 09	Évolution du PIB	68
Figure 10	Évolution d'ouverture commerciale	69
Figure 11	Critère d'information Akaike	73
Figure 12	Résultats du test de normalité	78
Figure 13	Courbe de la somme cumulée des résidus	79
Figure 14	Courbe de la somme cumulée des carrés du résidu	80

La Base de données

Années	IC	IDE	PIB	OUV
1995	0.52	0	1466.5	27.6
1996	0.53	0.27	1619.5	26.85
1997	0.51	0.26	1634.5	26.1
1998	0.52	0.66	1610.3	22.55
1999	0.51	0.29	1602.9	25.5
2000	0.51	0.28	1780.4	31.45
2001	0.50	1.16	1904.2	29.35
2002	0.52	1.66	1945.2	30.55
2003	0.54	0.64	2292.3	31.05
2004	0.59	0.88	2827.2	32.85
2005	0.59	1.16	3248.1	35.65
2006	0.60	1.84	3681.3	35.35
2007	0.60	1.69	4192.7	36
2008	0.58	2.64	5218	38.5
2009	0.55	2.75	4270.9	35.7
2010	0.52	2.3	4958.3	34.9
2011	0.54	2.57	5479.6	33.75
2012	0.54	2.3	6096.1	32.7
2013	0.54	1.69	6044.7	31.8
2014	0.48	1.5	6164.6	31.2
2015	0.48	-0.54	4741.5	29.85
2016	0.49	1.64	4481.1	28
2017	0.48	1.23	4615.9	27.65
2018	0.48	1.47	4640.3	29.05
2019	0.47	1.38	4530.1	25.9
2020	0.44	1.14	3794.4	22.65
2021	0.48	0.87	4216.3	26.5

Résultats de la stationnarité

1. La variable LIC

Modèle 3

Null Hypothesis: LIC has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.431096	0.8269
Test critical values:		
1% level	-4.356068	
5% level	-3.595026	
10% level	-3.233456	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIC)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 14:40
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIC(-1)	-0.154409	0.107896	-1.431096	0.1659
C	0.627497	0.433286	1.448227	0.1610
@TREND("1995")	-0.001450	0.001063	-1.364976	0.1855
R-squared	0.108272	Mean dependent var		-0.003541
Adjusted R-squared	0.030730	S.D. dependent var		0.037803
S.E. of regression	0.037217	Akaike info criterion		-3.635912
Sum squared resid	0.031858	Schwarz criterion		-3.490747
Log likelihood	50.26686	Hannan-Quinn criter.		-3.594110
F-statistic	1.396308	Durbin-Watson stat		1.778702
Prob(F-statistic)	0.267715			

$T_b = |-1.36| < T_{ADF} = 2.78$, on accepte H_0 et on rejette H_1 , la tendance n'est pas significative. On passe à l'estimation du modèle 02

Modèle 02

Null Hypothesis: LIC has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.947200	0.7563
Test critical values:		
1% level	-3.711457	
5% level	-2.981038	
10% level	-2.629906	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIC)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 14:50
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIC(-1)	-0.095263	0.100574	-0.947200	0.3530
C	0.373700	0.398339	0.938146	0.3575
R-squared	0.036036	Mean dependent var		-0.003541
Adjusted R-squared	-0.004129	S.D. dependent var		0.037803
S.E. of regression	0.037881	Akaike info criterion		-3.634942
Sum squared resid	0.034439	Schwarz criterion		-3.538165
Log likelihood	49.25425	Hannan-Quinn criter.		-3.607074
F-statistic	0.897188	Durbin-Watson stat		1.738321
Prob(F-statistic)	0.352977			

$T_c = 0.93 < T_{ADF} = 2.52$, On accepte H_0 et on rejette H_1 , la constante n'est pas significative. On passe à l'estimation du modèle 01.

Modèle 01

Null Hypothesis: LIC has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.495410	0.4917
Test critical values: 1% level	-2.656915	
5% level	-1.954414	
10% level	-1.609329	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIC)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 14:53
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIC(-1)	-0.000927	0.001871	-0.495410	0.6246
R-squared	0.000686	Mean dependent var		-0.003541
Adjusted R-squared	0.000686	S.D. dependent var		0.037803
S.E. of regression	0.037790	Akaike info criterion		-3.675850
Sum squared resid	0.035702	Schwarz criterion		-3.627462
Log likelihood	48.78605	Hannan-Quinn criter.		-3.661916
Durbin-Watson stat	1.837455			

$T\phi = -0.49 > TADF = -1.95$. On accepte H_0 et on rejette H_1 , le processus est non stationnaire.

Nous allons donc passer à la première différence pour stationnaires la série.

La première différence de la variable LIC

Null Hypothesis: D(LIC) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.473972	0.0001
Test critical values:		
1% level	-2.660720	
5% level	-1.955020	
10% level	-1.609070	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIC,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 14:55
 Sample (adjusted): 1997 2021
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIC(-1))	-0.931657	0.208239	-4.473972	0.0002
R-squared	0.454427	Mean dependent var		0.001245
Adjusted R-squared	0.454427	S.D. dependent var		0.052290
S.E. of regression	0.038623	Akaike info criterion		-3.630775
Sum squared resid	0.035801	Schwarz criterion		-3.582020
Log likelihood	46.38469	Hannan-Quinn criter.		-3.617253
Durbin-Watson stat	1.908486			

2. La variable LOUV :**Modèle 3**

Null Hypothesis: LOUV has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.382430	0.8422
Test critical values:		
1% level	-4.356068	
5% level	-3.595026	
10% level	-3.233456	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOUV)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 14:57
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUV(-1)	-0.162195	0.117326	-1.382430	0.1801
C	0.575096	0.399563	1.439312	0.1635
@TREND("1995")	-0.001775	0.002175	-0.816200	0.4228
R-squared	0.105489	Mean dependent var		-0.001564
Adjusted R-squared	0.027706	S.D. dependent var		0.084218
S.E. of regression	0.083043	Akaike info criterion		-2.030756
Sum squared resid	0.158610	Schwarz criterion		-1.885591
Log likelihood	29.39982	Hannan-Quinn criter.		-1.988953
F-statistic	1.356192	Durbin-Watson stat		1.852278
Prob(F-statistic)	0.277481			

$T_b = |-0.81| < TADF = 2.78$, on accepte H_0 et on rejette H_1 , la tendance n'est pas significative. On passe à l'estimation du modèle 02.

Modèle 2

Null Hypothesis: LOUV has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.440508	0.5470
Test critical values:		
1% level	-3.711457	
5% level	-2.981038	
10% level	-2.629906	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOUV)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 14:58
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUV(-1)	-0.167565	0.116324	-1.440508	0.1626
C	0.569432	0.396715	1.435368	0.1641
R-squared	0.079580	Mean dependent var		-0.001564
Adjusted R-squared	0.041230	S.D. dependent var		0.084218
S.E. of regression	0.082463	Akaike info criterion		-2.079126
Sum squared resid	0.163204	Schwarz criterion		-1.982349
Log likelihood	29.02864	Hannan-Quinn criter.		-2.051258
F-statistic	2.075064	Durbin-Watson stat		1.787577
Prob(F-statistic)	0.162643			

$T_c = 1.43 < T_{ADF} = 2.52$, On accepte H_0 et on rejette H_1 , la constante n'est pas significative. On passe à l'estimation du modèle 01.

Modèle 01

Null Hypothesis: LOUV has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.152174	0.6215
Test critical values:		
1% level	-2.656915	
5% level	-1.954414	
10% level	-1.609329	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOUV)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:00
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LOUV(-1)	-0.000737	0.004842	-0.152174	0.8803
R-squared	0.000567	Mean dependent var		-0.001564
Adjusted R-squared	0.000567	S.D. dependent var		0.084218
S.E. of regression	0.084194	Akaike info criterion		-2.073690
Sum squared resid	0.177215	Schwarz criterion		-2.025302
Log likelihood	27.95797	Hannan-Quinn criter.		-2.059756
Durbin-Watson stat	1.920121			

$T\phi = -0.15 > TADF = -1.95$. On accepte H_0 et on rejette H_1 , le processus est non stationnaire.

Nous allons donc passer à la première différence pour stationnaires la série.

La première différence de la série LOUV

Null Hypothesis: D(LOUV) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.724742	0.0000
Test critical values:		
1% level	-2.660720	
5% level	-1.955020	
10% level	-1.609070	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LOUV,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:03
 Sample (adjusted): 1997 2021
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LOUV(-1))	-1.036509	0.219379	-4.724742	0.0001
R-squared	0.479820	Mean dependent var		0.007381
Adjusted R-squared	0.479820	S.D. dependent var		0.118874
S.E. of regression	0.085736	Akaike info criterion		-2.035908
Sum squared resid	0.176416	Schwarz criterion		-1.987153
Log likelihood	26.44885	Hannan-Quinn criter.		-2.022386
Durbin-Watson stat	1.893114			

La série LOUV est stationnaire d'ordre 1

3. La variable IDE : Investissements étrangers directs, entrées nettes (% du PIB)

Modèle 03

Null Hypothesis: IDE has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.487237	0.3310
Test critical values:		
1% level	-4.356068	
5% level	-3.595026	
10% level	-3.233456	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:22
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.434430	0.174664	-2.487237	0.0206
C	0.501095	0.295920	1.693344	0.1039
@TREND("1995")	0.006031	0.019784	0.304850	0.7632
R-squared	0.230595	Mean dependent var		0.033462
Adjusted R-squared	0.163690	S.D. dependent var		0.747689
S.E. of regression	0.683762	Akaike info criterion		2.185753
Sum squared resid	10.75320	Schwarz criterion		2.330918
Log likelihood	-25.41479	Hannan-Quinn criter.		2.227555
F-statistic	3.446614	Durbin-Watson stat		2.268481
Prob(F-statistic)	0.049066			

$T_b = |0.30| < T_{ADF} = 2.78$, on accepte H_0 et on rejette H_1 , la tendance n'est pas significative.

On passe à l'estimation du modèle 02

Modèle 02

Null Hypothesis: IDE has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.658459	0.0948
Test critical values: 1% level	-3.711457	
5% level	-2.981038	
10% level	-2.629906	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:26
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
IDE(-1)	-0.411638	0.154841	-2.658459	0.0138
C	0.553708	0.235794	2.348272	0.0274
R-squared	0.227486	Mean dependent var		0.033462
Adjusted R-squared	0.195298	S.D. dependent var		0.747689
S.E. of regression	0.670716	Akaike info criterion		2.112862
Sum squared resid	10.79664	Schwarz criterion		2.209639
Log likelihood	-25.46721	Hannan-Quinn criter.		2.140730
F-statistic	7.067404	Durbin-Watson stat		2.315566
Prob(F-statistic)	0.013753			

La tendance est significative.

Tc = -2.65 est supérieure à 2.98, On accepte H0 et on rejette H1, le processus est non stationnaire

Nous allons donc passer à la première différence pour stationnariser la série.

Null Hypothesis: D(IDE) has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-7.179989	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.724070	
5% level	-2.986225	
10% level	-2.632604	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(IDE,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:38
 Sample (adjusted): 1997 2021
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE(-1))	-1.384336	0.192805	-7.179989	0.0000
C	0.041526	0.143932	0.288509	0.7755
R-squared	0.691491	Mean dependent var		-0.021600
Adjusted R-squared	0.678078	S.D. dependent var		1.266020
S.E. of regression	0.718316	Akaike info criterion		2.252805
Sum squared resid	11.86750	Schwarz criterion		2.350315
Log likelihood	-26.16006	Hannan-Quinn criter.		2.279850
F-statistic	51.55224	Durbin-Watson stat		2.043339
Prob(F-statistic)	0.000000			

La série IDE est intégrée d'ordre 1.

4.La variable LPIB**Modèle 03 :**

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.376495	0.9831
Test critical values:		
1% level	-4.356068	
5% level	-3.595026	
10% level	-3.233456	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:44
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.034637	0.091999	-0.376495	0.7100
C	0.364715	0.675767	0.539706	0.5946
@TREND("1995")	-0.003247	0.006032	-0.538369	0.5955
R-squared	0.117370	Mean dependent var		0.040618
Adjusted R-squared	0.040619	S.D. dependent var		0.119036
S.E. of regression	0.116593	Akaike info criterion		-1.352085
Sum squared resid	0.312661	Schwarz criterion		-1.206920
Log likelihood	20.57711	Hannan-Quinn criter.		-1.310283
F-statistic	1.529240	Durbin-Watson stat		1.881988
Prob(F-statistic)	0.237934			

$T_b = |-0.53| < T_{ADF} = 2.78$, on accepte H_0 et on rejette H_1 , la tendance n'est pas significative.

On passe à l'estimation du modèle 02

Modèle 02

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.689101	0.4248
Test critical values:		
1% level	-3.711457	
5% level	-2.981038	
10% level	-2.629906	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:46
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.077374	0.045808	-1.689101	0.1042
C	0.666669	0.371325	1.795378	0.0852
R-squared	0.106247	Mean dependent var		0.040618
Adjusted R-squared	0.069007	S.D. dependent var		0.119036
S.E. of regression	0.114855	Akaike info criterion		-1.416485
Sum squared resid	0.316601	Schwarz criterion		-1.319709
Log likelihood	20.41431	Hannan-Quinn criter.		-1.388617
F-statistic	2.853061	Durbin-Watson stat		1.780804
Prob(F-statistic)	0.104152			

$T_c = 1.62 < T_{ADF} = 2.52$, On accepte H_0 et on rejette H_1 , la constante n'est pas significative.

On passe à l'estimation du modèle 01

Modèle 01 :

Null Hypothesis: LPIB has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.626686	0.9712
Test critical values:		
1% level	-2.656915	
5% level	-1.954414	
10% level	-1.609329	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:47
 Sample (adjusted): 1996 2021
 Included observations: 26 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.004717	0.002900	1.626686	0.1163
R-squared	-0.013791	Mean dependent var		0.040618
Adjusted R-squared	-0.013791	S.D. dependent var		0.119036
S.E. of regression	0.119854	Akaike info criterion		-1.367386
Sum squared resid	0.359123	Schwarz criterion		-1.318998
Log likelihood	18.77602	Hannan-Quinn criter.		-1.353452
Durbin-Watson stat	1.702336			

$T\phi = 0.16 > TADF = -1.95$. On accepte H_0 et on rejette H_1 , le processus est non stationnaire.

Nous allons donc passer à la première différence pour stationnaires la série.

La première différence

Null Hypothesis: D(LPIB) has a unit root
 Exogenous: None
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=6)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-3.937223	0.0004
Test critical values:		
1% level	-2.660720	
5% level	-1.955020	
10% level	-1.609070	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LPIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 10/01/24 Time: 15:49
 Sample (adjusted): 1997 2021
 Included observations: 25 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LPIB(-1))	-0.786501	0.199760	-3.937223	0.0006
R-squared	0.392430	Mean dependent var		0.000248
Adjusted R-squared	0.392430	S.D. dependent var		0.159227
S.E. of regression	0.124112	Akaike info criterion		-1.296088
Sum squared resid	0.369691	Schwarz criterion		-1.247333
Log likelihood	17.20109	Hannan-Quinn criter.		-1.282565
Durbin-Watson stat	2.029874			

La variable est intégrée d'ordre 1.

2. Estimation du modèle ARDL

Dependent Variable: LIC
 Method: ARDL
 Date: 10/01/24 Time: 15:52
 Sample (adjusted): 1999 2021
 Included observations: 23 after adjustments
 Maximum dependent lags: 4 (Automatic selection)
 Model selection method: Akaike info criterion (AIC)
 Dynamic regressors (4 lags, automatic): IDE LOUV LPIB
 Fixed regressors: C
 Number of models evaluated: 500
 Selected Model: ARDL(1, 3, 4, 4)

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LIC(-1)	-0.719941	0.408453	-1.762607	0.1213
IDE	0.009483	0.013087	0.724609	0.4922
IDE(-1)	-0.030445	0.011685	-2.605503	0.0351
IDE(-2)	-0.040208	0.016884	-2.381440	0.0488
IDE(-3)	-0.018262	0.012288	-1.486092	0.1808
LOUV	0.086336	0.138188	0.624773	0.5519
LOUV(-1)	-0.060146	0.126311	-0.476170	0.6485
LOUV(-2)	0.137740	0.134748	1.022203	0.3407
LOUV(-3)	0.284475	0.161694	1.759347	0.1219
LOUV(-4)	0.348330	0.172877	2.014897	0.0838
LPIB	0.245757	0.082152	2.991483	0.0202
LPIB(-1)	0.157209	0.093816	1.675723	0.1377
LPIB(-2)	-0.023330	0.098037	-0.237970	0.8187
LPIB(-3)	-0.165687	0.098877	-1.675686	0.1377
LPIB(-4)	-0.275362	0.113507	-2.425955	0.0457
C	4.626589	1.163255	3.977279	0.0053
R-squared	0.965939	Mean dependent var		3.957203
Adjusted R-squared	0.892952	S.D. dependent var		0.082525
S.E. of regression	0.027001	Akaike info criterion		-4.184180
Sum squared resid	0.005103	Schwarz criterion		-3.394271
Log likelihood	64.11807	Hannan-Quinn criter.		-3.985520
F-statistic	13.23430	Durbin-Watson stat		2.395674
Prob(F-statistic)	0.001022			

2.Bounds Test

ARDL Bounds Test

Date: 10/01/24 Time: 15:53

Sample: 1999 2021

Included observations: 23

Null Hypothesis: No long-run relationships exist

Test Statistic	Value	k
F-statistic	4.915518	3

Critical Value Bounds

Significance	I0 Bound	I1 Bound
10%	2.72	3.77
5%	3.23	4.35
2.5%	3.69	4.89
1%	4.29	5.61

Test Equation:

Dependent Variable: D(LIC)

Method: Least Squares

Date: 10/01/24 Time: 15:53

Sample: 1999 2021

Included observations: 23

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(IDE)	0.009483	0.013087	0.724609	0.4922
D(IDE(-1))	0.058470	0.023562	2.481568	0.0421
D(IDE(-2))	0.018262	0.012288	1.486092	0.1808
D(LOUV)	0.086336	0.138188	0.624773	0.5519
D(LOUV(-1))	-0.770545	0.224222	-3.436527	0.0109
D(LOUV(-2))	-0.632805	0.219190	-2.887021	0.0234
D(LOUV(-3))	-0.348330	0.172877	-2.014897	0.0838
D(LPIB)	0.245757	0.082152	2.991483	0.0202
D(LPIB(-1))	0.464380	0.106911	4.343621	0.0034
D(LPIB(-2))	0.441050	0.147676	2.986594	0.0203
D(LPIB(-3))	0.275362	0.113507	2.425955	0.0457
C	4.626589	1.163255	3.977279	0.0053
IDE(-1)	-0.079432	0.025726	-3.087646	0.0176
LOUV(-1)	0.796735	0.215942	3.689575	0.0078
LPIB(-1)	-0.061414	0.034602	-1.774886	0.1192
LIC(-1)	-1.719941	0.408453	-4.210871	0.0040
R-squared	0.849747	Mean dependent var		-0.003836
Adjusted R-squared	0.527778	S.D. dependent var		0.039292
S.E. of regression	0.027001	Akaike info criterion		-4.184180
Sum squared resid	0.005103	Schwarz criterion		-3.394271
Log likelihood	64.11807	Hannan-Quinn criter.		-3.985520
F-statistic	2.639216	Durbin-Watson stat		2.395674
Prob(F-statistic)	0.099399			

Table des matières

Table des Matière

Remerciement	
Dédicace	
Liste des abréviations	
Sommaire	
Introduction générale	1
Chapitre 1: le cadre conceptuel de l'investissement direct étranger (IDE)	4
Introduction	4
Section 01: Historique des IDE, définitions et caractéristiques	4
1. Historique des IDE	5
2. Définition des IDE	7
2.1. IDE selon FMI	7
3. Les caractéristiques des IDE	8
4. Les modes d'IDE	8
4.1. La création de filiales	8
4.2. Les transplants	9
4.3. Les fusions-acquisitions	10
4.4. Les joint-ventures	10
5. Les enjeux des IDE	11
5.1. Pour les pays d'accueil	11
5.2. Pour les pays d'origine	12
6. Types des IDE	12
6.1. L'IDE horizontal	12
6.2. L'IDE vertical	12
7. Les avantages et les inconvénients des IDE	13
7.1. Les avantages	13
7.2. Les inconvénients	13
Section 02: Les principaux facteurs déterminants de l'IDE et son évolution	13
1. Les principaux facteurs déterminants de l'IDE	14
2. L'évolution des IDE	16
2.1. Tendances régionales	19

2.2. Creux de la vague probable en 2021	20
Section 03: Evolution des IDE en Algérie	22
1. Le cadre légal et institutionnel de l'investissement en Algérie	22
1.1. Le code de 1963 (loi n°63-277 du 26/07/1963).....	22
1.2. Le code de 1966 (l'ordonnance n°66-284 du 15/09/1966).....	23
1.3. La loi n°82-11 du 21/08/1982.....	23
1.4. Le code des investissements (l'ordonnance de 2001)	23
2. Les organismes chargés de l'investissement.....	24
2.1. Le Conseil national de l'investissement (CNI) :	24
2.2. Le Ministère de la participation et de la promotion de l'investissement (MPPI)	25
2.3. L'Agence nationale de développement de l'investissement (ANDI) :	25
2.4. Le guichet unique de décentralisé (GUD).....	26
3. Tendances des investissements directs étrangers en Algérie	27
3.1. Période allant de 1970 à 1995.....	27
3.2. Période allant de 1995 jusqu'à 2018.....	28
3.3. Période allant de 2018 à 2023.....	28
Conclusion.....	30
Chapitre 2 : le cadre conceptuel de la diversification des exportations.....	32
Introduction	32
Section 01: nation de base de la diversification des exportations.	32
1. Définition de la diversification :	33
2. Les typologies de la diversification :	33
2.1. Diversification verticale :	33
2.2. Diversification horizontale:.....	34
2.3. La diversification conglomérale (latérale):.....	34
3. Les stratégies de la diversification	34
3.1. Les stratégies fondées sur l'agriculture.....	34
3.2. Les stratégies fondées sur l'industrialisation.....	35
3.2.1. L'industrialisation par substitution aux importations (ISI)	35
3.2.2. L'industrialisation par des industries industrialisantes (III).....	35

3.2.3. L'industrialisation par la substitution des exportations (ISE).....	35
4. La Mesurer de la diversification:	36
4.1 Indice de Theil.....	36
4.2. L'indice de Hirschman	36
4.3. L'indice de Hirshman normalisé	37
4.4. L'indice de d'entropie	37
4.5. Indice d'Ogive	37
4.6. L'indice agrégatif de spécialisation	38
Section 02: Évolution de commerce extérieur en Algérie.....	38
1. L'évolution de la politique commerciale en Algérie.....	38
1.1. Avant l'indépendance (1962)	38
1.2. Après l'indépendance	38/
1.2.1. Le cadre réglementaire de la période 1963-1988.....	39
1.2.2. Le régime du commerce concernant les importations de 1963 à 1988 ..	39
1.2.3. De 1963 à 1988, le régime des exportations en Algérie était régi par deux lois principales	40
1.2.4. Le commerce extérieur Algérien à partir 1988-1994	41
2. la libéralisation du commerce extérieur	42
2.1. Démonopolisation du commerce extérieur et révision de la politique tarifaire	42
2.2. La révision de la politique tarifaire	43
2.3. Les accords commerciaux	43
3. L'évolution du commerce extérieur en Algérie	43
3.1. Évolution des exportations en Algérie	45
3.2. Les indices de valeurs unitaires du commerce extérieur de marchandises .	46
3.2.1. Les valeurs unitaires des échanges extérieurs de marchandises durant le 1er trimestre 2023	46
3. 2.2. Les échanges extérieurs de marchandises durant le 1er trimestre 2023, aperçu global.....	47
Section 03: Analyse des dispositifs d'appui aux exportation algériennes	48
1. Avantages et facilitations accordés aux exportations hors hydrocarbures	48
1.1. Les incitations fiscales	49
1.1.1. Exonération en matière d'impôts directs.....	49

1.1.2. Exonération en matière d'impôts indirects.....	49
1.2. Facilitations douanières.....	50
1.3. Facilitations portuaires.....	50
2. Les organismes d'appui à l'exportation	52
2.1. L'agence Nationale de Promotion du Commerce Extérieur (ALGEX).....	52
2.2. La Compagnie Algérienne de Garantie D'exportations (CAGEX).....	53
2.3. La Chambre Algérienne de Commerce et D'industrie (CACI).....	54
2.3.1. Fonctions de la CACI.....	54
2.3.2. Les ressources de la CACI.....	54
2.4. Le Fond Spécial de Promotion des Exportations (FSPE)	55
2.4.1. Au Titre de participation aux foires, expositions et salons spécialisés se déroulant à l'étranger :.....	55
2.4.2. Au titre des surcoûts à l'exportation (coût de transit, manutention, et de transport intérieur et international).....	55
2.5. La Société Algérienne des Foires et Expositions (SAFEX)	55
3. Les programmes de mise à niveau pour les PME.....	56
3.1. Le programme OPTIMEXPORT.....	56
3.2. Le programme du MIR-ONUUDI	57
Conclusion.....	57
Chapitre 3: Impact des investissement directs étrangers sur la diversification des exportations en Algérie. Étude avec le modèle ARDL	58
Introduction :	58
Section 1 : La relation entre les IDE et la diversification des exportations	59
1. Impact des IDE sur la diversification économique.....	59
2. Expérience de quelques pays :.....	60
2.1. Dubaï, Émirats arabes unis.....	60
2.2. L'Indonésie	61
2.3. Vietnam.....	61
2.4. Malaisie	61
3. Revue de la littérature sur la relation entre l'investissement direct étranger et la diversification	62
Section 2: Présentation des données, méthode d'estimation et résultats	64
1. Présentation des données de l'étude.....	64

1.1. La variable à expliquer :	64
1.2. Les variables explicatives	65
1.2. Les sources de données :.....	65
1.4. Présentation graphique des variables	65
2. Méthodologie de l'étude	69
Section 3 : Présentation des résultats empiriques	70
1. Étude de la stationnarité	70
2. Test de cointégration de Pesaran et al. (2001).....	71
3. Les Résultats des dynamiques à long terme et à court terme.....	75
3.1. La dynamique de long terme :	75
3.2. La dynamique de court terme :	76
4. Test de robustesse	77
4.1. Le test d'autocorrélation des erreurs.....	77
4.2. Test d'hétéroscedasticité de Breusch-Pagan-Godfrey	77
4.3. Test de normalité des résidus.....	78
5. Test de stabilité	78
Conclusion:	80
Conclusion générale	81
Bibliographie	
Liste des tableaux	
Liste des figure	
Annexe	

Résumé

Ce travail a pour objectif d'étudier la relation entre l'investissement direct étranger (IDE) et la diversification des exportations en Algérie. Pour ce faire, nous avons effectué une analyse empirique, en utilisant le modèle ARDL sur la période de 1995-2021. Les résultats révèlent que l'IDE et le PIB, OUV, ont un impact significatif sur la diversification des exportations en Algérie à long terme.

Mots clé : Investissement direct étranger, diversification des exportations. Indice de diversification, Algérie, ARDL.

Abstract

This work aims to study the relationship between foreign direct investment (FDI) and export diversification in Algeria. To do this, we carried out an empirical analysis, using the ARDL model over the period 1995-2021. The results reveal that FDI and GDP, OUV, have a significant impact on export diversification in Algeria in the long run.

Keywords: Foreign direct investment, export diversification. Diversification index, Algeria, ARDL.